**Vade-mecum relatif aux opérations électorales**



**Présidents des bureaux**

**de circonscription – Dépôt et arrêt des listes**

Table des matières

[I. Introduction 6](#_Toc522009321)

[II. Opérations préliminaires 7](#_Toc522009322)

[A. Transmission des données 7](#_Toc522009323)

[B. Avis de réception des candidatures 7](#_Toc522009324)

[C. Pré-encodage des candidatures 8](#_Toc522009325)

[D. Encodage des candidatures 9](#_Toc522009326)

[III. Déroulement des opérations 10](#_Toc522009327)

[A. Acte de présentation des candidatures 10](#_Toc522009328)

[1. Modèles 10](#_Toc522009329)

[2. Mentions légales 11](#_Toc522009330)

[3. Sigles et logos 13](#_Toc522009331)

[4. Signatures 15](#_Toc522009332)

[5. Annexes à l’acte de présentation 16](#_Toc522009333)

[B. Dépôt des actes de candidatures 18](#_Toc522009334)

[1. Introduction 18](#_Toc522009335)

[2. Procédure en cas de pré-encodage par le déposant 19](#_Toc522009336)

[3. Procédure de dépôt en cas d’absence de pré-encodage par le déposant 19](#_Toc522009337)

[C. Vérification des actes de présentation des candidatures 20](#_Toc522009338)

[1. Remarques préalables 20](#_Toc522009339)

[2. Vérification de la recevabilité par le Président et le déposant 20](#_Toc522009340)

[3. Edition du procès-verbal 22](#_Toc522009341)

[D. Arrêt provisoire des listes de candidats 23](#_Toc522009342)

[1. Introduction 23](#_Toc522009343)

[2. Prestation de serment 23](#_Toc522009344)

[3. Examen de la recevabilité, de la validité et de l’éligibilité des actes de présentation des candidatures par le bureau constitué 24](#_Toc522009345)

[4. Examen de la recevabilité 24](#_Toc522009346)

[5. Examen de la validité et de l’éligibilité 25](#_Toc522009347)

[6. Devoir à accomplir après l’arrêt provisoire des listes 29](#_Toc522009348)

[7. Réclamations, mémoires, actes rectificatifs ou complémentaires 30](#_Toc522009349)

[8. Vérification par le Gouvernement des candidatures multiples 32](#_Toc522009350)

[E. Opérations postérieures à l’arrêt définitif des candidatures 33](#_Toc522009351)

[1. Déroulement et admissibilité 33](#_Toc522009352)

[2. Déclaration d’appel 34](#_Toc522009353)

[3. Encodage des données et rédaction du procès-verbal 35](#_Toc522009354)

[IV. Opérations postérieures à l’arrêt des listes de candidats 36](#_Toc522009355)

[A. Affiliation et tirage au sort 36](#_Toc522009356)

[1. Introduction 36](#_Toc522009357)

[2. Attribution des numéros d’ordre commun 36](#_Toc522009358)

[B. Formulation des bulletins de vote 41](#_Toc522009359)

[C. Affichage des listes 43](#_Toc522009360)

[D. Impression des bulletins de vote 43](#_Toc522009361)

[E. Formulation des tableaux de dépouillement et de recensement 46](#_Toc522009362)

[V. Déclarations de groupement en vue d’apparentement (élections provinciales) 47](#_Toc522009363)

[VI. Emploi des langues 48](#_Toc522009364)

[A. Généralités 48](#_Toc522009365)

[B. Bulletins de vote et formulaires 48](#_Toc522009366)

[VII. Annexes 49](#_Toc522009367)

# Introduction

La présente partie s’adresse aux présidents des bureaux de circonscription, lesquels sont, en vertu des articles L4142-3 à 47 du Code, chargés de l’accomplissement des opérations préalables à la tenue des élections, à savoir :

* la réception et la vérification des candidatures ;
* les opérations d’affiliation de liste et d’attribution des numéros d’ordre ;
* l’affichage des listes de candidats et de la confection des bulletins de vote.

Le gouvernement wallon met à la disposition des bureaux de circonscription un logiciel de traitement des opérations de candidatures.

Pour les informations techniques, il est recommandé aux présidents des bureaux de se reporter au manuel technique en *annexe*. Les informations sur l’utilisation de ce logiciel sont intégrées dans les présentes instructions dans la mesure où elles sont pertinentes pour appliquer les procédures déterminées par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après le Code). Ces instructions techniques sont disponibles sur le portail electionslocales.wallonie.be

*En vertu de l’article 17bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d’action sociale (ci-après la LCPAS), y inséré par l’article 11 de la loi du 9 août 1988, l’élection des membres du conseil de l’action sociale de Comines-Warneton a lieu conjointement avec l’élection des membres du conseil communal et conformément aux dispositions de la loi électorale communale formant le titre III intitulé « Des opérations électorales »1.*

1 Le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ayant intégré ces dispositions, conformément au prescrit de l’article 6, VIII, 4°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux Régions et Communautés, il y a lieu d’interpréter l’article 17*bis* de la LCPAS comme faisant renvoi aux dispositions du Livre I du Titre IV de la quatrième partie du Code.

Ces dispositions du Code ainsi que les présentes instructions sont donc d’application à l’élection directe du conseil de l’action sociale de Comines-Warneton, sous réserve des instructions particulières qui seront développées dans les encadrés bleus et en italique chaque fois qu’elles sont applicables.

# Opérations préliminaires

## Transmission des données

Le président transmet, par voie électronique, à l’administration régionale les coordonnées des membres du bureau ainsi que le lieu, les jours et heures auxquels il recevra les présentations de candidats et les désignations de témoins. Pour ce faire, le président utilise le formulaire mis à disposition par la Région. L’administration régionale veille dans le traitement de ces données, à respecter l’application du RGPD.

Ces données seront encodées dans le logiciel de traitement des données électorales. Le Président en vérifie l’exactitude.

## Avis de réception des candidatures

Le président du bureau de circonscription[[1]](#footnote-1) est tenu de publier, au plus tard le 1er septembre 2018, un avis qui indique le lieu, les jours et heures auxquels il recevra les présentations de candidats et les désignations de témoins.

Celles-ci doivent obligatoirement être reçues, le jeudi 13 septembre 2018 (31ème jour avant l’élection) ou le vendredi 14 septembre 2018 (30ème jour avant l’élection) de 13 à 16 heures.

Il convient de noter à cet égard que le mot « ou »[[2]](#footnote-2) signifie que les déposants ont le choix de remettre leur acte de présentation soit le jeudi, soit le vendredi au président du bureau de circonscription. Celui-ci doit dès lors se tenir à la disposition des déposants pour recevoir lesdits actes.

Les témoins visés ici sont ceux qui sont désignés par les candidats pour assister aux opérations des bureaux de circonscription et de canton.

Dans un souci de parfaite information des électeurs et des candidats, il est également conseillé de faire mention des éléments suivants :

* l'acte de candidature, ainsi que les relevés devant y être annexés, sont établis sur des formulaires dont la forme est déterminée par le gouvernement ;
* la faculté, pour les déposants[[3]](#footnote-3), de procéder au pré-encodage numérique de la liste de candidats qu’ils présenteront à la date prévue (13 ou 14 septembre 2018) ;
* les règles[[4]](#footnote-4) relatives à la désignation des témoins de partis.

Cet avis et les instructions qui l’accompagnent précisent également à l’idéal les conditions dans lesquelles doivent se faire ces présentations et désignations.

Bien que leur utilisation ne soit pas obligatoire, il est conseillé aux présidents des bureaux de district et aux présidents des bureaux communaux, d’utiliser les modèles d’avis figurant en *annexe*.

*Eu égard à l’élection directe des membres du conseil de l’action sociale à Comines-Warneton, il y a lieu, pour le président du bureau communal de cette commune, d’utiliser, outre le modèle en annexe, le modèle en annexe, relatif à la présentation des candidatures pour cette élection.*

## Pré-encodage des candidatures

Afin de faciliter la tâche des déposants, mais aussi des présidents des bureaux de circonscription, le gouvernement met à la disposition un logiciel de pré-encodage des candidatures. Le lien vers le logiciel est disponible au départ du portail electionslocales.wallonie.be.

Ce logiciel permet aux déposants, qui viendront présenter officiellement leurs actes de présentation de candidatures, d’encoder eux-mêmes ces actes.

Ce système a le double avantage de faciliter :

* d’une part, la préparation des actes de présentation. En effet, le logiciel structure de manière automatique les exigences formelles de validité des actes ;
* d’autre part, l’accélération du processus de réception des candidatures les 13 et 14 septembre. Le président du bureau de circonscription n’a donc plus besoin d’encoder les actes qui lui sont présentés ;
* enfin, la publication des listes sur le portail « Elections » (résultats) après l’arrêt définitif.

Ce système fonctionne en trois étapes :

* 1. la connexion à distance au logiciel au moyen d’un lecteur e-ID (**il est donc impératif de disposer de son code PIN pour se connecter**),
  2. l’encodage proprement dit par le déposant ou son délégué,
  3. la présentation officielle (dossier « papier ») de l’acte de présentation le 13 ou le 14 septembre.
* ***Comment accéder au serveur régional ?***

La personne qui souhaite déposer le 13 ou le 14 septembre 2018 un acte de présentation de candidatures entre les mains du président du bureau de circonscription, peut pré-encoder l’acte de présentation qu’elle déposera. Elle doit pour ce faire suivre la procédure suivante :

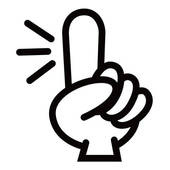
* + - 1. lancer le navigateur internet et introduire l’adresse disponible au départ du portail élections ;
      2. cliquer sur le lien pour accéder à la page d’accueil de l’application de pré-encodage des candidatures ;
  1. s’identifier au moyen de sa carte d’identité électronique. Il faut dès lors disposer de son code PIN ;
  2. encoder les données et les enregistrer.

Il est bien entendu possible de modifier la liste le jour de la présentation des candidatures, mais il est conseillé de ne pré-encoder celles-ci que dans la mesure où elle est présupposée définitive. Toute rectification est possible jusqu’au moment où le déposant dépose la liste.

## Encodage des candidatures

Il y a lieu de se référer pour les présentes instructions au manuel d’utilisation en annexe.

A l’issue du pré-encodage, un numéro de session est attribué au déposant et la possibilité lui est offerte d’imprimer le formulaire de présentation des candidatures. Conservez ce numéro de session. Sans lui, il sera, en effet, impossible au président du bureau de circonscription d’accéder aux données du déposant.



Le pré-encodage par les déposants ne dispense pas ceux-ci de l’obligation de fournir, le **13 ou le 14 septembre** un dossier complet de candidatures.

Il convient ainsi que le déposant complète manuellement les parties manuscrites du formulaire de présentation (notamment l’ensemble des signatures requises).

# Déroulement des opérations

## Acte de présentation des candidatures

Pour rappel, les présentations de candidats[[5]](#footnote-5), ainsi que les relevés devant y être annexés, doivent être déposés entre les mains du président du bureau de circonscription **le jeudi 13** (trente et unième jour avant l’élection) ou **le vendredi 14 septembre 2018** (trentième jour avant l’élection), au lieu fixé par le président du bureau de circonscription dans l’avis de réception des candidatures que celui-ci est tenu de publier au plus tard le 1er septembre 2018.

La présentation a lieu  entre les mains du :

* président du bureau **communal** pour les élections *communales*,
* président du bureau de **district** pour les élections *provinciales*.

Le dépôt des présentations de candidats a lieu de 13 à 16 heures.

Sauf indication contraire du président du bureau communal dans cet avis, la présentation des candidatures pour les élections communales a lieu à l’Hôtel de Ville / Maison communale.

Concernant l’élection du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton, la présentation des candidatures a lieu entre les mains du président du bureau communal.

### Modèles

L'acte de présentation des candidatures, ainsi que les relevés devant y être annexés, sont établis sur les formulaires suivants dont le modèle est déterminé par le Gouvernement wallon[[6]](#footnote-6):

* Acte de présentation de candidats au conseil communal par des électeurs communaux ainsi que ses annexes (voir formulaire en annexe) ;
* Acte de présentation de candidats au conseil communal par des conseillers communaux sortants ainsi que ses annexes (voir formulaire en annexe) ;
* Acte de présentation de candidats au conseil provincial par des électeurs provinciaux ainsi que ses annexes (voir formulaire en annexe) ;
* Acte de présentation de candidats au conseil provincial par des conseillers provinciaux sortants ainsi que ses annexes (voir formulaire en annexe).
* Acte de présentation de candidats au conseil de l’action sociale de Comines-Warneton par des électeurs communaux ainsi que ses annexes (voir formulaire en annexe) ;
* Acte de présentation de candidats au conseil de l’action sociale de Comines-Warneton par des conseillers de l’action sociale sortants ainsi que ses annexes (voir formulaire en annexe).

Ces formulaires sont disponibles à l’administration communale ou sont téléchargeables à l’adresse suivante : <http://www.electionslocales.wallonie.be> – rubrique Candidats/formulaires spécifiques

### Mentions légales

L'acte de présentation indique :

* le nom,
* les prénoms,
* la date de naissance,
* le sexe,
* la profession,
* le numéro d’identification au Registre national des personnes physiques,
* la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent.
* **Concernant les noms et prénoms :**

L'identité du candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

Exemple : Je m’appelle Madame Dupont 🡪 je me présente sous l’identité de Madame Dupont-Lecomte ou Madame Lecomte-Dupont.

En cas de divorce, le maintien du double nom de famille-ex-conjoint peut être maintenu moyennant l’accord de celui-ci.

Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de le confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

Exemple : Je m’appelle Charline 🡪 Je me présente sous l’identité de Charline-Cha

Le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l’affiche et le bulletin de vote de ce prénom usuel en appliquant les règles suivantes :

* + - 1. Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n’est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie ;

Exemple : Je m’appelle Charlotte. Je souhaite me présenter sous l’identité de Sonia (2ème prénom)

* 1. Le candidat est connu sous une abréviation de l’un de ses prénoms énumérés sur l’acte de naissance.  Le candidat mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie ;

Exemple : Danny pour Daniel.

* 1. Le prénom qu’il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l’énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d’un acte de notoriété délivré par le juge de paix, un notaire, ou un bourgmestre ; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

Exemple : Je m’appelle Louis. L’acte de notoriété mentionne Jacky. Je me présente sous l’identité de Louis-Jacky.

* **Concernant les listes :**

Les listes de candidats doivent répondre aux prescrits ci-après :

* Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire, à l’exception des listes uniques qui doivent présenter un quota de 25% de candidats supplémentaires (calculé par rapport au nombre de conseillers à élire). Ainsi, une liste unique devra proposer 22 candidats si le conseil se compose de 17 conseillers ;
* Sur chacune des listes, tout candidat doit être de sexe différent par rapport au candidat qu’il suit dans l’ordre de la liste (homme/femme ou femme/homme). Sur une liste impaire, la dernière place peut être occupée par une personne du même sexe que celle qui la précède. Il s’agit là d’une **possibilité (et non d’une obligation) de** déroger au principe dit de la « tirette intégrale » ;

Exemple :

|  |  |
| --- | --- |
| 1 | **F** |
| 2 | H |
| 3 | **F** |
| 4 | H |
| 5 | **F** |
| 6 | H |
| 7 | **F** |
| 8 | H |
| 9 | **F** |
| 10 | H |
| 11 | **F** ou H |

Cette exigence de parité n’est pas applicable pour la présentation de candidats à l’élection du conseil de l’action sociale de Comines-Warneton.

* + Les candidats qui acceptent leur candidature et dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste ;
  + Pour les élections **provinciales**, l’acte de présentation mentionne, de manière facultative, l'autorisation de former groupe en vue de l’apparentement[[7]](#footnote-7) ;
  + L'acte de présentation des candidats indique l'ordre dans lequel les candidats sont présentés sur la liste.

### Sigles et logos

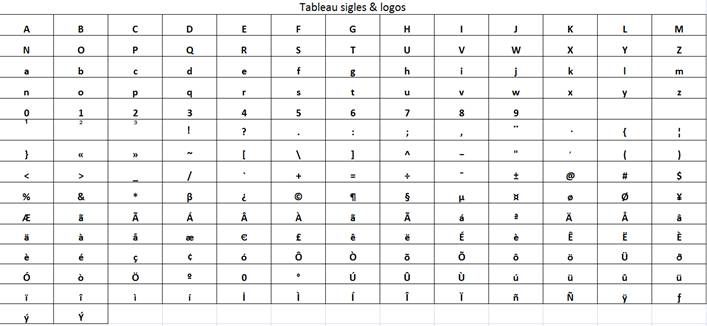
L’acte de présentation mentionne le sigle ou logo appelé à surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote.

Le sigle[[8]](#footnote-8) est formé des initiales soit de tous les mots, soit d’une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme (« Ma commune » 🡪 « MC »). Il peut comporter un signe (MC+)[[9]](#footnote-9). Il peut être un nom commun (par exemple, «  Ensemble ») ou un nom propre (par exemple, « Houtsiplou » ou « Avec Guy »).

Le logo est la représentation graphique du nom de la liste. Il ne figure pas sur le bulletin de vote.

Le sigle est composé au plus de **douze lettres et/ou chiffres** **et** au plus de **treize signes, soit 25 caractères au total, espaces compris**.

Ces lettres, chiffres, ou signes doivent, pour être recevables, être composés de caractères suivants :



Un même sigle peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale. Sont donc exclus les sigles formulés dans d’autres langues que les langues nationales (par exemple, « Together » ne peut être accepté).

Pour le 1er août, chaque parti politique représenté au **Parlement wallon** fait parvenir au gouvernement une demande motivée visant à interdire l’usage de leurs anciens sigles ou logos.

Le 10 août au plus tard, le gouvernement publie au Moniteur belge la liste des sigles ou logos dont l'usage est prohibé.

Lorsque la présentation de candidats à l’élection du CPAS de Comines-Warneton est jointe à une présentation de candidats à l’élection du conseil communal, le sigle qui sera attribué à la liste de candidats au conseil communal servira également à identifier et à numéroter la liste correspondante de candidats au CPAS.

Les listes affiliées doivent comporter dans le sigle au minimum le sigle dont elle réclame l’affiliation. Aussi, les partis représentés au Parlement wallon recevront un numéro d’ordre régional. Les listes provinciales et communales qui s’en réclameront devront au minimum comporter dans leur sigle le sigle racine.

Exemple :

|  |  |
| --- | --- |
| Parti représenté au Parlement wallon bénéficiant d’un numéro d’ordre régional | Déclinaison pour l’élection provinciale et/ou communale |
| ECOLO | Ecolo !!! |
| MR | MR-LB |
| PTB-Go ! | PTB-Go ² |
| PS | PS-IC |
| PP | PP+ |
| CDH | CDH\* |

Ces sigles ne peuvent donc être utilisés par des listes non-affiliées.

Il faut également veiller à ce que les sigles proposés ne fassent pas l’objet d’une protection au regard de la législation relative à la propriété intellectuelle dépôt du logo auprès du Bureau Benelux des marques).

En outre, l’utilisation d’un sigle est réservée à la liste qui l’a déposé en premier.

Il revient au Président de juger de la moralité d’un sigle.

### Signatures

Pour les élections communales, l’acte de présentation de candidatures doit être signé soit par deux conseillers communaux sortants au moins, soit :

1° dans les communes de 20 001 habitants et au-dessus par 100 électeurs communaux au moins;

2° dans celles de 10 001 à 20 000 habitants, par 50 électeurs communaux au moins ;

3° dans celles de 5 001 à 10 000 habitants, par 30 électeurs communaux au moins ;

4° dans celles de 2 001 à 5 000 habitants, par 20 électeurs communaux au moins ;

5° dans celles de 501 à 2 000 habitants, par 10 électeurs communaux au moins ;

6° dans celles de moins de 500 habitants, par 5 électeurs communaux au moins.

Le chiffre de la population[[10]](#footnote-10) correspond au nombre de personnes inscrites au Registre national des personnes physiques ayant leur résidence principale dans la commune concernée à la date du 1er janvier de l'année des élections.

Pour les élections provinciales, l’acte de présentation de candidats doit être signé soit par cinquante électeurs provinciaux au moins, soit par trois conseillers provinciaux sortants au moins.

Un électeur ne peut signer plus **d'un acte** de présentation de candidats pour la même élection.

Un conseiller communal ou provincial sortant ne peut signer plus **d'un acte** de présentation pour la même élection[[11]](#footnote-11).

L'électeur ou le conseiller sortant peut signer un acte de présentation pour les élections provinciales et un autre pour les élections communales, pour autant qu'il s'agisse du même parti politique[[12]](#footnote-12).

S’agissant d’une restriction au droit de présentation de candidatures, cette disposition doit être de stricte interprétation.

Dans cette optique, le facteur de rattachement d’une liste communale ou provinciale à un « parti politique » doit donc être interprété le plus largement possible. Seront donc, en tout état de cause, réputées se rattacher au même parti politique :

* les listes de candidats dont l’acte de présentation comporte une attestation de la personne désignée **par un parti représenté au Parlement wallon,** entre les mains du président de bureau de circonscription pour attester, dans chaque arrondissement administratif, qu'une liste de candidats est reconnue par ce parti ;
* les listes de candidats dont l’acte de présentation comporte une attestation de la personne désignée par **les candidats** qui déposent un acte de présentation entre les mains du président du bureau principal provincial pour attester, dans chaque district, qu'une liste de candidats est reconnue par ce parti politique.

Soulignons également qu’en aucun cas, le déposant ne doit prouver, devant le président du bureau, qu’il a signé des actes de présentation, un pour l’élection communale et un pour l’élection provinciale, qui sont liés au même parti.

Pour déclarer l’acte irrecevable, il faut au contraire que le président du bureau soit en possession des preuves de l’absence d’identité de parti. Si cette preuve n’est pas faite, le président le constate et déclare l’acte recevable sur ce point.

Si ultérieurement des éléments nouveaux sont apportés devant le bureau, celui-ci pourra en tirer les conséquences nécessaires.

L’acte de présentation de candidats au conseil de l’action sociale est distinct de celui qui est déposé pour l’élection des membres du conseil communal. Conformément à l’article 2, §1er de l’arrêté royal du 26 août 1988, il peut cependant être joint à celui-ci.

L’acte de présentation de candidats doit être signé soit :

* par deux conseillers de l’action sociale sortants au moins,
* soit par 50 électeurs communaux au moins (article 2, §2 de l’arrêté royal du 26 août 1988).

Les électeurs communaux signataires d’une présentation de candidats au conseil communal peuvent également apposer leur signature sur une présentation de candidats au conseil de l’action sociale.

Conformément à l’article L4142-4, §4 du Code, un électeur ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour la même élection. De même, et par analogie, un conseiller de l’action sociale sortant ne peut signer plus d'un acte de présentation pour la même élection.

### Annexes à l’acte de présentation

* **l’acte d’acceptation de candidature** signé par les candidats présentés.

***Remarques****:* *pour les élections communales, les candidats peuvent décider de ne pas utiliser le numéro d'ordre commun octroyé au niveau régional ou provincial aux listes affiliées, tout en utilisant le sigle de celles-ci[[13]](#footnote-13).*

*Pour les élections provinciales, l’acte d’acceptation mentionne également  l’intention de former groupe[[14]](#footnote-14).*

Il mentionne :

1. Une déclaration éventuelle d'adhésion à un acte déterminé d'affiliation de listes ;
2. Pour le candidat en tête de liste, un engagement à déclarer dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste et à déclarer l'origine des fonds suivant les modalités prévues à l'article L4131-4, §1, al.2 du Code ;
3. Un engagement à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d’un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966 ;
4. Pour les candidats non belges de l'Union européenne, une déclaration individuelle écrite et signée qui mentionne leur nationalité et l'adresse de leur résidence principale et dans laquelle ils attestent qu'ils n'exercent pas une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, qu'ils n'exercent pas dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1er, 1° à 8° du Code énumérant les incompatibilités et qu'ils ne sont pas déchus ni suspendus, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans leur Etat d'origine.
5. Le nom des témoins et témoins suppléants désignés par le candidat.

*A l’exception de celles visées aux points a), e) et f), ces mentions sont prescrites à peine d’irrecevabilité.*

* L’acte de présentation est également accompagné des documents suivants :

1. L’acte d’acceptation mentionne également, un engagement à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci, ainsi que l'origine des fonds[[15]](#footnote-15).
2. Le cas échéant un relevé des électeurs signataires indiquant, pour chacun d'entre eux, s'ils acceptent une éventuelle désignation comme témoin de parti, ou comme témoin suppléant ;
3. L'autorisation faite aux déposants de déposer la liste des candidats ;
4. Un extrait du registre des électeurs démontrant que les électeurs ou conseillers sortants signataires, les déposants ainsi que les candidats présentés sont électeurs dans leur commune.

La fourniture de cet extrait a pour objet de permettre au bureau de vérifier la qualité d’électeur des signataires présentant les candidats. Au vu de cet objectif, il n’y a donc pas lieu de déclarer l’acte irrecevable si ce document n’est pas joint à l’acte mais que le président a par ailleurs accès au registre des électeurs de la commune où l’électeur signataire est inscrit.

Dans le cas contraire, le président déclare l’acte irrecevable. Il veille à se faire produire ces extraits auprès des administrations communales.

## Dépôt des actes de candidatures

### Introduction

Le gouvernement met à la disposition des présidents des bureaux de circonscription une application[[16]](#footnote-16) sur lequel ceux-ci doivent encoder les candidatures qui leurs sont présentées.

L’utilisation de ce système d’encodage est obligatoire et exclusive de tout autre système.

Pour des raisons organisationnelles, le président du bureau de circonscription peut déléguer à une ou plusieurs personnes de son choix, agissant sous son autorité directe, l’opération matérielle d’encodage des candidatures. En tout état de cause, il reste cependant seul compétent pour procéder à la vérification, avec le ou les déposants, de la recevabilité des actes de présentation (article 9 de l’arrêté du gouvernement du 7 juillet 2006).

La procédure d’encodage est explicitée dans le manuel d’utilisation en annexe.

La présentation est remise au président du bureau de circonscription par un des trois signataires désignés à cet effet par les candidats dans leur acte d'acceptation ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les conseillers communaux, provinciaux, ou de l’action sociale sortants comme ayant l'autorisation de faire le dépôt de cet acte.

Si les trois signataires ou les deux candidats désignés pour faire la remise de la présentation de candidats au conseil communal sont également désignés pour faire la remise de la présentation de candidats au conseil de l’action sociale, la présentation de candidats, tant pour le conseil communal que pour le conseil de l’action sociale, est déposée entre les mains du bureau communal par la même personne (**article 3** de l’arrêté royal du 26 août 1988).

Les candidats et les déposants sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau de circonscription.

Ce droit s'exerce le 31ème, 30ème et 29ème jour avant le scrutin soit[[17]](#footnote-17) :

* **le jeudi 13 septembre 2018**, de 13 à 18 heures,
* **le vendredi 14 septembre 2018**, de 13 à 18 heures et **le samedi 15 septembre 2018**, de 13 à 16 heures.

Les actes mêmes ne peuvent être modifiés ni altérés de quelque manière que ce soit.

### Procédure en cas de pré-encodage par le déposant

Si le déposant a effectué le pré-encodage de l’acte de présentation de candidatures qu’il dépose, le président du bureau de circonscription procède de la manière suivante :

1° il récupère les données pré-encodées (manuel d’utilisation en annexe),

2° il imprime le formulaire de présentation,

3° il fait signer le formulaire par le, ou les déposant(s),

4° il joint les annexes « déclaration de présentation de candidat » et « déclaration d’acceptation de candidature» du formulaire qui lui est présenté par le, ou les déposant(s),

5° il joint également le formulaire relatif au relevé des électeurs signataires lorsque les candidats sont présentés par des électeurs de la circonscription,

6° il donne récépissé au(x) déposant(s) de l’acte de présentation qu’ils ont déposé. Il utilise pour ce faire le modèle de récépissé fourni en annexe.

### Procédure de dépôt en cas d’absence de pré-encodage par le déposant

Lorsqu’il reçoit un acte de présentation de candidats qui n’a pas été pré-encodé par le ou les déposant(s), le président du bureau de circonscription procède de la manière suivante :

1° il encode les données de l’acte de présentation conformément aux instructions déterminées au point *III. Déroulement des opérations* - C. *Vérification des actes de présentation des candidatures – a) remarques préalables*

2° il procède à l’impression du formulaire de présentation,

3° Il le fait signer par le, ou les, déposant(s),

4° Il joint les annexes « déclaration de présentation de candidat » et « déclaration d’acceptation de candidature » du formulaire qui lui est présenté par le, ou les déposant(s),

5° il joint également le formulaire relatif au relevé des électeurs signataires lorsque les candidats sont présentés par des électeurs de la circonscription,

6° il donne récépissé au(x) déposant(s) de l’acte de présentation qu’ils ont ainsi déposé. Il utilise pour ce faire le modèle de récépissé ci-annexé.

## Vérification des actes de présentation des candidatures

### Remarques préalables

Il y a lieu, lorsque l’on parle de vérification de la recevabilité des actes de présentation par le président du bureau, d’interpréter le terme « recevabilité »  de **manière conjointe** avec le rôle que le législateur a entendu conférer au bureau lui-même lors des séances d’arrêt provisoire et définitif des listes des candidats.

Ainsi, le fait que le président du bureau se voit investi d’un contrôle de recevabilité ne signifie pas qu’il a le pouvoir de rejeter un acte de présentation qui lui est présenté.

Dans cette optique, le **bureau** ***est et reste seul juge*** de la validité des actes de présentation qui sont déposés, le président n’ayant qu’un rôle de « premier vérificateur ». Ainsi, seul le bureau a la compétence et le pouvoir de **rejeter** des candidatures qui ne seraient pas conformes aux règles énoncées par le Code.

Le président du bureau n’étant pas habilité à rejeter un acte de présentation qui lui est soumis, il ne peut refuser de procéder à la réception de celui-ci, quand bien même son irrecevabilité serait manifeste.

Dans cette hypothèse, le président doit procéder à la réception de l’acte, à son encodage, ainsi qu’à sa **vérification formelle**.

S’il apparaît de la vérification que l’acte est effectivement irrecevable, le président doit dresser un procès-verbal d’irrecevabilité[[18]](#footnote-18). Ce procès-verbal indique les motifs d’irrecevabilité et une copie en est donnée au déposant. De cette manière, le déposant a donc la possibilité de procéder aux corrections nécessaires et de déposer, jusqu’à la fin du délai prévu par le Code pour la présentation des actes de candidatures, un nouvel acte de présentation.

**Bien que le Code ne le stipule pas expressément, il découle de la première remarque que le bureau peut, et doit, vérifier la validité de tous les actes qui ont été déposés, qu’ils aient été déclarés recevables ou irrecevables par le président.**

A cet égard, le Code, lorsqu’il prévoit à l’article **L4142-12** que le bureau commence par vérifier les actes qui ont été déclarés irrecevables par le président, ne fait qu’établir un ordre chronologique des vérifications à mener par celui-ci. Il ne peut être déduit de cette disposition que le bureau ne serait pas compétent pour procéder à la vérification des actes de présentation qui ont été déclarés recevables par le président.

### Vérification de la recevabilité par le Président et le déposant

Une fois l’ensemble des candidats de la liste encodé, le président procède, avec le ou les déposant(s), à la vérification de la recevabilité de la présentation de candidatures.

Bien que la vérification se fasse de concert avec le déposant, le président reste évidemment, in fine, seul compétent pour juger de la recevabilité de l’acte de présentation.

Cet examen porte sur :

##### Le nombre de signatures régulières ;

A cet égard, il y a lieu de noter que **le Code n’interdit pas aux candidats de figurer parmi les signataires de la liste qui les concerne**.

Le Code[[19]](#footnote-19) n’habilite pas le président à juger personnellement du caractère régulier ou non des signatures ; il s’agit là d’une compétence du **bureau**.

Le président n’est compétent à cet égard que pour vérifier si le nombre de signatures requis par le Code est respecté.

Toutefois, s’il apparaît que de fausses signatures auraient été apposées, le président fait immédiatement une enquête afin de se rendre compte de la validité de ces signatures. Il rend compte au bureau des résultats de cette enquête.

De même, le Code[[20]](#footnote-20) n’habilite pas le président à vérifier la qualité d’électeur des signataires. Il s’agit, là aussi d’une compétence du **bureau**[[21]](#footnote-21).

Toutefois, de la même manière que pour l’appréciation du caractère régulier des signatures, s’il apparaît que des signataires ne seraient pas électeurs dans leur commune, le président fait immédiatement une enquête afin de se rendre compte de leur qualité d’électeurs. Il rend compte au bureau des résultats de cette enquête.

##### Le respect des mentions prévues à l'article L4142-4, §5 du Code relatif aux coordonnées des candidats;

##### La présence des déclarations énumérées à l'article L4142-4, §6 du Code;

Le Code prescrit ces déclarations, en général, et l’autorisation faite au déposant de déposer l’acte de présentation en particulier, à peine d’irrecevabilité.

Remarque : le président a le devoir de recevoir les actes de présentation qui lui sont présentés, et ce même dans l’hypothèse où le déposant ne serait pas habilité à le faire.

Dans ce cas, le président doit toutefois déclarer cet acte irrecevable. Le motif d’irrecevabilité, en l’occurrence, l’absence d’habilitation du déposant, est consigné au procès-verbal d’irrecevabilité.

Le déposant, dès qu’il a reçu son habilitation, a la possibilité de venir présenter un second acte au président, et ce jusqu’à la fin du délai légal de présentation des candidatures.

##### Le respect du prescrit de l'article L4142-7 du Code concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

Pour rappel, cette exigence de parité n’est pas applicable pour la présentation de candidats à l’élection du conseil de l’action sociale de Comines-Warneton.

Il y a lieu de rappeler à cet égard que le logiciel d’encodage des candidatures procède à la vérification automatique de ces dernières conditions.

Le président examine avec soin si tous les candidats ont accepté leur candidature par une déclaration écrite, conforme au modèle fixé par le gouvernement, et signée.

Une fois les présentations de candidats remises au président, un candidat n’est plus autorisé à retirer valablement sa candidature que moyennant l’assentiment des signataires de la présentation et de tous ses colistiers.

L'acte de présentation qui remplit toutes ces conditions est déclaré recevable et sera soumis comme tel au bureau.

L'acte de présentation erroné ou incomplet est déclaré irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l'irrecevabilité est édité sur le champ. Le président peut utiliser pour ce faire le modèle en annexe. Ce procès-verbal est éditable à partir du logiciel mis à la disposition par le gouvernement. Il y a lieu, pour ce faire, de se référer au manuel d’utilisation en annexe.

Il est contresigné par le ou les déposants de l'acte de présentation en cause, qui en reçoit une copie. Jusqu'à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants ont la possibilité de remettre au président un acte de présentation conforme.

Lors de cette seconde et ultime présentation, le président se contente de recevoir et d’encoder l’acte qui lui est présenté. Il ne procède plus à ce stade à un contrôle de recevabilité.

### Edition du procès-verbal

Lorsque l’encodage des candidatures a été enregistré et validé par le président du bureau de circonscription, celui-ci procède à l’impression du procès-verbal.

L’impression du procès-verbal doit avoir lieu à chaque fin de séance, et ce afin de permettre la consultation des actes de présentation par les candidats et les déposants, conformément au prescrit du Code.

Il y a lieu pour ce faire, de se référer au manuel d’utilisation en annexe.

Le président du bureau communal de Comines-Warneton doit procéder à la réception des actes de présentation pour les élections communales et du CPAS.

En conséquence, il doit établir deux procès-verbaux des opérations : un procès-verbal de réception des actes de candidatures à l’élection communale, et un procès-verbal de réception des actes de candidatures à l’élection du CPAS.

Le président du bureau peut utiliser les formules de procès-verbaux en annexe.

En cas de contestation relative à l’exactitude des données encodées sur le serveur régional, seul le procès-verbal, tel qu’il est signé par le président, fait foi.

A la fin de la période prévue par le Code pour la présentation des candidatures, le président clôture sa session sur le serveur régional[[22]](#footnote-22).

## Arrêt provisoire des listes de candidats

### Introduction

Le bureau de district se réunit le vingt-septième jour avant le scrutin, soit le **17 septembre 2018**, à 16 heures pour procéder à l’arrêt provisoire des listes de candidats.

Le bureau communal se réunit le vingt-sixième jour avant le scrutin, soit le **18 septembre 2018**, à 16 heures[[23]](#footnote-23).

### Prestation de serment

* Président et assesseurs

Lors de la constitution du bureau, le président et les assesseurs prêtent le serment suivant :

**«Je jure de recenser fidèlement les suffrages et de garder le secret des votes», ou bien : «Ich schwöre die Stimmen gewissenhaft zu zahlen und das Stimmgeheimnis zu halten.».**

Les membres du bureau peuvent demander à prêter le serment en langue allemande dans les communes de Waimes et Malmedy, en exécution de l’article 8, 2°, des lois sur l’emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Il en va de même pour les membres du bureau du district d’Eupen.

Dans les communes de Comines-Warneton, Enghien, Flobecq et Mouscron, en exécution de l’article 8, 5°, des lois sur l’emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les membres du bureau peuvent demander à prêter le serment suivant :

«Ik zweer de stemmen getrouw op te nemen en het geheim der stemmen te bewaren».

Le serment est prêté avant le commencement des opérations. Il est prêté par les assesseurs et le secrétaire, entre les mains du président, et par celui-ci en présence du bureau constitué.

Le président ou l’assesseur nommé pendant le cours des opérations, en remplacement d’un membre empêché, prête ledit serment avant d’entrer en fonction.

Le procès-verbal fait mention de ces prestations de serment.

* Les témoins

Les témoins prêtent le serment suivant : **«Je jure de garder le secret des votes et de ne chercher en aucune manière à influencer le libre choix des électeurs.», ou bien : « Ich schwöre das Stimmgeheimnis zu bewahren, und keineswegs zu versuchen, die freie Wahl der Wähler zu beeinflussen.».**

Les témoins peuvent demander à prêter le serment en langue allemande dans les communes de Waimes et Malmedy, en exécution de l’article 8, 2°, des lois sur l’emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966. Il en va de même pour les témoins du bureau du district d’Eupen.

Dans les communes de Comines-Warneton, Enghien, Flobecq et Mouscron, en exécution de l’article 8, 5°, des lois sur l’emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les témoins peuvent demander à prêter le serment suivant :

«Ik zweer om het geheim van de stemming te houden en om in geen geval te proberen om de vrije keus van de kiezers te beïnvloeden».

Le serment est prêté avant le commencement des opérations entre les mains du président.

Le procès-verbal fait mention de cette prestation de serment. Les témoins s’engagent sur l’honneur à n’exécuter que les missions que le Code leur confère.

Pour rappel, les présentes instructions sont applicables à l’élection des membres du CPAS de Comines-Warneton. Il en résulte que toutes les opérations d’arrêt des listes qui sont décrites doivent être effectuées à deux reprises par le bureau communal de Comines-Warneton, une première fois en ce qu’elles concernent l’élection des membres du conseil communal, et une seconde fois en ce qu’elles ont trait à l’élection des membres du CPAS.

### Examen de la recevabilité, de la validité et de l’éligibilité des actes de présentation des candidatures par le bureau constitué

Le bureau procède à deux types de vérifications :

* *l’examen de la recevabilité des actes de présentation ;*
* *l’examen des autres conditions de validité de l’acte de présentation ainsi que l’éligibilité des candidats.*

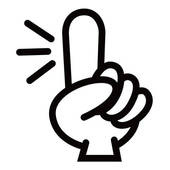
### Examen de la recevabilité*[[24]](#footnote-24)*

Le bureau de circonscription commence par examiner[[25]](#footnote-25) les listes et les candidats pour lesquels un procès-verbal d’irrecevabilité a été établi.

Le bureau vérifie donc les listes et les candidats qui ont procédé à un nouveau dépôt de candidature ou acte l’absence éventuelle de ce dépôt.

Il écarte les candidats dont les actes de présentation ont fait l’objet d’un procès-verbal d’irrecevabilité et qui sont incomplets à l’issue de la seconde présentation.

Comme indiqué supra, il y a lieu de rappeler que **le bureau** est souverain à cet égard pour juger du caractère complet ou non des actes de présentation. Il peut donc déclarer recevable un acte de présentation de candidatures qui aurait été jugé irrecevable par le président quand bien même aucune modification n’aurait été apportée à cet acte, s’il estime que l’acte est complet.

De même, et bien que l’article L4142-12 ne le stipule pas expressément, le bureau doit également se prononcer sur la recevabilité des actes de présentation déclarés recevables par le président. Il exerce à cet égard un contrôle d’office.

Le bureau ne peut contester la qualité d’électeur des signataires qui figurent en cette qualité sur le registre des électeurs d’une commune de la circonscription[[26]](#footnote-26).

### Examen de la validité et de l’éligibilité

##### 1° Autres conditions de validité

Le bureau écarte les listes dont les sigles et les logos ne satisfont pas aux dispositions de l’article L4142-26, § 3, du Code.

Un candidat ne peut figurer sur plus d’une liste dans la même élection[[27]](#footnote-27). De même, nul ne peut se porter candidat, pour une même élection, dans plusieurs circonscriptions.

En outre, nul ne peut à la fois signer un acte demandant la protection d’un sigle ou logo et être candidat sur une liste utilisant un autre sigle ou logo protégé.

Le candidat acceptant qui contrevient à ces interdictions est passible d’un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d’une amende de 26 à 200 euros (hors décimes additionnelles).

Outre cette sanction, le bureau doit rayer le nom du citoyen qui aurait accepté une double ou triple candidature[[28]](#footnote-28). Il doit procéder à cette radiation dès la séance d’arrêt provisoire s’il apparaît des documents qu’il a en sa possession lors de cette séance, que des candidats ont enfreint ces dispositions.

Le bureau doit également tenir compte de l’article L4142-17 du Code. Aux termes de cette disposition, le gouvernement signale aux bureaux de circonscription les candidatures multiples, au plus tard le surlendemain de la séance d’arrêt provisoire, c’est-à-dire le jour de la séance d’arrêt définitif, avant 16 heures. Le bureau a donc encore le devoir de rayer des listes, lors de la séance d’arrêt définitif des listes, les candidats qui lui ont été signalés par le gouvernement.

En conséquence, si le bureau peut procéder à la radiation d’un candidat pour candidature multiple dès la séance d’arrêt provisoire, il doit le faire. Il est toutefois conseillé d’attendre pour ce faire la séance d’arrêt définitif des listes, si les éléments probants ne sont pas suffisants à cette date.

Il va de soi que le candidat qui, présenté sur deux listes, n’a accepté que l’une des deux présentations, n’est écarté que de la liste où il n’a pas accepté sa candidature.

##### 2° Le bureau de circonscription écarte les candidats qui ne sont pas éligibles[[29]](#footnote-29).

##### 3° Il écarte les ressortissants des autres Etats membres de l’Union européenne qui, par l’effet d’une décision individuelle en matière civile ou d’une décision pénale prononcée dans leur Etat d’origine, sont déchus du droit d’éligibilité en vertu du droit de cet Etat.

**4° Il écarte ceux qui, sans préjudice de l’application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l’une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du Code pénal, commises dans l’exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.**

**5° Il écarte ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l’approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.**

**6° Il écarte ceux qui, sans préjudice de l’application des dispositions prévues aux 1° et 2°, étaient administrateurs d’une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l’une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995 et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.**

Il n’est pas fait application de l’alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu’ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que, lorsqu’ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale.

**7° Il écarte ceux qui ont été déchus de leur mandat en application de l’article L5431-1, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance.**

**§3. De même, et conformément à l’article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, les fonctionnaires de police ne sont pas éligibles.**

**§4. Ne sont pas éligibles au conseil provincial :**

**1° ceux qui sont membres de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen, d’un parlement régional ou communautaire ;**

**2° les ministres et les secrétaires d’Etat fédéraux;**

**3° les membres d’un gouvernement régional ou communautaire;**

**4° les commissaires européens.**

Le bureau doit donc examiner toutes les conditions d’éligibilité. Il doit donc pour ce faire, commencer par examiner la qualité d’électeur des candidats[[30]](#footnote-30).

Pour rappel, pour être électeur, il faut :

1. être Belge,

Conformément à l’article 1erbis de la loi électorale communale les ressortissants des autres Etats membres de l’Union européenne bénéficient du droit de vote aux élections communales et aux élections des membres des conseils de secteur, dans les conditions prévues audit article.

Les étrangers hors Union européenne bénéficient également du droit de vote aux élections communales, conformément à l’article 1erter de la loi électorale communale ; ils ne bénéficient par contre pas de l’éligibilité au conseil communal, contrairement aux ressortissants des Etats membres de l’Union européenne.

Il y a lieu de rappeler que seuls les Belges sont admis à voter pour l’élection directe du CPAS à Comines-Warneton. Les étrangers européens ainsi que les non-Européens ne pourront donc pas voter pour ce scrutin.

1. être âgé de dix-huit ans accomplis, au plus tard, le jour de l’élection ;
2. être inscrit au registre de population de la commune. Pour les élections provinciales, il faut résider dans une commune de la province ;
3. ne pas se trouver dans l’un des cas d’exclusion ou de suspension des droits électoraux.

Sont définitivement exclus de l’électorat et ne peuvent être admis au vote, ceux qui, par condamnation, ont été interdits de l’exercice du droit de vote.

Sont frappées de la suspension des droits électoraux et ne peuvent être admis au vote pendant la durée de l’incapacité les personnes protégées qui ont été expressément déclarées incapables d'exercer leurs droits politiques en vertu de l'article 492/1 du Code civil et ceux qui sont internés par application des dispositions de la loi du 5 mai 2014 relative à l’internement. L'incapacité électorale prend fin en même temps que la fin de l'incapacité en vertu de l'article 492/4 du Code civil ou que la mise en liberté définitive de l'interné ;

La condition visée au 1° doit être remplie au plus tard le jour de la présentation des candidatures ;

Les conditions visées aux 2° et 4° doivent être remplies au plus tard le jour de l’élection ;

La condition visée au 3° doit être remplie au plus tard le 1er août 2018.

Il importe d’observer qu’il ressort de l’article 7 de la Loi que pour l’élection du conseil de l’action sociale à Comines-Warneton, que toutes les conditions d’éligibilité (âge, nationalité, résidence, et non-exclusion ou non-suspension des droits électoraux) doivent être remplies à la date de l’élection.

*Outre le fait que le bureau de circonscription examine la recevabilité, la validité et l’éligibilité des actes de présentation des candidatures, il communique également aux déposants des listes uniques ou, à défaut, à l’un des candidats qui y figurent, l’obligation de présenter un nombre de candidats supérieur de 25 % du nombre de conseillers à élire, arrondi à l’unité supérieure.*

**Nouveauté !**

**Remarques :**

* Le logiciel d’encodage des candidatures mis à la disposition du président du bureau permet, via une connexion au Registre national des personnes physiques, de contrôler le respect de ces conditions.

Il y a toutefois lieu de souligner que les informations données via cette connexion n’ont d’autre valeur qu’informative. S’il apparaît qu’une des conditions ne serait pas remplie par l’un ou l’autre candidat, le président du bureau a le devoir de procéder à la recherche des documents probants adéquats auprès des autorités compétentes.

A cet égard, le président pourra obtenir les informations relatives à la suspension ou l’exclusion des droits électoraux auprès de l’administration communale.

Tous les documents réclamés par le président aux autorités concernées doivent être délivrées sans frais[[31]](#footnote-31).

* Il n’appartient en aucun cas au candidat de prouver son éligibilité devant le bureau. Pour écarter le candidat, il faut au contraire que le bureau soit en possession des preuves de l’inéligibilité de l’intéressé. Si cette preuve n’est pas faite, le bureau le constate et maintient le candidat sur la liste. Si ultérieurement des éléments nouveaux sont apportés devant le bureau, celui-ci pourra en tirer les conséquences nécessaires.

Le bureau peut écarter un candidat pour motif d’inéligibilité, d’office et sans intervention aucune de la part des autres candidats.

Cependant, bien qu’en droit, le bureau puisse procéder à cette mise à l’écart dès l’arrêt provisoire des listes, il lui sera souvent impossible de statuer sur ce point dès ce moment, faute d’éléments d’appréciation suffisants.

En tout état de cause, et sauf le cas où l’inéligibilité est absolument manifeste et de notoriété publique, il s’indique de retarder toute décision relative à l’éligibilité jusqu’au moment de l’arrêt définitif de la liste des candidats.

Dans la recherche de la preuve, le code réserve une mission au président du bureau.

En effet, si lors de l’arrêt provisoire, le bureau a écarté certains candidats pour motif d’inéligibilité ou si une réclamation invoquant l’inéligibilité a été introduite, le président du bureau doit inviter[[32]](#footnote-32), par la voie la plus rapide, l’administration communale du domicile du candidat à lui transmettre sur-le-champ, copie ou extrait de tous les documents en sa possession, susceptibles de donner des indications au sujet de l’éligibilité du candidat. Ces mêmes documents, dûment certifiés, font l’objet d’un envoi sous pli recommandé.

Si ces démarches n’emportent pas sa conviction, le président peut, si le bureau le juge utile, procéder à d’autres investigations quant à l’éligibilité des candidats en cause.

En cas de doute sur l’éligibilité du candidat non belge de l’Union européenne, notamment, au vu de sa déclaration, le président du bureau peut exiger que ce candidat produise une attestation émanant des autorités compétentes de son Etat d’origine et certifiant qu’il n’est pas déchu ni suspendu, à la date de l’élection, du droit d’éligibilité dans cet Etat, ou que ces autorités n’ont pas connaissance d’une telle déchéance ou suspension[[33]](#footnote-33).

Une attention particulière doit être apportée à la condition de résidence principale dans les registres de population d’une commune de la circonscription.

Le bureau doit en particulier s’assurer que l’inscription dans les registres de population n’est pas fictive, c’est à dire que le candidat concerné ne possède pas sa résidence principale, au sens de l’arrêté royal du 16 juillet 1992 réglant la tenue des registres de population, dans une commune d’une circonscription autre que celle dans laquelle il se présente. Eventuellement, le service de la population de la commune d’inscription doit être consulté par le président du bureau. La présomption de résidence principale résultant de l’inscription dans les registres de population d’une commune peut être renversée par toute voie de droit.

Il convient de remarquer que si le Code prescrit au président de s’adresser à l’administration communale, il lui donne également la faculté de s’adresser à d’autres administrations, spécialement aux greffes et aux parquets, afin d’obtenir tous documents utiles. Il en résulte ainsi, pour les instances concernées, l’obligation d’accéder immédiatement et gratuitement à la demande du président.

A 16 heures ou, au plus tard, au moment où les vérifications sont terminées, le bureau de circonscription arrête provisoirement la liste des candidats.

164-glasses-2.png

### Devoir à accomplir après l’arrêt provisoire des listes

##### Encodage des données et rédaction du procès-verbal

Pour ce faire, il y a lieu de se référer pour ces opérations au manuel d’utilisation en annexe.

Le bureau communal de Comines-Warneton doit procéder successivement à l’arrêt des listes communales et du CPAS.

En conséquence, le bureau doit établir deux procès-verbaux des opérations : un procès-verbal de l’arrêt provisoire des listes communales, et un procès-verbal de l’arrêt provisoire-des listes du CPAS.

Le président du bureau doit utiliser les formules prévues en annexes.

Pour rappel, ces procès-verbaux sont également éditables à partir du logiciel fourni par le gouvernement.

**!** Le gouvernement doit procéder, le lendemain de la séance d’arrêt provisoire, à la vérification des candidatures multiples. L’encodage des données par le président sur le serveur régional, via le logiciel, permet au gouvernement d’accéder à ces données, et donc de procéder à ce contrôle.

Il importe donc, une fois les données encodées et le procès-verbal imprimé, de clôturer la session, et ce afin de permettre au délégué du gouvernement d’être sûr que l’encodage et l’impression du procès-verbal ont eu lieu.

##### Notification des décisions du bureau

Après délibération, le bureau de circonscription déclare irrégulière la présentation de certains candidats[[34]](#footnote-34).

Les motifs de cette décision sont insérés dans le procès-verbal et un extrait de celui-ci, reproduisant textuellement l’indication des motifs invoqués, est envoyé immédiatement, par lettre recommandée (ou tout autre moyen dont la preuve de réception peut être actée) au déposant qui a fait la remise de l’acte où figurent les candidats écartés et qui se trouve désigné le premier dans l’acte de présentation.

De plus, lorsque le motif invoqué est l’inéligibilité d’un candidat, l’extrait du procès-verbal est également envoyé à ce candidat, de la même manière.

Le bureau peut utiliser à cet effet la formule en annexe.

Lorsqu’il rejette une candidature au CPAS, le président du bureau communal de Comines-Warneton utilise la formule en annexe.

### Réclamations, mémoires, actes rectificatifs ou complémentaires

* **Réclamations contre l’admission de certaines candidatures**

Le jour suivant l’arrêt provisoire, soit le mardi 18 septembre 2018 pour les élections provinciales, et le mercredi 19 septembre 2018 pour les élections communales, entre 13 et 16 heures, les déposants des listes ou, à leur défaut, l’un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau de circonscription, qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l’admission de certaines candidatures[[35]](#footnote-35).

Le président du bureau communal de Comines-Warneton utilise, lorsqu’il reçoit une réclamation contre l’admission de candidatures au CPAS, la formule en annexe.

Le président peut utiliser pour ce faire le formulaire en annexe.

Le président du bureau de circonscription donne immédiatement connaissance de la réclamation au déposant qui a fait la remise de l’acte de présentation attaqué et qui se trouve désigné le premier dans l’acte de présentation, par lettre recommandée indiquant les motifs de la réclamation.

Le président peut utiliser pour ce faire le formulaire en annexe.

Le président du bureau communal de Comines-Warneton utilise, lorsqu’il notifie une réclamation contre l’admission de candidatures au CPAS, la formule en annexe.

Si l’éligibilité d’un candidat est contestée, celui-ci en est en outre informé directement de la même manière. Le président peut utiliser pour ce faire ce même formulaire.

Le président du bureau procède aux investigations visées au point ci-dessus quant à l’éligibilité de ce candidat.

Il demandera d’office les pièces qui lui ont été signalées en temps utile par le candidat comme pouvant servir à sa défense.

Lorsque le président procède d’office à des investigations au sujet de l’éligibilité d’un candidat, il s’indique d’en aviser celui-ci de toute urgence, afin de lui permettre de préparer sa défense et d’assister à la séance de l’arrêt définitif des listes de candidats.

**Remarque**:

Aussi bien du point de vue de son admission à la séance d’arrêt définitif de la liste que du droit dont il dispose ultérieurement de former appel contre la décision du bureau, il est recommandé de conseiller aux auteurs d’observations, qu’elles soient retenues ou non lors de l’arrêt provisoire, de renouveler celles-ci sous forme de réclamation après cet arrêt provisoire.

* **Dépôt de mémoires contestant les irrégularités retenues lors de l’arrêt provisoire**

Le jour de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats, entre 14 et 16 heures, les déposants des listes ou des candidatures écartées, ou à leur défaut l’un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau, qui en donne récépissé, un mémoire[[36]](#footnote-36) contestant les irrégularités retenues lors de l’arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt.

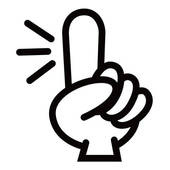
Si l’irrégularité en cause est l’inéligibilité d’un candidat, celui-ci peut déposer un mémoire dans les mêmes conditions.

* **Dépôt d’actes rectificatifs ou complémentaires**

Les déposants des listes ou des candidatures écartées, ou à leur défaut l’un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés peuvent également, dans le même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

Cet acte n’est recevable que s’il rectifie ou complète un acte écarté pour non-respect des conditions suivantes :

* l’absence du nombre requis de signatures régulières d’électeurs ;
* le non respect des mentions obligatoires prévues à l’article L4142-4, § 5 du CDLD (*voir point III. Déroulement des opérations – 1. Acte de présentation – 2. Mentions légales et 3. Sigles et logos)* ;
* la non présence des déclarations énumérées à l’article L4142-4, § 6 du CDLD*) ;*
* le non respect du prescrit de l’article **L4142-7 du CDLD** concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes :

*1° Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire, sauf dans le cas d’une liste unique (supplément de 25% du nombre de conseillers à élire arrondi à l’unité supérieure)*

*2° Sur chacune des listes, tout candidat doit être de sexe différent par rapport au candidat qu’il suit dans l’ordre de la liste excepté à la dernière place de la liste dans le cas de listes qui, au moment de leur arrêt définitif, comprennent un nombre impair de candidats.*

Cet acte ne peut comprendre le nom d’aucun candidat nouveau, sauf s’il s’agit d’un acte écarté pour non-respect de **l’article L4142-7, 2° du CDLD** concernant la composition équilibrée des listes.

Les nouveaux candidats proposés doivent déposer un acte de présentation conforme aux prescriptions précitées de l’article L4142-4, §§ 5 et 6 du CDLD;

L’acte ne peut en tout état de cause modifier l’ordre de présentation adopté dans l’acte écarté. En cas de liste unique, les nouveaux candidats proposés viennent donc s’insérer à la suite du dernier candidat.

La réduction du nombre trop élevé de candidats ne peut résulter que d’une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d’acceptation.

Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants ainsi que les énonciations régulières de l’acte écarté restent acquises, si l’acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

Ces règles sur la rectification des listes ne s’appliquent pas à l’élection des membres du conseil de l’action sociale de Comines-Warneton. Il n’est donc, dans aucun cas, possible pour cette élection de présenter de nouveaux candidats.

### Vérification par le Gouvernement des candidatures multiples

Grâce au logiciel online d’encodage des candidatures, ainsi qu’aux données qui ont été encodées par le président du bureau lors des séances de présentation des candidatures et d’arrêt provisoire des listes, le fonctionnaire délégué du gouvernement dispose directement des données lui permettant de procéder au contrôle des candidatures multiples[[37]](#footnote-37).

Dans ce cadre, le fonctionnaire délégué procède à la vérification des candidatures multiples de manière automatisée sur base du numéro d’identification au registre national[[38]](#footnote-38).

Il informe le président du bureau de circonscription des candidatures multiples au plus tard le surlendemain, jour de l’arrêt définitif des listes, avant 16 heures.

164-glasses-2.png

Il y a lieu de noter que seul le bureau peut décider d’écarter un candidat.

## Opérations postérieures à l’arrêt définitif des candidatures

### Déroulement et admissibilité

Le bureau de district se réunit le 19 septembre 2018, à 16 heures pour procéder à l’arrêt définitif des listes de candidats36.

Le bureau communal se réunit quant à lui le 20 septembre 2018, à 16 heures37.

Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes, ou à défaut, les candidats qui ont fait la remise de l’un ou l’autre de ces documents, ainsi que les témoins désignés en vertu de l’article L4134-1, § 1er du Code pour assister aux opérations de ce bureau.

Lorsque l’éligibilité d’un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire.

Leur présence personnelle ou par mandataire est une condition de recevabilité de l’appel prévu dans le CDLD aux articles L4142-42 et L4142-23.

Si celui qui a fait des observations écrites avant l’arrêt provisoire, mais qui n’a pas introduit de réclamation après cet arrêt, insistait pour pouvoir assister à la séance d’arrêt définitif et, ultérieurement pour interjeter appel, il serait souhaitable que le bureau l’admette et laisse à la Cour le soin de se prononcer.

* A l’ouverture de la séance, les déposants d’une liste unique ou à défaut, l’un des candidats qui y figure, déposent auprès du président du bureau de circonscription qui en donne récépissé, le nombre de candidatures nécessaires, soit un nombre de candidats supérieur de 25 % au nombre de conseillers à élire, arrondi à l’unité supérieure.
* Le président donne connaissance de tous les documents reçus ou recueillis après l’arrêt provisoire, ainsi que des éventuelles informations du fonctionnaire délégué concernant des candidatures multiples.
* Le bureau, après avoir entendu les intéressés, arrête définitivement la liste des candidats. Il rectifie s’il y a lieu cette liste

.

* *Lorsque le bureau rejette une candidature pour inéligibilité d’un candidat, il en est fait mention au procès-verbal[[39]](#footnote-39).*
* Les présidents des bureaux des districts où un ou plusieurs candidats se sont réservés le droit de faire une déclaration de groupement de listes, transmettent immédiatement au président du bureau central d’arrondissement les listes des candidats ayant l’intention de faire groupement[[40]](#footnote-40).

### Déclaration d’appel

Lorsque le bureau rejette une candidature pour inéligibilité d’un candidat, le président invite le candidat présent ou son mandataire à signer, s’il le désire, sur le procès-verbal, une déclaration d’appel[[41]](#footnote-41).

Lorsque le bureau rejette une réclamation invoquant l’inéligibilité d’un candidat, il en est fait mention au procès-verbal.

* Le président invite le réclamant présent ou son mandataire à signer, s’il le désire, sur le procès-verbal, une déclaration d’appel.

Seules sont sujettes à appel, les décisions du bureau se rapportant à l’éligibilité des candidats[[42]](#footnote-42).

En cas d’appel, le bureau de **district** remet alors, l’accomplissement des opérations d’attribution des numéros d’ordre et de formulation du bulletin de vote au vingtième jour à 16 heures, soit le   
**24 septembre 2018[[43]](#footnote-43)**, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance des décisions prises par la Cour d’appel selon la procédure prévue aux articles L4142-42 à L4142-45 du CDLD.

Le bureau **communal**, pour les mêmes motifs, remet ces mêmes opérations au dix-neuvième jour à 10 heures, soit **le 25 septembre 2018**.

**Remarque**

*Il est possible que des déclarations d’appel soient effectuées à l’encontre des décisions du bureau principal provincial.*

*Dans ce cas, celui-ci doit, comme tout autre bureau de district, remettre l’accomplissement des opérations d’attribution des numéros d’ordre et de confection des bulletins de vote au* ***24 septembre 2018****.*

164-glasses-2.pngCompte tenu de la nécessité pour les bureaux de district d’obtenir du président du bureau principal provincial, avant toute attribution des numéros d’ordre à leur niveau, le tableau des numéros d’ordre commun provinciaux, il y a lieu pour ceux-ci de remettre également dans cette hypothèse l’accomplissement des opérations d’attribution des numéros d’ordre et de formulation du bulletin de vote au 24 septembre 2018, en vue de les accomplir aussitôt qu’ils auront connaissance des numéros d’ordre commun attribués au niveau provincial. Pour les mêmes motifs, le bureau communal remet ces mêmes opérations au 25 septembre 2018.

Le président de la Cour d’appel se tient à la disposition des présidents des bureaux de circonscription de son ressort, **le 21 septembre 2018**, entre 10 et 12 heures, en son cabinet, pour y recevoir, de leurs mains, une expédition des procès-verbaux contenant les déclarations d’appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges dont les bureaux ont eu connaissance.

Le président de la Cour d’appel, assisté de son greffier, dresse acte de la remise des déclarations d’appel par les présidents des bureaux de circonscription[[44]](#footnote-44).

Il porte l’affaire au rôle d’audience de la première chambre de la Cour d’appel du ressort au vingtième jour avant l’élection, **soit le 24 septembre 2018**, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié, ce, sans assignation ni convocation.

La première chambre de la Cour d’appel examine les affaires d’éligibilité toutes affaires cessantes.

A l’audience publique, le président donne lecture des pièces du dossier.

Il donne ensuite la parole à l’appelant et, éventuellement, à l’intimé. Ceux-ci peuvent se faire représenter et assister d’un conseil.

La Cour, après avoir entendu le procureur général en son avis, statue séance tenante par un arrêt dont il est donné lecture en audience publique ; cet arrêt n’est pas signifié à l’intéressé, mais est déposé au greffe de la Cour, où l’intéressé peut en prendre communication sans frais.

Le dispositif de l’arrêt est porté à la connaissance du président du bureau par la voie la plus rapide, au lieu indiqué par celui-ci, par les soins du ministère public.

Le dossier de la Cour, accompagné d’une expédition de l’arrêt, est envoyé dans la huitaine au directeur général de l’assemblée chargée d’examiner les pouvoirs des élus.

Les arrêts de la Cour d’appel ne sont susceptibles d’aucun recours.

### Encodage des données et rédaction du procès-verbal

Il y a lieu de se référer pour ces opérations au manuel d’utilisation en annexe .

La remarque relative au cas particulier de l’élection du CPAS de Comines-Warneton concernant la notification des décisions du bureau est également applicable.

Signalons, que contrairement à ce qui est prévu par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour l’élection du conseil communal, la procédure d’élection sans lutte est applicable à l’élection du CPAS de Comines-Warneton. En conséquence, et dans cette dernière hypothèse, le bureau doit, dès l’arrêt définitif des listes, établir un procès-verbal d’élection sans lutte.

De même qu’après la séance d’arrêt provisoire, il importe, une fois les données encodées et le procès-verbal imprimé, de clôturer la session, et ce afin de permettre au délégué du gouvernement d’être sûr que l’encodage et l’impression du procès-verbal ont eu lieu.

# Opérations postérieures à l’arrêt des listes de candidats

## Affiliation et tirage au sort

### Introduction

Si aucune déclaration d’appel n’est déposée lors de la séance d’arrêt définitif des listes, le bureau procède le jour même aux tirages au sort[[45]](#footnote-45).

### Attribution des numéros d’ordre commun

Le Code de la démocratie locale et de la décentralisation organise une « pyramide » d’attribution des numéros d’ordre.

Ainsi, une série de numéros d’ordre communs peuvent déjà être attribués au niveau régional par le Gouvernement aux partis représentés au Parlement wallon.

La possibilité est ensuite offerte d’attribuer encore une série de numéros d’ordre communs au niveau des Provinces. Ces numéros pourront alors être utilisés par l’ensemble des listes affiliées, quelle que soit l’élection.

Enfin, les bureaux de circonscription devront attribuer un numéro d’ordre à chaque liste non encore pourvue.

* **Tirage au sort des numéros d’ordre communs au niveau régional**

En vue d’assurer aux listes représentant, dans chaque circonscription, un même parti politique, l’utilisation d’un numéro d’ordre commun sur le bulletin de vote pour l’élection à venir, une proposition d’affiliation peut être déposée auprès du gouvernement par ce parti politique, pour autant que ce parti soit représenté au Parlement wallon.

La proposition doit mentionner :

* le sigle ou logo appelé à être utilisé par les listes de candidats qui entendent s’y rallier ;
* les noms, prénoms et adresse de la personne et de son suppléant, désignés par le parti politique pour attester, dans chaque arrondissement administratif, qu’une liste de candidats est reconnue par ce parti.

La proposition d’affiliation doit être signée par cinq députés wallons au moins appartenant au parti politique qui utilisera ce sigle ou logo.

Lorsqu’un parti politique est représenté par moins de cinq députés wallons, la proposition d’affiliation est signée par tous les députés wallons appartenant à ce parti. Un député wallon ne peut signer qu’une seule proposition d’affiliation.

Chaque parti politique représenté au Parlement wallon peut faire parvenir, jusqu’au **1er août**, au gouvernement une demande motivée visant à l’interdiction de sigles ou logos ayant fait l’objet d’une protection[[46]](#footnote-46). Copie est envoyée à l’Administration régionale. Copie est envoyée à l’Administration régionale.

Le **10 août au plus tard**, le gouvernement publie au Moniteur belge la liste des sigles ou logos dont l’usage est prohibé.

Jusqu’au **1er septembre 2018 à douze heures**, les propositions d’affiliations sont remises par un député wallon signataire entre les mains du Gouvernement. Copies de ces propositions sont envoyées sous format électronique [elections.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be](mailto:elections.pouvoirslocaux@spw.wallonie.be).

A 12 heures, le gouvernement procède au tirage au sort pour déterminer les numéros d’ordre communs qui seront attribués aux différentes affiliations.

Le tableau des affiliations, ainsi que le sigle et le numéro d’ordre commun qui leur ont été attribués, est publié dans les quatre jours au Moniteur belge.

Le gouvernement transmet ce tableau aux présidents des bureaux de district, ainsi que les noms, prénoms et adresse des personnes et de leur suppléant respectif, désignés par les partis politiques au niveau de l’arrondissement administratif, qui sont seuls habilités à authentifier les listes de candidats.

Par ailleurs, les numéros ainsi attribués peuvent être récupérés directement par ces présidents, via le logiciel de candidatures.

* **Tirage au sort des numéros d’ordre commun au niveau provincial**

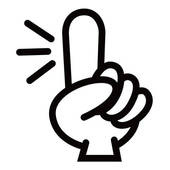
**Remarque :** Cette *procédure n’est applicable qu’au bureau principal provincial, à savoir le bureau de district siégeant au chef-lieu de la Province*

Les candidats qui déposent un acte de présentation de candidatures auprès du président du bureau principal provincial peuvent joindre à cet acte un document reprenant le sigle ou le logo de leur parti politique ainsi que les noms, prénoms et adresse de la personne et de son suppléant, désignés par cette liste pour attester, dans chaque district, qu’une liste de candidats est reconnue par ce parti politique.

Le président du bureau principal provincial procède au tirage au sort des listes déposées au chef-lieu de la province et qui ne disposent pas d’un numéro d’ordre commun régional, à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le gouvernement.

Un numéro d’ordre provincial est d’abord attribué par tirage aux listes qui ont déposé un acte d’affiliation, à partir du numéro qui suit le dernier numéro d’ordre régional. Par un second tirage, le bureau confère un numéro d’ordre aux listes qui n’en ont pas encore, à partir du numéro qui suit le dernier numéro d’ordre provincial. Ces derniers numéros d’ordre sont d’abord attribués aux listes complètes, et puis ensuite aux listes incomplètes. Les candidats isolés sont considérés comme formant une liste incomplète.

Le président du bureau principal provincial transmet aux bureaux de district, par la voie la plus rapide, le tableau des sigles ou logos et numéros d’ordre commun ainsi attribués. Il y a lieu d’insister sur l’urgence de cette transmission.



En effet, les présidents des bureaux de district ne peuvent commencer leurs opérations d’attribution de numéros d’ordre tant qu’ils n’ont pas reçu ce tableau.

Afin de pouvoir intégrer ces numéros dans le logiciel de candidatures, il convient également que le bureau transmette ce tableau au fonctionnaire délégué du gouvernement.

Cette transmission se fait de manière automatique par le simple encodage de ces numéros via le logiciel. Il y a lieu, pour ce faire, de se référer au manuel d’utilisation en annexe.

* **Attribution des numéros d’ordre par le bureau de district**
* Lors du dépôt des candidatures devant le président du bureau de district, les candidats qui se réclament d’un sigle ou logo protégé et d’un numéro d’ordre commun issus du tirage au sort régional joignent à leur présentation une attestation de la personne habilitée dans l'acte d'affiliation visée au premier point – *tirage au sort des numéros d’ordre commun au niveau régional.*

Le bureau attribue dès lors le numéro d’ordre commun à la liste.

A défaut de cette attestation, le bureau de district constate que la liste n’est pas reconnue et écarte d’office l’utilisation du sigle protégé et du numéro d’ordre commun.

* + Pour les listes qui ne font pas usage de cette faculté l’attribution se déroule comme suit :

Toujours lors du dépôt des candidatures, les candidats, ou deux candidats parmi les trois premiers, des listes déposées dans les bureaux de district qui se réclament d’un numéro d’ordre commun issu du tirage au sort provincial joignent à leur présentation une attestation signée de la personne habilitée, visée au point 2 – *Tirage au sort des numéros d’ordre commun au niveau provincial*.

164-glasses-2.pngNul ne peut à la fois signer un acte demandant la protection d’un sigle et être candidat sur une liste utilisant un autre sigle ou logo protégé.

Le bureau attribue dès lors le numéro d’ordre commun à la liste.

A défaut de l’attestation, le bureau de district constate que la liste n’est pas reconnue et écarte d’office l’utilisation du sigle protégé et du numéro d’ordre commun.

Dès réception du tableau des sigles et numéros d’ordre commun, chaque bureau de district procède immédiatement au tirage au sort en vue d’attribuer un numéro d’ordre aux listes qui ne sont pas encore pourvues d’un numéro d’ordre commun, à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le président du bureau principal provincial. Ces derniers numéros d’ordre sont d’abord attribués aux listes complètes, et puis ensuite aux listes incomplètes. Les candidats isolés sont considérés comme formant une liste incomplète.

Le président du bureau de district transmet aux bureaux communaux, par la voie la plus rapide, le tableau des sigles et numéros d’ordre commun ainsi attribués.

Afin de pouvoir intégrer ces numéros dans le logiciel de candidatures, il convient également que le bureau transmette ce tableau au fonctionnaire délégué du gouvernement.

Cette transmission se fait de manière automatique par le simple encodage de ces numéros via le logiciel. Il y a lieu, pour ce faire, de se référer au manuel d’utilisation en annexe.

* **Attribution des numéros d’ordre par le bureau communal**
* Lors du dépôt des candidatures devant le président du bureau communal, les candidats qui se réclament d’un sigle ou logo protégé et d’un numéro d’ordre commun issus du tirage au sort régional ou provincial joignent à leur présentation une attestation de la personne habilitée dans l’acte d’affiliation.
* *Le bureau attribue dès lors le numéro d’ordre commun à la liste.*

A défaut de cette attestation, le bureau communal constate que la liste n’est pas reconnue et écarte d’office l’utilisation du sigle protégé et du numéro d’ordre commun.

Les candidats peuvent décider dans leur acte d’acceptation, de ne pas utiliser le numéro d’ordre commun octroyé au niveau régional ou provincial aux listes affiliées, tout en utilisant le sigle de celles-ci[[47]](#footnote-47).

* *Dès réception du tableau des sigles et numéros d’ordre commun transmis par le bureau de district, chaque bureau communal procède immédiatement au tirage au sort en vue d’attribuer un numéro d’ordre aux listes qui ne sont pas encore pourvues d’un numéro d’ordre commun, à partir du numéro immédiatement supérieur au dernier numéro attribué au cours du tirage au sort effectué par le président du bureau de district.*

*Un numéro d'ordre est attribué aux listes complètes, puis aux listes incomplètes.* Les candidats isolés sont considérés comme formant une liste incomplète.

Pour ce qui est de l’attribution des sigles, logos, et numéros d’ordre aux listes de candidats au **conseil de l’action sociale de Comines-Warneton**, deux éventualités doivent être envisagées :

1. si la liste de candidats est jointe à une présentation de candidats au conseil communal, le sigle ou logo, et le numéro d’ordre attribués à la liste pour le conseil communal servent également à identifier et à numéroter la liste correspondante de candidats au conseil de l’action sociale ;
2. si la liste de candidats au conseil de l’action sociale n’est pas jointe à une liste de candidats au conseil communal, elle sera identifiée par le sigle ou logo mentionné sur l’acte de présentation. Dans ce cas, deux possibilités se présentent pour l’attribution du numéro d’ordre :

* ou bien le sigle figurant sur la présentation correspond à un des numéros d’ordre commun régionaux ou provinciaux, attribués à une liste de candidats au conseil communal, et dans ce cas, la liste de candidats au conseil de l’action sociale portera le même ;
* ou bien le sigle ou logo figurant sur la présentation ne correspond pas à l’un des numéros susvisés, ce qui signifie que la liste de candidats au conseil de l’action sociale n’est pas fondée à porter un numéro d’ordre commun régional ou provincial attribué à une liste de candidats au conseil communal.

Dans ce cas, il lui sera attribué un numéro d’ordre par la voie de tirage au sort complémentaires auxquels le bureau communal procédera immédiatement après les tirages au sort ayant permis de numéroter les listes de candidats au conseil communal non autorisées à utiliser un numéro d’ordre commun d’une liste affiliée.

Dans ce cas, la liste de candidats au conseil de l’action sociale obtiendra donc, par la voie des tirages au sort complémentaires, un numéro d’ordre supérieur au dernier numéro attribué à une liste de candidats au conseil communal.

## Formulation des bulletins de vote

Une fois les opérations d’arrêt définitif des listes, et d’attribution des numéros d’ordre à celles-ci terminées, le bureau de circonscription formule immédiatement le bulletin de vote.

Pour la commune de Comines-Warneton, le bureau communal formule successivement le bulletin pour l’élection au conseil communal et le bulletin pour l’élection au conseil de l’action sociale.

La formulation des bulletins se fait conformément aux règles énoncées ci-après :

* Le bulletin porte, dans l’ordre, les mentions suivantes :
* « Election », suivi de « du conseil communal » ou « du conseil provincial » ou « directe du conseil de l’action sociale » suivant le cas ;
* « Circonscription électorale de » suivi du nom du district ou de la commune suivant le cas ;
* la date du jour du scrutin « 14 octobre 2018 » ;
* « Election de » suivi du nombre de mandats à pourvoir, suivi de « conseillers » ;
* Une ligne reprenant en caractères de 10 mm maximum le numéro de chaque liste de candidats se présentant au suffrage ;
* Une ligne reprenant sur une hauteur de 10 mm maximum et une largeur de 30 mm maximum, les sigles des listes de candidats correspondant aux numéros ;
* Une ligne reprenant la case de tête où l’électeur peut marquer son approbation pour la liste, ou en cas de candidature isolée, pour le candidat dont le nom figure au-dessous de cette case (autrement dit, une liste comportant une candidature isolée doit également intégrer une case de tête);
* Pour chaque liste y compris pour une candidature isolée, le nombre de lignes nécessaires pour en indiquer tous les candidats, dans l’ordre figurant sur l’acte de présentation, avec les mentions suivantes :
* le nom et le prénom, précédés d’un numéro d’ordre, suivi de la case où l’électeur marquera son choix.
* La hauteur de la case ne peut dépasser trois lignes de texte et 20 mm.
* Les cases réservées au vote sont noires et présentent au milieu un petit cercle de la couleur du papier ayant un diamètre de 4 mm.
* Un numéro d’identification comportant l’indication chiffrée de la date de l’élection, ainsi que, pour l’élection communale, la mention du numéro INS de la commune et, pour l’élection provinciale, le numéro INS de la province suivi du numéro d’ordre attribué au district.

Les listes de candidats sont inscrites sur le bulletin de vote à la suite les unes des autres.

Les nom et prénoms des candidats sont inscrits dans l’ordre des présentations dans la colonne réservée à la liste à laquelle ils appartiennent.

Les listes sont classées dans le bulletin conformément à leur numéro d’ordre.

En cas de nécessité, le bureau peut décider que deux ou plusieurs listes incomplètes seront placées dans une même colonne.

S’il y a lieu, il détermine par tirage au sort l’emplacement des colonnes et les numéros des listes incomplètes que ces colonnes comprennent.

* Les mentions du bulletin de vote sont établies en français, conformément au modèle en annexe, sauf pour les communes suivantes :

A Malmedy et à Waimes, le bulletin est établi conformément au modèle 18 en annexe, en français et en allemand, avec priorité au français.

A Eupen, pour l’élection du conseil provincial, le bulletin est établi conformément au modèle en annexe, en allemand et en français, avec priorité à l’allemand.

Dans les communes de la frontière linguistique visées à l’article 8 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l’emploi des langues en matière administrative, le bulletin est établi conformément au modèle en annexe, en français et en néerlandais, avec priorité au français.

**Remarque :** hormis celui visé au (3), les modèles de bulletins sont fixés par l’arrêté du gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs tel que modifié par l’AGW du 19 avril 2018. L’utilisation de ces modèles par le bureau est donc obligatoire.

* Les dimensions du bulletin sont fixées comme suit :

La largeur du bulletin de vote est de 6 cm pour une liste, majorée de 4 cm par liste supplémentaires.

La hauteur du bulletin de vote est de 18 cm pour neuf mandats, majorés de 2 cm par deux mandats supplémentaires.

* Les bulletins de vote sont à feuillet simple. Le gouvernement met à disposition de chaque circonscription, la quantité de papier électoral nécessaire pour les besoins de l’élection.

ATTENTION !

Pour l’élection provinciale, la Province désigne, selon la réglementation relative aux marchés publics, un imprimeur en charge de l’impression des bulletins. Elle communique aux présidents de district, les coordonnées du prestataire ainsi désigné à qui les présidents donneront le bon à tirer.

Pour l’élection communale, la commune désigne, selon la réglementation relative aux marchés publics, un imprimeur en charge de l’impression des bulletins. Elle communique au président du bureau communal, les coordonnées du prestataire ainsi désigné à qui le président donnera le bon à tirer.

* Le papier est de couleur blanche pour les élections communales, et verte pour les élections provinciales. Il est de couleur bleue pour l’élection du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton.
* Il ne peut être fait usage, dans une même circonscription, et pour une même élection, de bulletins de vote de format différent. Dans tous les cas, les bulletins employés pour un même scrutin, doivent être absolument identiques.

## Affichage des listes

Aussitôt qu’il a formulé le bulletin de vote, le bureau procède à l’affichage des listes de candidats.

L’affiche reproduit en gros caractères, à l’encre noire, le nom des candidats, en la forme du bulletin électoral ainsi que leurs prénoms, profession et résidence principale.

Elle reproduit aussi les instructions aux électeurs telles qu’elles figurent en annexe.

Le bureau utilise le modèle en annexe.

A partir du moment où les listes sont affichées, le président du bureau communique la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent[[48]](#footnote-48).

## Impression des bulletins de vote

Aussitôt que le bureau de circonscription a arrêté le texte et la formulation des bulletins, le président de ce bureau fait imprimer ou reproduire, sous sa supervision, les bulletins de vote à l’encre noire sur le papier électoral de la couleur adéquate.

**Les frais d’impression et d’envoi des bulletins sont à charge des communes pour l’élection communale, et des provinces pour l’élection provinciale.**

**L’Administration provinciale fournit à chaque imprimeur le papier électoral contre récépissé indiquant le nombre de feuillets délivrés. Le président du bureau est responsable du stock de papier électoral mis à sa disposition.**

Un « bon à tirer » est délivré par le président du bureau sur l’épreuve qu’il soumettra d’urgence à l’imprimeur. Il importe à cette occasion de vérifier soigneusement la graphie du nom des candidats.

Lorsque les enveloppes de bulletins sont formées à l’imprimerie même, le « bon à tirer » indique le nombre de bulletins (celui des électeurs de la section de vote majoré de 10 %) à faire parvenir à chaque président de bureau de vote, la veille des élections.

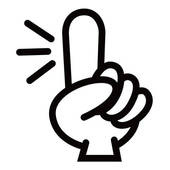
Le président du bureau surveille la confection des bulletins de vote par le prestataire. Il peut, s’il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur de son bureau ou un électeur de sa circonscription, en rédigeant un mandat conforme au modèle en annexe.

Les témoins chargés de suivre les opérations du bureau ne peuvent surveiller l’impression et l’empaquetage des bulletins.

**Remarque :** il y a lieu de souligner ici la volonté du législateur de responsabiliser les opérateurs électoraux.

Le rôle et la responsabilité du président sont ici clairement soulignés. Celui-ci peut bien sûr déléguer sa mission de surveillance, mais uniquement à un assesseur de son bureau, ou à tous le moins à un électeur de sa circonscription.

Une fois imprimés, les bulletins de vote sont, en présence du président du bureau, pliés et placés sous enveloppe scellée à raison d’une enveloppe par local de vote.

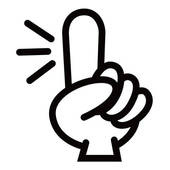


Les bulletins de vote doivent être pliés comme suit :

* les cases pour le vote figurant en tête des listes doivent être à l’intérieur du bulletin replié ;
* le premier pli doit donc être fait horizontalement, de manière à rabattre la partie supérieure de toutes les listes sur la moitié inférieure du bulletin ;
* le deuxième pli, dans le sens vertical, maintient à l’intérieur du bulletin replié les cases qui surmontent les listes ;
* la suscription extérieure de l’enveloppe indique, outre l’adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu’elle contient ;
* l’enveloppe ne peut être ouverte qu’en présence du bureau de vote régulièrement constitué ;
* l’empaquetage doit être fait avec le plus grand soin, de manière à empêcher toute détérioration ou froissement des bulletins ;

* l’imprimeur remet ensuite au président du bureau un exemplaire du bulletin de vote qui le concerne marqué «spécimen», ainsi qu’une quittance dûment complétée et signée, dont le modèle est conforme à celui fixé en annexe;
* Il lui remet également la plaque d’impression des bulletins, ainsi que les feuillets détériorés ou non utilisés. Le président fait décomposer cette plaque dès que le tirage est achevé.

La quittance contient les mentions suivantes :



* les quantités de papier reçues, imprimées et livrées;
* la bonne restitution de la plaque d’impression des bulletins de vote;
* la déclaration sur l’honneur du déclarant que celui-ci n’a pas livré des bulletins de vote à des tiers.

Le président du bureau ou le mandataire désigné à cet effet rédige un rapport d’impression et l’annexe au procès-verbal des opérations de candidatures.

Il en envoie par ailleurs une copie, accompagnée du mandat attestant sa qualité et de la déclaration sur l’honneur de l’imprimeur, au gouverneur de province qui en accuse réception.

Le président peut utiliser pour ce faire le modèle en annexe.

Ce rapport doit indiquer le nombre de feuillets reçus, celui des bulletins qui ont été transmis aux divers bureaux de vote, le nombre de feuillets détériorés lors de l’impression et celui des feuillets non utilisés.

Il est également utile d’y annexer une copie de la quittance délivrée à l’imprimeur.

164-glasses-2.png

Les circonstances peuvent donner ultérieurement à ce rapport une grande importance. En effet, si une contestation s’élève au sujet de l’emploi du papier mis à la disposition du président, les indications du rapport serviront de base à l’examen auquel devront se livrer les pouvoirs vérificateurs.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote sont conservées chez l’imprimeur dans des lieux sécurisés jusqu’à la veille du jour du scrutin.

La livraison des bulletins de vote peut être prise en charge par le collège communal. Dans ce cas, celui-ci procède, dès la mise sous enveloppe, à l’enlèvement chez l’imprimeur et conserve les bulletins dans ses locaux, suffisamment sécurisés et gardés jusqu’à la veille du scrutin.

La veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau de circonscription ordonne la livraison à chacun des présidents des bureaux de vote des enveloppes cachetées contenant les bulletins nécessaires à l’élection, pliés et en nombre correct.

Le président du bureau de vote signe un accusé de réception qui est ensuite transmis au président du bureau de circonscription.

Cette livraison est effectuée par le prestataire chargé de la confection des bulletins de vote.

Au cas où la livraison est confiée à un membre du personnel communal désigné par le collège, ce fonctionnaire complète et signe la déclaration sur l’honneur conforme au modèle en annexe.

L’enveloppe contenant les bulletins destinés à un local de vote reste scellée jusqu’au moment de l’installation du bureau de vote.

Chaque bureau de vote se voit livrer, en même temps que les bulletins de vote qui lui sont destinés, une feuille vierge de papier électoral, de la dimension du bulletin de vote correspondant à sa circonscription, laquelle servira de gabarit sur lequel il déterminera l'emplacement où celui-ci sera estampillé avant d'être remis à l'électeur[[49]](#footnote-49).

## Formulation des tableaux de dépouillement et de recensement

Le président du bureau établit, en prévision du recensement des votes, un tableau de dépouillement, conforme au modèle en annexe, ainsi qu’un tableau de recensement, conforme au modèle en annexe[[50]](#footnote-50).

Pour ce faire, il est bien entendu que le président adapte le format de ces modèles aux spécificités de sa circonscription.

Les tableaux qu’il appartient au président du bureau communal de Comines-Warneton de préparer doivent comporter deux parties nettement distinctes, la première consacrée aux résultats de l’élection des membres du conseil communal, la seconde, aux résultats de l’élection des membres du conseil de l’action sociale.

* **Le tableau de recensement porte les mêmes mentions que le tableau de dépouillement, à l’échelon de la circonscription.**

Ces tableaux portent, pour chacune des listes classées dans l’ordre de leur numéro :

la mention du nombre des bulletins trouvés dans l’urne;

la mention du nombre des bulletins valables ;

dans une première colonne, le nom des candidats dans l’ordre prévu sur les bulletins.

Une deuxième colonne sera complétée le jour des élections à l’issue du dépouillement avec les résultats du dépouillement.

La veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau fait parvenir aux présidents de bureaux de dépouillement le tableau de dépouillement.

# Déclarations de groupement en vue d’apparentement (élections provinciales)

164-glasses-2.pngLe dépôt des déclarations de groupement a lieu **le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, soit le 4 octobre 2018, de 14 à 16 heures.**

Il est effectué entre les mains du président du bureau central d’arrondissement contre récépissé.

Cette déclaration est effectuée au moyen du formulaire en annexe.

Pour qu’une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1. dans leur acte d’acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d’effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d’autres districts du même arrondissement ;
2. l’autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l’acte de présentation de chacun de ces candidats ;
3. la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes ;
4. une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n’y a pas de groupement.

Les conditions 1. et 2. sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3. et 4. sont prescrites sous peine de nullité.

Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte au moyen du formulaire en annexe[[51]](#footnote-51).

Si l’une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

Le bureau central d’arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s’il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Il peut utiliser pour ce faire le modèle de tableau en annexe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, etc. Pour ce faire, il respecte l’ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu’il l’a arrêté pour son district.

Le président du bureau central d’arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription. Il en transmet également une copie au fonctionnaire délégué par le gouvernement.

Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

# Emploi des langues

## Généralités

*Les lois sur l’emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, sont applicables aux élections communales et provinciales en vertu de l’article 1er, §1er, 5°, de ces lois.*

Il s’ensuit, qu’en principe, tous les documents relatifs aux élections communales et provinciales sont unilingues.

Un régime linguistique spécial est cependant prévu pour les catégories de communes wallonnes indiquées ci-après :

• Les communes de la région de langue allemande (article 8, 1°) ;

• Les communes dites « malmediennes » (article 8, 2°) ;

• Les communes dites de la frontière linguistique (article 8, 3° à 10°).

Pour ce qui concerne les avis au public, les affiches, les instructions, les formulaires et documents à employer, les bulletins de vote, la rédaction des procès-verbaux de l’élection, les bureaux électoraux doivent se conformer aux dispositions des lois linguistiques applicables dans ces communes.

## Bulletins de vote et formulaires

Les bulletins de vote sont évidemment unilingues dans les communes unilingues et bilingues dans toutes les autres communes.

Dans les communes à régime linguistique spécial, les formulaires sont bilingues lorsqu’il s’agit d’avis à la population et unilingues lorsqu’il s’agit de documents à l’usage des services internes.

Les formulaires utilisés par les citoyens (par exemple pour un acte de présentation de candidatures) peuvent être rédigés dans la langue de l’intéressé.

# cid:D5461AA0-4929-4A82-A79C-179B5A2C123D@homespw_pouvoirslocaux.pngAnnexes

**Elections provinciales**

**-**

***Avis de réception des candidatures***

**Province** **:** …………………………………

**District :** ……………………………………..

Le président du bureau de district informe les électeurs provinciaux de ………………………………….  
qu’il recevra les présentations de candidats et leurs acceptations le **jeudi 13 septembre 2018** (31ème jour avant l’élection) et le vendredi **14 septembre 2018** (*30ème jour avec l’élection*) de **13 à 16 heures**,   
(adresse complète)………………………………………………………………………………………………..

Passé ce délai, aucune présentation ou acceptation de candidature ne sera plus recevable.

Les candidats et les déposants des actes de présentation sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau communal. Ce droit s’exerce durant le délai fixé pour la remise des actes de présentation et pendant les deux heures qui suivent l’expiration de ce délai. Il s’exerce encore le samedi **15 septembre 2018** de **13 à 16 heures**.

Le lundi **17 septembre 2018** à **16 heures**, le bureau de district se réunira aux fins de procéder à la vérification des candidatures et d’arrêter provisoirement la liste de candidats.

Le mardi **18 septembre 2018**, entre **13 et 16 heures**, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, les déposants des listes ou, à leur défaut, l’un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau de district, qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l’admission de certaines candidatures.

Le mercredi **19 septembre 2018**, entre **14 et 16 heures**, au lieu indiqué pour la présentation des candidatures, les déposants des listes ou des candidatures écartées ou, à leur défaut, l’un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau de district qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l’arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l’irrégularité en cause est l’inéligibilité d’un candidat, celui-ci peut déposer un mémoire dans les mêmes conditions. Ils peuvent dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

Le **même jour**, à **16 heures**, le bureau de district se réunit pour examiner les documents reçus par le président et arrêter définitivement la liste des candidats.

Il statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s’ils le désirent. Il rectifie, s’il y a lieu, la liste des candidats.

Sont admis à assister à cette séance : les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui, le mardi 18 septembre, ont déposé une réclamation, ou qui, le mercredi 19 septembre, ont déposé un mémoire ou un acte rectificatif ou complémentaire. Lorsque l’éligibilité d’un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant pourront, en tout état de cause, assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Pourront également y assister, les témoins désignés, en vertu de l’article L4134-1 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

En cas d’appel, le bureau de district remettra alors la suite des opérations au lundi   
**24 septembre 2018** *(20ème jour avant l’élection*) à **16 heures**.

A partir du moment où les listes seront affichées, le président du bureau de district communiquera la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent.

Le mardi **9 octobre 2018** (*5ème jour avant l’élection*), de **14 à 16 heures**, le président du bureau de district recevra les présentations des témoins et des témoins suppléants désignés par le candidat premier en rang pour assister aux opérations du vote et du dépouillement.

**Fait à** ……………………………………………………………………..….., **le**……………………………………………………..

**Le Président du bureau de district,**

*(signature)*

**Instructions relatives à la présentation des candidatures**

L’acte de présentation de candidats ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont établis sur les formulaires prévus à cet effet. Ceux-ci sont disponibles à l’administration communale ou sont téléchargeables à l’adresse suivante : <http://electionslocales.wallonie.be>

Afin de faciliter la tâche du déposant, mais aussi des présidents des bureaux de circonscription, le Gouvernement met à la disposition des déposants un logiciel de pré-encodage des candidatures. Ce logiciel permet aux déposants, qui viendront présenter officiellement leurs actes de présentation de candidatures, d’encoder eux-mêmes ces actes.

Ce système a le double avantage de faciliter d’une part la préparation des actes de présentation, le logiciel structurant de manière automatique les exigences formelles de validité des actes, et d’autre part, d’accélérer le processus de réception des candidatures les 13 et 14 septembre.

En outre, ce système permet aux déposants qui le souhaitent d’autoriser le Gouvernement à diffuser la liste pré-encodée via le portail élections.

Ce système fonctionne en 3 étapes :

1. la demande d’accès au serveur e-ID,
2. l’encodage à proprement dit par le déposant,
3. la présentation officielle de l’acte de présentation le 13 ou 14 septembre.

A cet égard, il y a lieu de se référer au manuel d’utilisation disponible sur electionslocales.wallonie.be

Les présentations de candidats doivent être signées soit par trois conseillers provinciaux sortants au moins, soit par cinquante électeurs provinciaux au moins.

La présentation est remise au président du bureau de district, par un des trois signataires désignés à cet effet par les candidats dans leur acte d'acceptation, ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les conseillers provinciaux sortants comme ayant l'autorisation de faire le dépôt de cet acte.

Un électeur ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour la même élection. Un conseiller provincial sortant ne peut signer plus d'un acte de présentation pour la même élection. L'électeur ou le conseiller sortant peuvent signer un acte de présentation pour les élections provinciales et un autre pour les élections communales, pour autant qu'il s'agisse du même parti politique.

L’acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la profession, le numéro d’identification au registre national des personnes physiques et la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent. L’identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf( ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de le confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

La présentation mentionne le sigle ou logo appelé à surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote. Le sigle ou le logo est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes. Un même sigle ou logo peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale.

Les présentations de candidats sont accompagnées des documents suivants :

1° Un relevé des électeurs signataires indiquant, pour chacun d'entre eux, s'ils acceptent une éventuelle désignation comme témoin de parti, ou comme témoin suppléant.

2° Un acte d'acceptation signé par chaque candidat.

Cet acte mentionne le nom des témoins et témoins suppléants de la liste.

3° L'autorisation de présentation de l’acte, relative au déposant.

4° Un engagement à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci, ainsi que l'origine des fonds.

5° Pour le candidat en tête de liste, un engagement à déclarer dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste et à déclarer l'origine des fonds.

6° Un engagement à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d’un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

7° Une déclaration éventuelle d'adhésion à un acte déterminé d'affiliation de listes ou, inversement, de renonciation à cette affiliation.

8° Pour les candidats non belges de l'Union européenne, une déclaration individuelle écrite et signée qui mentionne leur nationalité et l'adresse de leur résidence principale et dans laquelle ils attestent qu'ils n'exercent pas une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, qu'ils n'exercent pas dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1er, 1° à 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation énumérant les incompatibilités et qu'ils ne sont pas déchus ni suspendus, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans leur Etat d'origine.

9° Les éventuelles déclarations de groupement.

10° Un extrait du registre des électeurs démontrant que les électeurs signataires, les déposants ainsi que les candidats présentés sont électeurs dans leur province.

L'acte de présentation des candidats indique l'ordre dans lequel les candidats sont présentés.

Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection.

Nul ne peut se porter candidat, pour une même élection, dans plusieurs circonscriptions.

Les listes de candidats doivent répondre aux prescrits ci-après :

1° Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire.

2° Sur chacune des listes, l’écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. En cas de listes impaires, deux choix se posent :

* Soit respecter l’alternance stricte homme/femme ou femme/homme ;
* Soit respecter l’alternance homme/femme ou femme/homme sauf pour les deux derniers candidats de la liste qui peuvent, eux, être du même sexe.

Les candidats qui acceptent leur candidature et dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste.

**Instructions relatives à la désignation de témoins de parti**

Les candidats peuvent, dans l’acte d’acceptation de candidature, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau de district.

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l’ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Il ne peut être désigné, par bureau de vote, qu’un seul témoin et un seul témoin suppléant par liste, ou ensemble de listes disposant du même numéro d’ordre commun ou du même sigle ou logo mais se présentant, l’un au scrutin communal, et l’autre au scrutin provincial.

Le témoin commun aux listes visées à l’alinéa précédent est le témoin désigné par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation pour l’élection provinciale.

Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l’exception des mandataires, dont le nom figure sur l’acte de présentation.

spw_pouvoirslocaux.png

**Elections communales**

**-**

***Avis de réception des candidatures***

**Commune** : …………………………………

Le président du bureau communal informe les électeurs communaux de ………………………………….  
qu’il recevra les présentations de candidats et leurs acceptations le **jeudi 13 septembre 2018** (31ème jour avant l’élection) et le vendredi **14 septembre 2018** (*30ème jour avec l’élection*) de **13 à 16 heures**,   
(adresse complète)………………………………………………………………………………………………..

Passé ce délai, aucune présentation ou acceptation de candidature ne sera plus recevable.

Les candidats et les déposants des actes de présentation sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau communal. Ce droit s’exerce durant le délai fixé pour la remise des actes de présentation et pendant les deux heures qui suivent l’expiration de ce délai. Il s’exerce encore le samedi **15 septembre 2018** de **13 à 16 heures**.

Le mardi **18 septembre 2018** à **16 heures**, le bureau communal se réunira aux fins de procéder à la vérification des candidatures et d’arrêter provisoirement la liste de candidats.

Le mercredi **19 septembre 2018**, entre **13 et 16 heures**, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, les déposants des listes ou, à leur défaut, l’un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau communal qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l’admission de certaines candidatures.

Le jeudi **20 septembre 2018**, entre **14 et 16 heures**, au lieu indiqué pour la présentation des candidatures, les déposants des listes ou des candidatures écartées, ou à leur défaut l’un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau communal qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l’arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l’irrégularité en cause est l’inéligibilité d’un candidat, celui-ci peut poser un mémoire dans les mêmes conditions. Ils peuvent dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

Le **même jour**, à **16 heures**, le bureau communal se réunit pour examiner les documents reçus par le président et arrêter définitivement la liste des candidats.

Il statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s’ils le désirent. Il rectifie s’il y a lieu, la liste des candidats.

Sont admis à assister à cette séance : les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui, le mercredi, ont déposé une réclamation, ou qui, le jeudi, ont déposé un mémoire ou un acte rectificatif ou complémentaire. Lorsque l’éligibilité d’un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant pourront, en tout état de cause, assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Pourront également y assister, les témoins désignés, en vertu de l’article L4135-1 §1er du Code de la démocratie locale et de la Décentralisation.

En cas d’appel, le bureau communal remettra alors la suite des opérations au mardi   
**25 septembre 2018** *(19ème jour avant l’élection*) à **10 heures**.

A partir du moment où les listes seront affichées, le président du bureau communal communiquera la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent.

Le mardi **9 octobre 2018** (*5ème jour avant l’élection*), de **14 à 16 heures**, le président du bureau communal recevra les présentations des témoins et des témoins suppléants désignés par le candidat premier en rang pour assister aux opérations du vote de dépouillement.

**Fait à** ……………………………………………………………………..….., **le**……………………………………………………..

**Le Président du bureau communal,**

*(signature)*

**Instructions relatives à la présentation des candidatures**

L’acte de présentation de candidats ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont établis sur les formulaires prévus à cet effet. Ceux-ci sont disponibles à l’administration communale ou sont téléchargeables à l’adresse suivante : <http://electionslocales.wallonie.be>

Afin de faciliter la tâche du déposant, mais aussi des présidents des bureaux de circonscriptions, le Gouvernement met à la disposition des déposants un logiciel de pré-encodage des candidatures. Ce logiciel permet aux déposants, qui viendront présenter officiellement leurs actes de présentation de candidatures, d’encoder eux-mêmes ces actes.

Ce système à le double avantage de faciliter d’une part la préparation des actes de présentations, le logiciel structurant de manière automatique les exigences formelles de validité des actes, et d’autre part, d’accélérer le processus de réception des candidatures les 13 et 14 septembre.

En outre, ce système permet aux déposants qui le souhaitent, d’autoriser le Gouvernement à diffuser la liste pré-encodée via le portail élections.

Ce système fonctionne en 3 étapes :

1. la demande d’accès au serveur e-ID,
2. l’encodage à proprement dit par le déposant,
3. la présentation officielle de l’acte de présentation le 13 ou 14 septembre.

A cet égard, il y a lieu de se référer au manuel d’utilisation disponible sur electionslocales.wallonie.be

Les présentations de candidats doivent être signées soit par deux conseillers communaux sortants au moins, soit par … électeurs communaux au moins.

La présentation est remise au président du bureau communal, par un des trois signataires désignés à cet effet par les candidats dans leur acte d'acceptation ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les conseillers communaux sortants comme ayant l'autorisation de faire le dépôt de cet acte.

Un électeur ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour la même élection. Un conseiller communal sortant ne peut signer plus d'un acte de présentation pour la même élection. L'électeur ou le conseiller sortant peuvent signer un acte de présentation pour les élections provinciales et un autre pour les élections communales, pour autant qu'il s'agisse du même parti politique.

L’acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la profession, le numéro d’identification au registre national des personnes physiques et la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent. L’identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf( ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de le confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

La présentation mentionne le sigle ou logo appelé à surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote. Le sigle ou le logo est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes. Un même sigle ou logo peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale.

Les présentations de candidats sont accompagnées des documents suivants :

1° Un relevé des électeurs signataires indiquant, pour chacun d'entre eux, s'ils acceptent une éventuelle désignation comme témoin de parti, ou comme témoin suppléant.

2° Un acte d'acceptation signé par chaque candidat ;

Cet acte mentionne le nom des témoins et témoins suppléants de la liste.

3° L'autorisation de présentation de l’acte, relative au déposant ;

4° Un engagement à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci, ainsi que l'origine des fonds ;

5° Pour le candidat en tête de liste, un engagement à déclarer dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste et à déclarer l'origine des fonds ;

6° Un engagement à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d’un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

7° Une déclaration éventuelle d'adhésion à un acte déterminé d'affiliation de listes ou, inversement, de renonciation à cette affiliation.

8° Pour les candidats non belges de l'Union européenne, une déclaration individuelle écrite et signée qui mentionne leur nationalité et l'adresse de leur résidence principale et dans laquelle ils attestent qu'ils n'exercent pas une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, qu'ils n'exercent pas dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1er, 1° à 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation énumérant les incompatibilités et qu'ils ne sont pas déchus ni suspendus, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans leur Etat d'origine.

9° Un extrait du registre des électeurs démontrant que les électeurs signataires, les déposants ainsi que les candidats présentés sont électeurs dans leur commune.

L'acte de présentation des candidats indique l'ordre dans lequel les candidats sont présentés.

Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection.

Nul ne peut se porter candidat, pour une même élection, dans plusieurs circonscriptions.

Les listes de candidats doivent répondre aux prescrits ci-après :

1° Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire.

2° Sur chacune des listes, l’écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. En cas de listes impaires, deux choix se posent :

* Soit respecter l’alternance stricte homme/femme ou femme/homme ;
* Soit respecter l’alternance homme/femme ou femme/homme sauf pour les deux derniers candidats de la liste qui peuvent, eux, être du même sexe.

Les candidats qui acceptent leur candidature et dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste.

**Instructions relatives à la désignation de témoins de parti**

Les candidats peuvent, dans l’acte d’acceptation de candidature, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau communal.

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l’ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Il ne peut être désigné, par bureau de vote, qu’un seul témoin et un seul témoin suppléant par liste, ou ensemble de listes disposant du même numéro d’ordre commun ou du même sigle ou logo mais se présentant, l’un au scrutin communal, et l’autre au scrutin provincial.

Le témoin commun aux listes visées à l’alinéa précédant est le témoin désigné par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation pour l’élection communale.

Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l’exception des mandataires, dont le nom figure sur l’acte de présentation.

spw_pouvoirslocaux.png

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Instructions relatives a la désignation des témoins de parti**

Les candidats peuvent, dans l’acte d’acceptation de candidature, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau communal.

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l’ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Il ne peut être désigné, par bureau de vote, qu’un seul témoin et un seul témoin suppléant par liste, ou ensemble de listes disposant du même numéro d’ordre commun ou du même sigle ou logo mais se présentant, l’un au scrutin communal, et l’autre au scrutin provincial.

Le témoin commun aux listes visées à l’alinéa précédent est le témoin désigné par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation pour l’élection communale.

Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant. Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l’exception des mandataires, dont le nom figure sur l’acte de présentation.

spw_pouvoirslocaux.png

**Election directe du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton**

**-**

***Avis de réception des candidatures***

**Commune : Comines-Warneton**

**Province : Hainaut**

Le président du bureau communal informe les électeurs communaux de **Comines-Warneton** qu’il recevra les présentations de candidats et leurs acceptations le **jeudi 13 septembre 2018** (31ème jour avant l’élection) et le vendredi **14 septembre 2018** (*30ème jour avec l’élection*) de **13 à 16 heures**,   
(adresse complète)………………………………………………………………………………………………..

Passé ce délai, aucune présentation ou acceptation de candidature ne sera plus recevable.

Les candidats et les déposants des actes de présentation sont admis à prendre connaissance, sans déplacement, de tous les actes de présentation qui ont été déposés et à adresser par écrit leurs observations au bureau communal. Ce droit s’exerce durant le délai fixé pour la remise des actes de présentation et pendant les deux heures qui suivent l’expiration de ce délai. Il s’exerce encore le samedi **15 septembre 2018** de **13 à 16 heures**.

Le mardi **18 septembre 2018** à **16 heures**, le bureau communal se réunira aux fins de procéder à la vérification des candidatures et d’arrêter provisoirement la liste de candidats.

Le mercredi **19 septembre 2018**, entre **13 et 16 heures**, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, les déposants des listes ou, à leur défaut, l’un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau communal, qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l’admission de certaines candidatures.

Le jeudi **20 septembre 2018**, entre **14 et 16 heures**, au lieu indiqué pour la présentation des candidatures, les déposants des listes ou des candidatures écartées ou, à leur défaut, l’un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau communal qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l’arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l’irrégularité en cause est l’inéligibilité d’un candidat, celui-ci peut déposer un mémoire dans les mêmes conditions. Ils peuvent dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

Le **même jour**, à **16 heures**, le bureau communal se réunit pour examiner les documents reçus par le président et arrêter définitivement la liste des candidats.

Il statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s’ils le désirent. Il rectifie, s’il y a lieu, la liste des candidats.

Sont admis à assister à cette séance : les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui, le mercredi 19 septembre, ont déposé une réclamation, ou qui, le jeudi 20 septembre, ont déposé un mémoire ou un acte rectificatif ou complémentaire. Lorsque l’éligibilité d’un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant pourront, en tout état de cause, assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Pourront également y assister, les témoins désignés, en vertu de l’article L4134-1 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

En cas d’appel, le bureau communal remettra alors la suite des opérations au mardi   
**25 septembre 2018** *(19ème jour avant l’élection*) à **10 heures**.

A partir du moment où les listes seront affichées, le président du bureau communal communiquera la liste officielle des candidats à ceux-ci et aux déposants qui le demandent.

Le mardi **9 octobre 2018** (*5ème jour avant l’élection*), de **14 à 16 heures**, le président du bureau communal recevra les présentations des témoins et des témoins suppléants désignés par le candidat premier en rang pour assister aux opérations du vote et du dépouillement.

**Fait à** ……………………………………………………………………..….., **le**……………………………………………………..

**Le Président du bureau communal,**

*(signature)*

**Instructions relatives à la présentation des candidatures**

L’acte de présentation de candidats ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont établis sur les formulaires prévus à cet effet. Ceux-ci sont disponibles à l’administration communale ou sont téléchargeables à l’adresse suivante : <http://electionslocales.wallonie.be>

Afin de faciliter la tâche du déposant, mais aussi des présidents des bureaux de circonscription, le Gouvernement met à la disposition des déposants un logiciel de pré-encodage des candidatures. Ce logiciel permet aux déposants, qui viendront présenter officiellement leurs actes de présentation de candidatures, d’encoder eux-mêmes ces actes.

Ce système a le double avantage de faciliter d’une part la préparation des actes de présentation, le logiciel structurant de manière automatique les exigences formelles de validité des actes, et d’autre part, d’accélérer le processus de réception des candidatures les 13 et 14 septembre.

En outre, ce système permet aux déposants qui le souhaitent d’autoriser le Gouvernement à diffuser la liste pré-encodée via le portail élections.

Ce système fonctionne en 3 étapes :

1. la demande d’accès au serveur e-ID,
2. l’encodage à proprement dit par le déposant,
3. la présentation officielle de l’acte de présentation le 13 ou 14 septembre.

A cet égard, il y a lieu de se référer au manuel d’utilisation disponible sur electionslocales.wallonie.be

Les présentations de candidats doivent être signées soit par deux conseillers du Conseil de l’action sociale sortants au moins, soit par cinquante électeurs communaux au moins.

La présentation est remise au président du bureau communal, par un des trois signataires désignés à cet effet par les candidats dans leur acte d'acceptation, ou par un des deux candidats désignés à cet effet par les conseillers du Conseil de l’action sociale sortants comme ayant l'autorisation de faire le dépôt de cet acte.

Un électeur ne peut signer plus d'un acte de présentation de candidats pour l’élection directe du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton. Un conseiller du Conseil de l’action sociale sortant ne peut signer plus d'un acte de présentation pour l’élection directe du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton. L'électeur peut signer un acte de présentation pour l’élection communale, un autre pour l’élection provinciale et un autre pour l’élection directe du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton, pour autant qu’il s’agisse du même parti politique.

L’acte de présentation indique le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe, la profession, le numéro d’identification au registre national des personnes physiques et la résidence principale des candidats et, le cas échéant, des électeurs qui les présentent. L’identité du (de la) candidat(e), marié(e) ou veuf( ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de le confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

La présentation mentionne le sigle ou logo appelé à surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote. Le sigle ou le logo est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes. Un même sigle ou logo peut être soit formulé dans une seule langue nationale, soit traduit dans une autre langue nationale, soit composé à la fois de sa formule dans une langue nationale et de sa traduction dans une autre langue nationale.

Les présentations de candidats sont accompagnées des documents suivants :

1° Un relevé des électeurs signataires indiquant, pour chacun d'entre eux, s'ils acceptent une éventuelle désignation comme témoin de parti, ou comme témoin suppléant.

2° Un acte d'acceptation signé par chaque candidat.

Cet acte mentionne le nom des témoins et témoins suppléants de la liste.

3° L'autorisation de présentation de l’acte, relative au déposant.

4° Un engagement à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, et à déclarer celles-ci, ainsi que l'origine des fonds.

5° Pour le candidat en tête de liste, un engagement à déclarer dans les trente jours qui suivent la date des élections, les dépenses afférentes à la campagne électorale de la liste et à déclarer l'origine des fonds.

6° Un engagement à respecter, au cours des élections et durant leur mandat, les principes démocratiques d’un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

7° Une déclaration éventuelle d'adhésion à un acte déterminé d'affiliation de listes ou, inversement, de renonciation à cette affiliation.

8° Pour les candidats non belges de l'Union européenne, une déclaration individuelle écrite et signée qui mentionne leur nationalité et l'adresse de leur résidence principale et dans laquelle ils attestent qu'ils n'exercent pas une fonction ou un mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, qu'ils n'exercent pas dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1er, 1° à 8° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation énumérant les incompatibilités et qu'ils ne sont pas déchus ni suspendus, à la date de l'élection, du droit d'éligibilité dans leur Etat d'origine.

9° Les éventuelles déclarations de groupement.

10° Un extrait du registre des électeurs démontrant que les électeurs signataires, les déposants ainsi que les candidats présentés sont électeurs dans la circonscription électorale relative à l’élection directe du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton.

L'acte de présentation des candidats indique l'ordre dans lequel les candidats sont présentés.

Un candidat ne peut figurer sur plus d'une liste dans la même élection.

Nul ne peut se porter candidat, pour une même élection, dans plusieurs circonscriptions.

Les listes de candidats doivent répondre aux prescrits ci-après :

1° Aucune liste ne peut comprendre un nombre de candidats supérieur à celui des conseillers à élire.

2° Sur chacune des listes, l’écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. En cas de listes impaires, deux choix se posent :

* Soit respecter l’alternance stricte homme/femme ou femme/homme ;
* Soit respecter l’alternance homme/femme ou femme/homme sauf pour les deux derniers candidats de la liste qui peuvent, eux, être du même sexe.

Les candidats qui acceptent leur candidature et dont les noms figurent sur un même acte de présentation sont considérés comme formant une seule liste.

**Instructions relatives à la désignation de témoins de parti**

Les candidats peuvent, dans l’acte d’acceptation de candidature, désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau communal.

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l’ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Il ne peut être désigné, par bureau de vote, qu’un seul témoin et un seul témoin suppléant par liste, ou ensemble de listes disposant du même numéro d’ordre commun ou du même sigle ou logo mais se présentant, l’un au scrutin communal, et l’autre au scrutin provincial.

Le témoin commun aux listes visées à l’alinéa précédent est le témoin désigné par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation pour l’élection du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton.

Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l’exception des mandataires, dont le nom figure sur l’acte de présentation.

spw_pouvoirslocaux.png

**Élections du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton**

**-**

**Instructions relatives a la désignation des témoins de parti**

Les candidats peuvent, dans l’acte d’acceptation de candidature désigner un témoin et un témoin suppléant pour assister aux séances du bureau communal.

Les témoins et témoins suppléants désignés par les candidats au conseil communal pour assister aux opérations du bureau communal, sont désignés, le cas échéant d’office, dans la même qualité pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l’action sociale (1)

Si des candidats figurant sur un même acte de présentation ont, dans des actes d'acceptation séparés, désigné des personnes différentes, les désignations signées par le candidat le premier en rang dans l'ordre de présentation seront seules prises en considération.

Cinq jours avant l'élection, le candidat le premier en rang dans l’ordre de présentation peut désigner pour sa liste autant de témoins qu'il y a de bureaux de vote et de dépouillement dans la circonscription et un nombre égal de témoins suppléants.

Les témoins et témoins suppléants désignés par les candidats au conseil communal pour assister aux opérations des bureaux de vote, sont désignés, le cas échéant d’office, dans la même qualité pour le compte de la liste correspondante de candidats au conseil de l’action sociale(1).

Nul ne peut être désigné comme témoin s'il n'est électeur dans la circonscription.

Les membres d'un bureau électoral ne peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant. Les candidats peuvent être désignés comme témoin ou témoin suppléant.

Les témoins sont par préférence désignés parmi les électeurs signataires, à l’exception des mandataires, dont le nom figure sur l’acte de présentation.

spw_pouvoirslocaux.png

**Elections communales et provinciales -**

***Liste des caractères admis pour la composition des sigles et logos***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **A** | **B** | **C** | **D** | **E** | **F** | **G** | **H** | **I** | **J** | **K** | **L** | **M** |
| **N** | **O** | **P** | **Q** | **R** | **S** | **T** | **U** | **V** | **W** | **X** | **Y** | **Z** |
| **a** | **b** | **c** | **d** | **e** | **f** | **g** | **h** | **i** | **j** | **k** | **l** | **m** |
| **n** | **o** | **p** | **q** | **r** | **s** | **t** | **u** | **v** | **w** | **x** | **y** | **z** |
| **0** | **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **6** | **7** | **8** | **9** |  |  |  |
| **¹** | **²** | **³** | **!** | **?** | **.** | **:** | **;** | **,** | **¨** | **·** | **{** | **¦** |
| **}** | **«** | **»** | **~** | **[** | **\** | **]** | **^** | **-** | **"** | **,** | **(** | **)** |
| **<** | **>** | **\_** | **/** | **`** | **+** | **=** | **÷** | **¯** | **±** | **@** | **#** | **$** |
| **%** | **&** | **\*** | **β** | **¿** | **©** | **¶** | **§** | **μ** | **¤** | **ø** | **Ø** | **¥** |
| **Æ** | **ã** | **Ã** | **Á** | **Â** | **À** | **ã** | **Ã** | **á** | **ª** | **Ä** | **Å** | **â** |
| **ä** | **à** | **å** | **æ** | **€** | **£** | **ê** | **ë** | **É** | **è** | **Ê** | **Ë** | **È** |
| **è** | **é** | **ç** | **¢** | **ó** | **Ô** | **Ò** | **õ** | **Õ** | **ô** | **ö** | **Ü** | **ð** |
| **Ó** | **ò** | **Ö** | **º** | **0** | **°** | **Ú** | **Û** | **Ù** | **ú** | **ü** | **û** | **ü** |
| **ï** | **î** | **ì** | **í** | **İ** | **Ì** | **Í** | **Î** | **Ï** | **ñ** | **Ñ** | **ÿ** | **ƒ** |
| **ý** | **Ý** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |



**Élections communales**

**-**

***Présentation de candidats – Liste unique***

***Acte rectificatif***

**Province :** ……………………………………………..

**Commune :** …………………………………………….

Vu l’arrêt provisoire en date du ………………………qui concluait à l’irrecevabilité de la liste au motif du non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
candidats d’une liste unique, il est procédé à la rectification de la liste …………………………………………………………………………………….(*nom de la liste).*

Acte rectificatif – Composition [[52]](#footnote-52)

| **Ordre de présentation des candidats** | **Nom des candidats[[53]](#footnote-53)** | **Prénoms** | **Date de naissance** | **Sexe[[54]](#footnote-54)** | **Profession** | **N° registre national** | **Résidence principale et adresse** | **Nationalité** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 6 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 7 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 8 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 9 |  |  |  |  |  |  |  |  |

| **Ordre de présentation des candidats** | **Nom des candidats** | **Prénoms** | **Date de naissance** | **Sexe** | **Profession** | **N° registre national** | **Résidence principale et adresse** | **Nationalité** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 10 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 11 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 12 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 13 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 14 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 15 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 16 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 17 |  |  |  |  |  |  |  |  |

**L’identité du candidat(e)**, marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé. Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription. Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l’affiche et le bulletin de vote d’un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n’est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie ;

2° Le candidat est connu sous une abréviation de l’un des prénoms énumérés sur l’acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel ; il procède comme au point 1° ;

3° Le prénom qu’il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l’énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d’un acte de notoriété délivré par le juge de paix, un notaire ou le bourgmestre ; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans la commune, sauf si la liste est la seule à se présenter dans la circonscription.

Un candidat ne peut se présenter sur plus d’une liste dans la commune.

Pour pouvoir être élu conseiller communal, il faut :

1. Etre Belge ou ressortissant d’un Etat membre de l’Union européenne au plus tard le jour de la présentation des candidatures.

La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle ;

1. Etre âgé de 18 ans accomplis au jour de l’élection ;
2. Etre inscrit au registre de la population de la commune au plus tard au 31 juillet 2018.

Ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d’éligibilité par condamnation ;

2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l’électorat par application des articles L4121-2 et 3 ;

3° les ressortissants des autres Etats membres de l’Union européenne qui, par l’effet d’une décision individuelle en matière civile ou d’une décision pénale prononcée dans leur Etat d’origine, sont déchus du droit d’éligibilité en vertu du droit de cet Etat ;

4° ceux qui, sans préjudice de l’application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l’une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l’exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation ;

5° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l’approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation ;

6° ceux qui, sans préjudice de l’application des dispositions prévues aux 1° et 2°, étaient administrateurs d’une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l’une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995, et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n’est pas fait application de l’alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu’ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu’ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale ;

7° ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L1122-7, §2 ou L1123-17, §1er, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance ;

8° les fonctionnaires de police, conformément à l'article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

9° dans la (ou les) commune(s) où il exerce sa fonction, le directeur général, le directeur général de centre public d’action sociale, le directeur financier, le directeur financier de centre public d’action sociale ou le receveur régional ;

10° dans une des communes de la province où ils exercent leur fonction, le directeur général et le directeur financier.

1. **Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme**.

Sur chacune des listes, l’écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. En cas de listes impaires, deux choix se posent :

* Soit respecter l’alternance stricte homme/femme ou femme/homme ;
* Soit respecter l’alternance homme/femme ou femme/homme sauf pour les deux derniers candidats de la liste qui peuvent, eux, être du même sexe.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

**Remarque :**

Le format des formulaires doit être adapté aux caractéristiques de chaque circonscription. Ainsi, le (ou les) tableau(x), doit (doivent) être adapté(s) au nombre de sièges à pourvoir dans une circonscription donnée. De même, les formulaires de déclaration de présentation de candidats doivent être utilisés en autant d’exemplaires que le Code de la démocratie locale requiert de signatures d’électeurs présentant.

Les formulaires pro-format pour chaque circonscription sont disponibles sur le site des élections à l’adresse suivante : [*http://electionslocales.wallonie.be*](http://electionslocales.wallonie.be)

**Annexe 1**

**-**

***Déclaration d’acceptation de candidatures***

**Province :**

**Commune :**

Nous soussignés, candidats présentés pour le Conseil communal par les électeurs ou par les conseillers sortants signataires de l’acte de présentation des candidatures[[55]](#footnote-55), en date du …………………………………………..20……, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

Nous déclarons approuver l’ordre de la liste tel que modifié pour répondre aux prescrits de l’article L4142-7 §1er, al. 2.

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du Tribunal de Première Instance de l’arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l’origine des fonds et à enregistrer l’identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les 30 jours suivant la date de l’élection, le candidat en tête de liste remettra le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste, ainsi que l’origine des fonds, et y enregistrera l’identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d’un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l’Homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

Fait à…………………………………………………………………, le………………………………………………..20…..

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom des candidats[[56]](#footnote-56)** | **Signature** | **Nationalité** | **Résidence principale** |
| 1 |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |
| 6 |  |  |  |  |
| 7 |  |  |  |  |
| 8 |  |  |  |  |
| 9 |  |  |  |  |
| 10 |  |  |  |  |
| 11 |  |  |  |  |
| 12 |  |  |  |  |

**Liste unique- Acte rectificatif- Acceptation des candidatures**

**Acceptation - Signatures des candidats**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Nom des candidats[[57]](#footnote-57)** | **Signature** | **Nationalité** | **Résidence principale** |
| 13 |  |  |  |  |
| 14 |  |  |  |  |
| 15 |  |  |  |  |
| 16 |  |  |  |  |
| 17 |  |  |  |  |

Nous déclarons en outre ne pas exercer de fonction ou de mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d’un autre Etat membre de l’Union européenne, ne pas exercer dans un autre Etat membre de l’Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l’article L1125-1, alinéa 1er, 1° à 8° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et ne pas être déchus ni suspendus du droit d’éligibilité dans notre Etat d’origine.

Fait à…………………………………………………………………, le………………………………………………..20…..

**Signature des candidats**,

**Annexe 3**

**-**

***Acte rectificatif - Récépissé***

**Province :**

**Commune :**

Le président du bureau communal reconnaît avoir reçu le……………………….20……, un acte rectificatif de l’acte de présentation de candidatures pour le Conseil communal, déposé par Mme/M.……………………………………………………………

Ces candidats sont[[58]](#footnote-58) :

|  |  |
| --- | --- |
| **N°** | **Nom des candidats** |
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |
| 5 |  |
| 6 |  |
| 7 |  |
| 8 |  |
| 9 |  |
| 10 |  |
| 11 |  |
| 12 |  |
| 13 |  |
| 14 |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **N°** | **Nom des candidats** |
| 15 |  |
| 16 |  |
| 17 |  |

Fait à…………………………………………………………………, le………………………………………………..20…...

**Le Président,**

(*Signature*)

**Election communale**

**-**

***Procès-verbal -Réception des candidatures et arrêt des listes de candidats***

**Commune :** …………………………………………........

1. **Réception des candidatures**

*Séance du………….septembre 20…… (31ème jour avant le scrutin)*

Je soussigné(e)……………………………………………………………président(e) du bureau communal,

* déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  déposé par M./Mme……………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *1*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[59]](#footnote-59) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants[[60]](#footnote-60) :

[ ] Non-respect du nombre de signatures régulières ;

[ ] Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale   
 et de la Décentralisation ;

[ ] Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6   
 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

[ ] Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la   
 Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des   
 listes.

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe 2*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposant(s) ont la possibilité de soumettre à l’examen du Bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste………………………………………..  
  par M./Mme :…………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe 3*) pour examen par le bureau communal.

**Commentaires et observations divers** : ………………………………………………………………………………………………………………………  
………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le président du bureau communal,**

*(Signature)*

*Séance du………….septembre 20…… (30ème jour avant le scrutin)*

Je soussigné(e)……………………………………………………………président(e) du bureau communal,

* Déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  déposé par M./Mme……………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *1*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[61]](#footnote-61) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants[[62]](#footnote-62) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des

listes ;

* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *2*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposant(s) ont la possibilité de soumettre à l’examen du bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste……………………………………….,  
  déposé par M./Mme :………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (annexe 3) pour examen par le bureau communal.

**Commentaires et observations divers**: ……………………………………………………………………………………………………………………….  
………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le président du bureau communal,**

*(Signature)*

1. **Arrêt provisoire des listes de candidats**

*Séance du………….septembre 20…… (26ème jour avant le scrutin)*

Le bureau communal est composé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Prénom** |
| Président |  |  |
| Secrétaire |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |

Conformément à l’article L4125-2, §3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les membres du bureau ont prêté, avant le commencement des opérations, le serment visé à cet article.

Les témoins de partis ont prêté le serment visé à l’article L4134-1, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et se sont engagés sur l’honneur à ne pas outrepasser les limites de la mission que leur attribue ce Code.

Vu les articles L4142-11 à 17 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les actes de présentation et les déclarations d’acceptation de candidatures qui ont été déposés et qui ont été tenus régulièrement à la disposition, pour examen, sans déplacement, des candidats et des déposants ;

Vu les observations écrites déposées par M/Mme……………………………………….............................,  
et annexées au présent procès-verbal (*annexe 4*) ;

Après examen des actes de candidatures pour lesquels un procès-verbal d’irrecevabilité a été établi par le président du bureau ;

Après vérification des actes de candidatures présentés conformément à l’article L4142-10, §3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Après vérification des actes de candidatures ayant été déclaré recevables par le président du bureau ;

**Décide**:

* Ont fait l’objet d’un procès-verbal d’irrecevabilité du président du bureau, sont toujours incomplètes à l’issue de la seconde présentation, et sont par conséquent écartées, les listes et candidatures suivantes :
* Liste…………………………….déposée par M/Mme…….....................................................pour les motifs suivants[[63]](#footnote-63) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.
* Candidature…………………………….déposée par M./Mme……..........................................pour les motifs suivants[[64]](#footnote-64) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la   
  Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des   
  listes ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de

candidats d’une liste unique.

* Ont été déclarées recevables par le président du bureau mais sont écartées par le bureau, les listes et candidatures suivantes :
* Liste…………………………….déposée par M/Mme…….....................................................pour les motifs suivants[[65]](#footnote-65) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de   
  la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de

candidats d’une liste unique.

* Candidature…………………………….déposée par M/Mme……..........................................pour les motifs suivants[[66]](#footnote-66) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie   
  locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des   
  listes ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.
* Ecarte pour inéligibilité la candidature de :
* M./Mme………………………………………………………………………………………………..

Les motifs d’inéligibilité sont les suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* M/Mme……………………………………………………………………………………………………

Les motifs d’inéligibilité sont les suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* Ecarte en raison de la non-conformité de leur sigle ou logo à l’article L4142-26, §3 du   
   Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les listes suivantes :
* Liste……………………………………...déposée par M/Mme……................................................  
  ………………………………………………………………………………………………………………
* Liste……………………………………...déposée par M/Mme……................................................  
  ………………………………………………………………………………………………………………
* De ne pas écarter, pour motif d’inéligibilité, malgré les observations faites à cet égard, la candidature de M/Mme………………………………………………………………………………………  
  parce que les éléments dont dispose actuellement le bureau ne permettent pas de considérer l’inéligibilité comme établie.

* D’arrêter provisoirement les listes de candidats conformément à l’annexe 5 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.

Le bureau prescrit, conformément aux articles L4142-14 et 15 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, l’envoi immédiat, par lettre recommandée, aux déposants qui ont fait la remise des actes de présentation où figurent les candidats écartés, d’extraits du procès-verbal reproduisant textuellement l’indication des motifs invoqués à l’appui de sa décision. Lorsque le motif invoqué est l’inéligibilité d’un candidat, l’extrait du procès-verbal est envoyé, en outre, de la même manière, à ce candidat.

**Commentaires et observations divers :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

Le

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

1. **Arrêt définitif de la liste de candidat**

*Séance du………….septembre 20…… (24ème jour avant le scrutin)*

1. Arrêt définitif

Le bureau communal est composé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Prénom** |
| Président |  |  |
| Secrétaire |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |

Vu les articles L4142-22 à 25 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les listes de candidats provisoirement arrêtées le…………..septembre 20……. ;

Vu l’absence de communication du Gouvernement concernant les candidatures multiples ;

*Biffez la mention inutile*

Vu la communication du Gouvernement concernant les candidatures multiples et signalant :

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Vu les réclamations, introduites conformément à l’article L4142-19 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et annexées au présent procès-verbal (*annexe 6*), et notamment celle de M.Mme……………………………………………………………………………………………….  
contestant l’éligibilité de M./Mme………………………………………………………………………….

Vu les mémoires, actes rectificatifs ou complémentaires, annexés au présent procès-verbal (*annexe 7*), et dont le dépôt a été effectué conformément aux articles L4142-20 et 21 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les autres documents reçus ou recueillis par le président du bureau et annexés au présent procès-verbal *(annexe 8*) ;

**Décide**:

* D’écarter comme irrégulière la liste de candidats……………………………………………….  
  provisoirement admise, déposée par M./Mme……………………………………………………….,  
  pour les motifs suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’écarter comme irrégulière la liste de candidats…………………………………………………….  
  provisoirement admise, déposée par M./Mme……………………………………………………….,  
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’arrêter définitivement la liste des candidats conformément à l’annexe 9 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.

**Commentaires et observations divers :**

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. Déclaration d’appel[[67]](#footnote-67)

Considérant que les décisions se rapportant à l’éligibilité des candidats sont sujettes à appel, le président donne lecture des §§ 1 et 2 de l’article L4142-23.

* A la suite de cette lecture, aucune déclaration d’appel n’est formulée.
* A la suite de cette lecture, les déclarations d’appel ci-après sont formulées séance tenante par les signataires présents.
* Déclaration d’appel formulée par ou pour un candidat dont la candidature a été écartée par le bureau pour motif d’inéligibilité.

Le (la) soussigné(e),

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Institué mandataire à cet effet, déclare prendre son recours à la Cour d’Appel contre la décision du bureau communal de……………………………………………………………….  
qui a écarté sa candidature ou la candidature de M/Mme :

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………, le……………………………………………………………20………….

(***Signature)***

* Déclaration d’appel formulée par ou pour un réclamant dont la réclamation tendant à écarter un candidat pour motif d’inéligibilité a été rejetée.

Le (la) soussigné(e),

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Institué mandataire à cet effet, déclare prendre son recours à la Cour d’Appel contre la décision du bureau communal de………………………………………………………………  
sa déclaration indiquant l’inéligibilité de M/Mme :

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………, le……………………………………………………………20………….

(*Signature)*

Eu égard aux déclarations d’appel ci-dessus formées, le bureau décide, conformément à l’article L4142-23, §4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, de remettre les opérations de numérotage des listes et de formation des bulletins de vote, au ……….septembre 20…….. (19ème jour avant le scrutin) à 10 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance des décisions prises par la Cour d’Appel.

Pour les mêmes motifs, le président du bureau se rendra le…………septembre 20………entre 10 et 12 heures, au cabinet du président de la Cour d’Appel à l’effet de remettre un exemplaire du présent procès-verbal ainsi que tous les documents intéressant le litige qui fait l’objet d’un appel.

Ces documents sont au nombre de (*total)*…………………… :

* Au nombre de ………….pour le candidat……………………………………………………….
* Au nombre de ………….pour le candidat……………………………………………………….

Le président du bureau communal exprime le désir de lui voir notifier le dispositif des arrêts à intervenir à l’adresse suivante : …………………………………………………………………

Eu égard aux déclarations d’appel formées devant le bureau communal, le bureau décide de remettre les opérations de numérotage des listes et de formation des bulletins de vote, au…………septembre 20….... (19ème jour avant le scrutin) à 10 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance du tableau des sigles ou logos et numéros d’ordre commun.

1. **Numérotage des listes et formation des bulletins de vote**

Le bureau communal,

Vu les articles L4142-29 à 31 et L4142-37 à 41 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs ;

Vu l’arrêt rendu par la Cour d’Appel de……………………………………….. (*Biffez cette mention si aucun appel n’a été formulé contre la décision du bureau lors de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats) ;*

Vu les numéros d’ordre commun attribués au niveau régional, transmis par le Gouvernement conformément à l’article L4142-28 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le tableau des sigles ou logos et numéros d’ordre transmis par le président du bureau de district le ……………………………………..20……………..et annexé au présent procès-verbal *(annexe 10) ;*

Vu les actes de présentation de candidatures déposés valablement, en particulier les demandes d’utilisation des numéros d’ordre commun « régionaux » ou « provinciaux » ;

**Décide que**:

La liste des candidats arrêtée définitivement est corrigée conformément à l’arrêt susvisé de la Cour d’Appel. La liste corrigée des candidats est annexée au présent procès-verbal à la suite de la liste arrêtée définitivement (*biffez cette mention si aucun appel n’a été formulé contre la décision du bureau lors de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats*).

Les numéros d’ordre des listes de candidats définitivement arrêtées sont répartis conformément à l’annexe 11 du présent procès-verbal ;

Le bureau arrête la formule du bulletin de vote conformément au modèle fixé par le Gouvernement et joint celle-ci à l’annexe 12 du présent procès-verbal.

Les listes de candidats sont immédiatement affichées. L’affiche reproduit en gros caractères, à l’encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral, ainsi que leurs prénoms, profession et résidence principale. Elle reproduit aussi les instructions aux électeurs.

Conformément à l’article L4142-38 et L4135-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le président fera imprimer ou reproduire sous sa supervision les bulletins de vote à l’encore noire sur du papier électoral blanc, lequel papier lui est fourni par l’Administration provinciale pour compte du Gouvernement wallon. Le président peut, s’il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur du bureau ou un électeur de la circonscription au moyen du formulaire annexé au présent procès-verbal (*annexe 13*).

**Commentaires et observations divers :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 1**

**Acte de présentation de candidats et acceptations de candidatures**

**Annexe 2**

**Procès-verbaux d’irrecevabilité des actes de présentation de candidats**

**Annexe 3**

**Nouveaux actes de présentation de candidats**

**Annexe 4**

**Observations écrites concernant les actes de présentation de candidats**

**Annexe 5**

**Liste des candidats arrêtée provisoirement**

**Commune :** …………………………………………........

**Election communale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée provisoirement***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt provisoire de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 6**

**Réclamations contre la liste provisoire des candidats**

**Annexe 7**

**Mémoires et actes rectificatifs ou complémentaires**

**Annexe 8**

**Autres documents reçus par le président du bureau entre l’arrêt provisoire   
 et l’arrêt définitif de la liste de candidats**

**Annexe 9**

**Liste des candidats arrêtée définitivement**

**Commune :** …………………………………………........

**Election communale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée définitivement***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt définitif de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 10**

**Tableau des sigles et numéros d’ordre communs**

**Annexe 11**

**Tableau des numéros d’ordre attribués aux listes de candidats**

**Annexe 12**

**Formule du bulletin de vote**

**Annexe 13**

**Modèle de mandat pour la surveillance de la confection   
des bulletins de vote**

**élection provinciale**

**-**

***Procès-verbal - Réception des candidatures et arrêt des listes de candidats pour l’élection provinciale***

**Arrondissement :**…………………………………………..

**District électoral**:………………………………………….

1. **Réception des candidatures**

*Séance du………….septembre 20…… (31ème jour avant le scrutin)*

Je soussigné(e)……………………………………………………………président(e) du bureau de district,

* déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  déposé par M/Mme……………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe1*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[68]](#footnote-68) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes ;

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe* 2). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants ont la possibilité de soumettre à l’examen du Bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste………………………………………..  
  par M/Mme :…………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *3*) pour examen par le bureau de district.

**Commentaires et observations divers** : ………………………………………………………………………………………………………………………  
………………………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………...

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le président du bureau de district,**

*(Signature)*

*Séance du………….septembre 20…… (30ème jour avant le scrutin)*

Je soussigné(e)……………………………………………………………président(e) du bureau de district,

* déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  déposé par M/Mme……………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe 1*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[69]](#footnote-69) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants[[70]](#footnote-70) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes ;

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe 2*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants ont la possibilité de soumettre à l’examen du Bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste……………………………….,  
  déposé par M/Mme :……………………………………………….lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe 3*) pour examen par le bureau de district.

**Commentaires et observations divers**: ……………………………………………………………………………………………………………………….  
……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le président du bureau de district,**

*(Signature)*

1. **Arrêt provisoire des listes de candidats**

*Séance du………….septembre 20…… (27ème jour avant le scrutin)*

Le bureau de district est composé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Prénom** |
| Président |  |  |
| Secrétaire |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |

Conformément à l’article L4125-2, §3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les membres du bureau ont prêté, avant le commencement des opérations, le serment visé à cet article.

Les témoins de partis ont prêté le serment visé à l’article L4134-1, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et s’engagent sur l’honneur à ne pas outrepasser les limites de leur mission.

Vu les articles L4142-11 à 17 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les actes de présentation et les déclarations d’acceptation de candidatures qui ont été déposés et qui ont été tenus régulièrement à la disposition, pour examen, sans déplacement, des candidats et des déposants ;

Vu les observations écrites déposées par M/Mme………………………………………....................,  
et annexées au présent procès-verbal (*annexe 4*) ;

Après examen des actes de candidatures pour lesquels un procès-verbal d’irrecevabilité a été établi par le président du bureau ;

Après vérification des actes de candidature présentés conformément à l’article L4142-10, §3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Après vérification des actes de candidatures ayant été déclaré recevables par le président du bureau ;

**Décide**:

* Ont fait l’objet d’un procès-verbal d’irrecevabilité du président du bureau, sont toujours incomplètes à l’issue de la seconde présentation, et sont par conséquent écartées, les listes et

candidatures suivantes :

* Liste…………………………….déposée par M/Mme…….....................................................pour les motifs suivants[[71]](#footnote-71) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.
* Candidature…………………………….déposée par M/Mme……..........................................pour les motifs suivants[[72]](#footnote-72) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6   
  du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.
* Ont été déclarées recevables par le président du bureau mais sont écartées par le bureau, les listes et candidatures suivantes :
* Liste…………………………….déposée par M/Mme…….....................................................pour les motifs suivants[[73]](#footnote-73) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7 du Code de la Démocratie locale et de la   
  Décentralisation concernant le nombre de candidats et la compostions équilibrée des   
  listes ;
* Candidature…………………………….déposée par M/Mme……..........................................pour les motifs suivants[[74]](#footnote-74) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la compostions équilibrée des   
   listes ;
* Non-respect du prescrit de l’article L41422-7, §2 du Code concernant le nombre de candidats d’une liste unique.
* Ecarte pour inéligibilité la candidature de :
* M/Mme………………………………………………………………………………………………..

Les motifs d’inéligibilité sont les suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* M/Mme……………………………………………………………………………………………………

Les motifs d’inéligibilité sont les suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* Ecarte en raison de la non-conformité de leur sigle ou logo à l’article L4142-26, §3 du Code   
   de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les listes suivantes :
* Liste……………………………………..déposée par M/Mme…….................................................  
  ………………………………………………………………………………………………………………
* Liste……………………………………..déposée par M/Mme…….................................................  
  ………………………………………………………………………………………………………………
* De ne pas écarter, pour motif d’inéligibilité, malgré les observations faites à cet égard, la candidature de M/Mme………………………………………………………………………………………  
  parce que les éléments dont dispose actuellement le bureau ne permettent pas de considérer l’inéligibilité comme établie.

* D’arrêter provisoirement les listes de candidats conformément à l’annexe 5 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.

Le bureau prescrit, conformément aux articles L4142-14 et 15 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, l’envoi immédiat, par lettre recommandée, aux déposants qui ont fait la remise des actes de présentation où figurent les candidats écartés, d’extraits du procès-verbal reproduisant textuellement l’indication des motifs invoqués à l’appui de sa décision. Lorsque le motif invoqué est l’inéligibilité d’un candidat, l’extrait du procès-verbal est envoyé, en outre, de la même manière, à ce candidat.

**Commentaires et observations divers :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

Le

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

1. **Arrêt définitif de la liste de candidat**

*Séance du………….septembre 20…… (25ème jour avant le scrutin)*

1. Arrêt définitif

Le bureau de district est composé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Prénom** |
| Président |  |  |
| Secrétaire |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |

Vu les articles L4142-22 à 25 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les listes de candidats provisoirement arrêtées le…………..septembre 20……. ;

Vu l’absence de communication du Gouvernement concernant les candidatures multiples ;

Biffez la mention inutile

Vu la communication du Gouvernement concernant les candidatures multiples et signalant[[75]](#footnote-75) :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Vu les réclamations, introduites conformément à l’article L4142-19 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et annexées au présent procès-verbal (*annexe 6*), et notamment celle de M/Mme……………………………………………………………………………………………….  
contestant l’éligibilité de M/Mme…………………………………………………………………………….

Vu les mémoires, actes rectificatifs ou complémentaires, annexés au présent procès-verbal (*annexe 7*), et dont le dépôt a été effectué conformément aux articles L4142-20 et 21 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les autres documents reçus ou recueillis par le président du bureau et annexés au présent procès-verbal *(annexe 8*) ;

**Décide**:

* D’admettre comme régulière la liste de candidats…………………………………………………….  
  provisoirement écartée, déposée par M/Mme……………………………………………………….,  
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’admettre comme régulière la liste de candidats………………………………………………  
  provisoirement écartée, déposée par M/Mme……………………………………………………….,  
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’admettre comme régulière la liste de candidats………………………………………………  
  provisoirement écartée, déposée par M/Mme……………………………………………………….,   
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’admettre comme régulière la liste de candidats…………………………………………………….  
  provisoirement écartée, déposée par M/Mme……………………………………………………….,  
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* D’arrêter définitivement la liste des candidats conformément à l’annexe 9 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.

**Commentaires et observations divers :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. Déclaration d’appel[[76]](#footnote-76)

Considérant que les décisions se rapportant à l’éligibilité des candidats sont sujettes à appel, le président donne lecture des §§ 1 et 2 de l’article L4142-23.

* A la suite de cette lecture, aucune déclaration d’appel n’est formulée.
* A la suite de cette lecture, les déclarations d’appel ci-après sont formulées séance tenante par les signataires présents.
* Déclaration d’appel formulée par ou pour un candidat dont la candidature a été écartée par le bureau pour motif d’inéligibilité.

Le (la) soussigné(e),

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Institué mandataire à cet effet, déclare prendre son recours à la Cour d’Appel contre la décision du bureau de district de………………………………………………………………...  
qui a écarté sa candidature ou la candidature de M/Mme :

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………, le……………………………………………………………20………….

(***Signature)***

* Déclaration d’appel formulée par ou pour un réclamant dont la réclamation tendant à écarter un candidat pour motif d’inéligibilité a été rejetée.

Le (la) soussigné(e),

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : …………………………………………………………………….

Institué mandataire à cet effet, déclare prendre son recours à la Cour d’Appel contre la décision du bureau de district de……………………………………………………  
sa déclaration indiquant l’inéligibilité de M/Mme :

Nom :……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………, le……………………………………………………………20………….

(***Signature)***

* Eu égard aux déclarations d’appel ci-dessus formées, le bureau décide, conformément à l’article L4142-23, §4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, de remettre les opérations de numérotage des listes et de formation des bulletins de vote, au ……. septembre 20……(20ème jour avant le scrutin) à 16 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance des décisions prises par la Cour d’Appel.

Pour les mêmes motifs, le président du bureau se rendra le………..septembre 20………entre 10 et 12 heures, au cabinet du président de la Cour d’Appel à l’effet de remettre un exemplaire du présent procès-verbal ainsi que tous les documents intéressant le litige qui fait l’objet d’un appel.

Biffez la mention inutile

Ces documents sont au nombre de (*total)*…………………… :

* Au nombre de ………….pour le candidat……………………………………………………….
* Au nombre de ………….pour le candidat……………………………………………………….

Le président du bureau de district exprime le désir de lui voir notifier le dispositif des arrêts à intervenir à l’adresse suivante : ……………………………………………………………………

* Eu égard aux déclarations d’appel communiquées devant le bureau principal provincial, le bureau décide de remettre les opérations de numérotage des listes et de formation des bulletins de vote, au…………septembre 20….... (20ème jour avant le scrutin) à 16 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance du tableau des sigles ou logos et numéros d’ordre commun attribués au niveau provincial.

1. **Numérotage des listes et formation des bulletins de vote**

Le bureau de district,

Vu les articles L4142-29 à 31 et L4142-37 à 41 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs ;

Vu l’arrêt rendu par la Cour d’Appel de……………………………………….. (*Biffez cette mention si aucun appel n’a été formulé contre la décision du bureau lors de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats) ;*

Vu le tableau des affiliations, sigles, logos et numéros d’ordre communs attribués au niveau régional, transmis par le Ministre des Affaires Intérieures et annexé au présent procès-verbal *(annexe 10) ;*

Vu les tableaux des sigles ou logos et numéros d’ordre commun attribués, au niveau provincial, transmis par le président du bureau principal provincial et annexé au présent procès-verbal *(annexe 11) (Biffez cette mention si le bureau de district est le bureau principal provincial) ;*

Vu les actes de présentation de candidatures déposés valablement, en particulier les demandes d’utilisation des numéros d’ordre commun « régionaux » ou « provinciaux » ;

**Décide**:

La liste des candidats arrêtée définitivement est corrigée conformément à l’arrêt susvisé de la Cour d’Appel. La liste corrigée des candidats est annexée au présent procès-verbal à la suite de la liste arrêtée définitivement (*biffez cette mention si aucun appel n’a été formulé contre la décision du bureau lors de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats*).

Le bureau procède au tirage au sort des numéros d’ordre conformément aux articles L4142-30 et 31 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Les numéros d’ordre des listes de candidats définitivement arrêtées sont répartis conformément à l’annexe 12 du présent procès-verbal.

Le bureau arrête la formule du bulletin de vote conformément au modèle fixé par le Gouvernement et joint celle-ci à l’annexe 13 du présent procès-verbal.

Les listes de candidats sont immédiatement affichées. L’affiche reproduit en gros caractères, à l’encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral, ainsi que leurs prénoms, profession et résidence principale. Elle reproduit aussi les instructions aux électeurs.

Conformément à l’article L4142-38 et L4135-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le président fera imprimer ou reproduire sous sa supervision les bulletins de vote à l’encore noire sur du papier électoral blanc, lequel papier lui est fourni par l’Administration provinciale pour compte du Gouvernement wallon. Le président peut, s’il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur du bureau ou un électeur de la circonscription au moyen du formulaire annexé au présent procès-verbal (*annexe 14*).

Le président transmet immédiatement au président du bureau central d’arrondissement les listes des candidats ayant déclaré leur intention de faire groupement.

**Commentaires et observations divers :**

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 1**

**Acte de présentation de candidats et acceptations de candidatures**

**Annexe 2**

**Procès-verbaux d’irrecevabilité des actes de présentation de candidats**

**Annexe 3**

**Nouveaux actes de présentation de candidats**

**Annexe 4**

**Observations écrites concernant les actes de présentation de candidats**

**Annexe 5**

**Liste des candidats arrêtées provisoirement**

**Election provinciale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée provisoirement***

**Arrondissement :** …………………………………………………

**District :** …………………………………………..........................

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt provisoire de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 6**

**Réclamations contre la liste provisoire des candidats**

**Annexe 7**

**Mémoires et actes rectificatifs ou complémentaires**

**Annexe 8**

**Autres documents reçus par le président du bureau entre l’arrêt provisoire   
 et l’arrêt définitif de la liste de candidats**

**Annexe 9**

**Liste des candidats arrêtée définitivement**

**Election provinciale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée définitivement***

**Arrondissement :** …………………………………………………

**District :** …………………………………………..........................

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt définitif de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 10**

**Tableau des affiliations, sigles, logos et numéros d’ordre communs   
 attribués au niveau régional**

**Annexe 11**

**Tableau des sigles, logos, et numéros d’ordre communs   
attribués au niveau provincial**

**Annexe 12**

**Numéros d’ordre des listes**

**Annexe 13**

**Formule du bulletin de vote**

**Annexe 14**

**Modèle de mandat pour la surveillance de la confection   
des bulletins de vote**

**Election communale et du Conseil de l’action sociale**

**-**

***Procès-verbal - Réception des candidatures et arrêt des listes de candidats***

**Commune :** ***Comines-Warneton***

1. **Réception des candidatures**

*Séance du………….septembre 20…… (31ème jour avant le scrutin)*

Je soussigné(e)……………………………………………………………président(e) du bureau communal,

* déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  pour l’élection du **Conseil communal** déposé par M./Mme…………………………………………  
  lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *1*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[77]](#footnote-77) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe 2*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposant(s) a/ont la possibilité de soumettre à l’examen du Bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste………………………………………..  
  par M./Mme :…………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe 3*) pour examen par le bureau communal.
* déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  pour l’élection du **Conseil de l’action sociale** déposé par M./Mme………………………………  
  lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *4*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[78]](#footnote-78) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe 5*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposant(s) a/ont la possibilité de soumettre à l’examen du Bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste………………………………………..  
  par M./Mme :…………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe 6*) pour examen par le bureau communal.

**Commentaires et observations divers :**

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le président du bureau communal,**

*(Signature)*

*Séance du………….septembre 20…… (30ème jour avant le scrutin)*

Je soussigné(e)……………………………………………………………président(e) du bureau communal,

* Déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  pour l’élection du **Conseil communal**, déposé par M./Mme………………………………….lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *1*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[79]](#footnote-79) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des

listes ;

* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *2*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposant(s) a/ont la possibilité de soumettre à l’examen du bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste……………………………………….,  
  déposé par M./Mme :………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (annexe 3) pour examen par le bureau communal.
* déclare avoir reçu un acte de présentation de candidats de la liste……………………………….  
  pour l’élection du **Conseil de l’action sociale** déposé par M./Mme………………………………  
  lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe* *4*).

Après examen avec le(s) déposant(s), l’acte de présentation est déclaré[[80]](#footnote-80) :

* Recevable
* Irrecevable pour les motifs suivants :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Le procès-verbal d’irrecevabilité est annexé au présent procès-verbal (*annexe 5*). Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposant(s) a/ont la possibilité de soumettre à l’examen du Bureau un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

* Déclare avoir reçu un nouvel acte de présentation de la liste………………………………………..  
  par M./Mme :…………………………………………………………………………………lequel acte est annexé au présent procès-verbal (*annexe 6*) pour examen par le bureau communal.

**Commentaires et observations divers**: ……………………………………………………………………………………………………………………….  
………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le président du bureau communal,**

*(Signature)*

1. **Arrêt provisoire des listes de candidats**

*Séance du………….septembre 20…… (26ème jour avant le scrutin)*

Le bureau communal est composé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Prénom** |
| Président |  |  |
| Secrétaire |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |

Conformément à l’article L4125-2, §3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les membres du bureau ont prêté, avant le commencement des opérations, le serment visé à cet article. Conformément à l’article L4125-2, §4, les membres du bureau communal de Comines-Warneton peuvent demander à prêter serment en néerlandais.

Les témoins de partis ont prêté le serment visé à l’article L4134-1, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et se sont engagés sur l’honneur à ne pas outrepasser les limites de la mission que leur attribue ce Code. Conformément à l’article L4134-1, §6, les témoins peuvent demander à prêter serment en néerlandais.

Vu les articles L4142-11 à 17 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l’arrêté royale du 26 août 1988 déterminant les modalités de l’élection du Conseil de l’aide sociale dans les communes visées à l’article 7 des lois sur l’emploi des langues en matière administratives, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons.

Vu les actes de présentation et les déclarations d’acceptation de candidatures qui ont été déposés et qui ont été tenus régulièrement à la disposition, pour examen, sans déplacement, des candidats et des déposants ;

Vu les observations écrites déposées par M/Mme……………………………………….............................,  
et annexées au présent procès-verbal (*annexe 7*) ;

Après examen des actes de candidatures pour lesquels un procès-verbal d’irrecevabilité a été établi par le président du bureau ;

Après vérification des actes de candidatures présentés conformément à l’article L4142-10 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Après vérification des actes de candidatures ayant été déclarés recevables par le président du bureau ;

**Décide**: (*Biffez les mentions inutiles 🡪 Conseil communal ou Conseil de l’action sociale*)

* Ont fait l’objet d’un procès-verbal d’irrecevabilité du président du bureau, sont toujours incomplètes à l’issue de la seconde présentation, et sont par conséquent écartées, les listes et candidatures suivantes :
* Liste…………………………….déposée pour l’élection du Conseil communal/Conseil de l’action sociale par M/Mme…….....................................................pour les motifs suivants[[81]](#footnote-81) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes (*biffez cette mention si la liste est présentée à l’élection du Conseil de l’action sociale)* ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.
* Candidature de M./Mme……..........................................................pour l’élection du Conseil communal/Conseil de l’action sociale pour les motifs suivants[[82]](#footnote-82) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de

candidats d’une liste unique.

* Ont été déclarées recevables par le président du bureau mais sont écartées par le bureau, les listes et candidatures suivantes :
* Liste…………………………….déposée pour l’élection du Conseil communal/Conseil de l’action sociale par M/Mme…….....................................................pour les motifs suivants[[83]](#footnote-83) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1 du Code de la Démocratie locale et de   
  la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de

candidats d’une liste unique.

* Candidature…………………………….déposée pour l’élection du Conseil communal/Conseil de l’action sociale par M/Mme……..........................................pour les motifs suivants[[84]](#footnote-84) :
* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie   
  locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.
* Ecarte pour inéligibilité la candidature de :
* M./Mme………………………………………………………………………………………………..  
  pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale.

Les motifs d’inéligibilité sont les suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* M./Mme………………………………………………………………………………………………..  
  pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale.

Les motifs d’inéligibilité sont les suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* Ecarte en raison de la non-conformité de leur sigle ou logo à l’article L4142-26, §3 du   
   Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les listes suivantes :
* Liste……………………………………...déposée par M/Mme……................................................  
  pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale.
* Liste……………………………………...déposée par M/Mme……................................................  
  pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale.
* De ne pas écarter, pour motif d’inéligibilité, malgré les observations faites à cet égard, la candidature de M/Mme………………………………………………………………………………………  
  pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale parce que les éléments dont dispose actuellement le bureau ne permettent pas de considérer l’inéligibilité comme établie.

* D’arrêter provisoirement les listes de candidats à l’élection du Conseil communal conformément à l’annexe 8 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.
* D’arrêter provisoirement les listes de candidats à l’élection du Conseil de l’action sociale conformément à l’annexe 9 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.

Le bureau prescrit, conformément aux articles L4142-14 et 15 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, l’envoi immédiat, par lettre recommandée, aux déposants qui ont fait la remise des actes de présentation où figurent les candidats écartés, d’extraits du procès-verbal reproduisant textuellement l’indication des motifs invoqués à l’appui de sa décision. Lorsque le motif invoqué est l’inéligibilité d’un candidat, l’extrait du procès-verbal est envoyé, en outre, de la même manière, à ce candidat.

**Commentaires et observations divers :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

Le

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

1. **Arrêt définitif de la liste de candidats**

*Séance du………….septembre 20…… (24ème jour avant le scrutin)*

1. Arrêt définitif

Le bureau communal est composé comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Prénom** |
| Président |  |  |
| Secrétaire |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |
| Assesseur |  |  |

Vu les articles L4142-22 à 25 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l’arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l’élection du Conseil de l’action sociale dans les communes visées à l’article 7 des lois sur l’emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons ;

Vu les listes de candidats provisoirement arrêtées le…………..septembre 20……. ;

Vu l’absence de communication du Gouvernement concernant les candidatures multiples ;

*Biffez la mention inutile*

Vu la communication du Gouvernement concernant les candidatures multiples et signalant :

……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

Vu les réclamations, introduites conformément à l’article L4142-19 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et annexées au présent procès-verbal (*annexe 10*), et notamment celle de M./Mme………………………………………………………………………………………………  
contestant l’éligibilité de M./Mme………………………………………………………………………….  
pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale[[85]](#footnote-85) ;

Vu les mémoires, actes rectificatifs ou complémentaires, annexés au présent procès-verbal (*annexe 11*), et dont le dépôt a été effectué conformément aux articles L4142-20 et 21 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu les autres documents reçus ou recueillis par le président du bureau et annexés au présent procès-verbal *(annexe 12*) ;

**Décide**: (*Biffez les mentions inutiles 🡪 Conseil communal ou Conseil de l’action sociale*)

* D’écarter comme irrégulière la liste de candidats……………………………………………….pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale[[86]](#footnote-86) provisoirement admise, déposée par M./Mme………………………………………………………………….…………….,  
  pour les motifs suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* D’écarter comme irrégulière la liste de candidats……………………………………………….pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale[[87]](#footnote-87) provisoirement admise, déposée par M./Mme………………………………………………………………….…………….,  
  pour les motifs suivants :

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

* D’admettre comme régulière la liste des candidats pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale, provisoirement écartée et déposée par M./Mme………………………  
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’admettre comme régulière la liste des candidats pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale, provisoirement écartée et déposée par M./Mme………………………  
  pour les motifs suivants :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

* D’arrêter définitivement la liste des candidats à l’élection du Conseil communal conformément à l’annexe 13 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du Bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.
* D’arrêter définitivement la liste des candidats à l’élection du Conseil de l’action sociale conformément à l’annexe 14 du présent procès-verbal, annexe qui sera, au même titre que le présent procès-verbal, signée par tous les membres du Bureau et tous les témoins à la séance de ce jour.

**Commentaires et observations divers :**

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. Déclaration d’appel

Considérant que les décisions se rapportant à l’éligibilité des candidats sont sujettes à appel, le président donne lecture des §§ 1 et 2 de l’article L4142-23.

* A la suite de cette lecture, aucune déclaration d’appel n’est formulée.
* A la suite de cette lecture, les déclarations d’appel ci-après sont formulées séance tenante par les signataires présents.
* Déclaration d’appel formulée par ou pour un candidat dont la candidature pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale a été écartée par le bureau pour motif d’inéligibilité.

Le (la) soussigné(e),

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Institué mandataire à cet effet, déclare prendre son recours à la Cour d’Appel contre la décision du bureau communal de……………………………………………………………….   
qui a écarté sa candidature ou la candidature de M/Mme :…………………………………..  
pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale :

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………, le……………………………………………………………20………….

(***Signature)***

* Déclaration d’appel formulée par ou pour un réclamant dont la réclamation tendant à écarter un candidat pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale pour motif d’inéligibilité a été rejetée.

Le (la) soussigné(e),

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Institué mandataire à cet effet, déclare prendre son recours à la Cour d’Appel contre la décision du bureau communal de………………………………………………………………  
sa déclaration indiquant l’inéligibilité de M/Mme :……………………………………………...  
pour l’élection du Conseil communal/du Conseil de l’action sociale :

Nom : ……………………………………………………………………………………………….  
Prénom : ………………........................................................................................................

Résidence principale : ……………………………………………………………………………

Fait à ………………………………………………, le……………………………………………………………20………….

(*Signature)*

Eu égard aux déclarations d’appel ci-dessus formées, le bureau décide, conformément à l’article L4142-23, §4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, de remettre les opérations de numérotage des listes et de formation des bulletins de vote, au ……….septembre 20…….. (19ème jour avant le scrutin) à 10 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance des décisions prises par la Cour d’Appel.

Pour les mêmes motifs, le président du bureau se rendra le…………septembre 20………entre 10 et 12 heures, au cabinet du président de la Cour d’Appel à l’effet de remettre un exemplaire du présent procès-verbal ainsi que tous les documents intéressant le litige qui fait l’objet d’un appel.

Ces documents sont au nombre de (*total)*…………………… :

* Au nombre de ………….pour le candidat……………………………………………………….
* Au nombre de ………….pour le candidat……………………………………………………….

Le président du bureau communal exprime le désir de lui voir notifier le dispositif des arrêts à intervenir à l’adresse suivante : …………………………………………………………………

Eu égard aux déclarations d’appel formées devant le bureau principal provincial, le bureau décide de remettre les opérations de numérotage des listes et de formation des bulletins de vote, au…………septembre 20….... (19ème jour avant le scrutin) à 10 heures, en vue de les accomplir aussitôt qu’il aura reçu connaissance du tableau des sigles ou logos et numéros d’ordre commun.

1. **Numérotage des listes et formation des bulletins de vote**

Le bureau communal,

Vu les articles L4142-32, 33 et L4142-37 à 41 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif aux opérations électorales en vue des élections communales, provinciales et de secteurs ;

Vu l’arrêté royal du 26 août 1988 déterminant les modalités de l’élection du Conseil de l’aide sociale dans les communes visées à l’article 7 des lois sur l’emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et dans les communes de Comines-Warneton et de Fourons ;

Vu l’arrêt rendu par la Cour d’Appel de……………………………………….. (*Biffez cette mention si aucun appel n’a été formulé contre la décision du bureau lors de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats) ;*

Vu les numéros d’ordre commun attribués au niveau régional, transmis par le Gouvernement conformément à l’article L4142-28 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le tableau des sigles ou logos et numéros d’ordre transmis par le président du bureau de district le ……………………………………..20……………..et annexé au présent procès-verbal *(annexe 15) ;*

Vu les actes de présentation de candidatures déposés valablement ;

**Décide que**:

La liste des candidats arrêtée définitivement est corrigée conformément à l’arrêt susvisé de la Cour d’Appel. La liste corrigée des candidats est annexée au présent procès-verbal à la suite de la liste arrêtée définitivement (*biffez cette mention si aucun appel n’a été formulé contre la décision du bureau lors de la séance d’arrêt définitif des listes de candidats*).

Les numéros d’ordre des listes de candidats à l’élection du Conseil communal définitivement arrêtées sont répartis conformément à l’annexe 11 du présent procès-verbal ;

Le bureau arrête la formule du bulletin de vote conformément au modèle fixé par le Gouvernement et joint celle-ci à l’annexe 16 du présent procès-verbal.

Les numéros d’ordre des listes de candidats à l’élection du Conseil de l’action sociale définitivement arrêtées sont répartis conformément à l’annexe 17 du présent procès-verbal.

Le bureau arrête la formule du bulletin de vote pour l’élection du Conseil communal conformément au modèle fixé par le Gouvernement et joint celle-ci à l’annexe 18 du présent procès-verbal.

Le bureau arrête la formule du bulletin de vote pour l’élection du Conseil de l’action sociale conformément au modèle fixé par le Gouvernement et joint celle-ci à l’annexe 19 du présent procès-verbal.

Les listes de candidats sont immédiatement affichées. L’affiche reproduit en gros caractères, à l’encre noire, les noms des candidats, en la forme du bulletin électoral, ainsi que leurs prénoms, profession et résidence principale. Elle reproduit aussi les instructions aux électeurs.

Conformément à l’article L4142-38 et L4135-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le président fera imprimer ou reproduire sous sa supervision les bulletins de vote à l’encore noire sur du papier électoral blanc pour l’élection communale et bleu pour l’élection du Conseil de l’action sociale, lequel papier lui est fourni par l’Administration provinciale pour compte du Gouvernement wallon. Le président peut, s’il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur du bureau ou un électeur de la circonscription au moyen du formulaire annexé au présent procès-verbal (*annexe 20*).

**Commentaires et observations divers :**

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 1**

**Acte de présentation de candidats du Conseil communal et acceptations   
de candidatures**

**Annexe 2**

**Procès-verbaux d’irrecevabilité des actes de présentation de candidats à l’élection du Conseil communal et des acceptations de candidatures**

**Annexe 3**

**Nouveaux actes de présentation de candidats à l’élection du Conseil communal et acceptations de candidatures**

**Annexe 4**

**Actes de présentation de candidats à l’élection du Conseil de l’action   
sociale et acceptations de candidatures**

**Annexe 5**

**Procès-verbaux d’irrecevabilité des actes de présentation de candidats à l’élection du Conseil de l’action sociale et des acceptations de   
candidatures**

**Annexe 6**

**Nouveaux actes de présentation de candidats à l’élection du Conseil   
de l’action sociale et acceptations de candidatures**

**Annexe 7**

**Observations écrites concernant les actes de présentation de candidats**

**Annexe 8**

**Liste des candidats au Conseil communal arrêtée provisoirement**

**Commune :** *Comines-Warneton*

**Election communale et du Conseil de l’action sociale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée provisoirement***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Conseil communal** | | | | | | |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt provisoire de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 9**

**Liste des candidats au Conseil de l’action sociale arrêtée provisoirement**

**Commune :** *Comines-Warneton*

**Election communale et du Conseil de l’action sociale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée provisoirement***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Conseil de l’action sociale** | | | | | | |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt provisoire de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 10**

**Réclamations contre la liste provisoire des candidats**

**Annexe 11**

**Mémoires et actes rectificatifs ou complémentaires**

**Annexe 12**

**Autres documents reçus par le Président du bureau entre l’arrêt   
provisoire et l’arrêt définitif de la liste des candidats**

**Annexe 13**

**Liste des candidats du Conseil communal arrêtée définitivement**

**Commune :** *Comines-Warneton*

**Election communale et du Conseil de l’action sociale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée définitivement***

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Conseil communal** | | | | | | |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt définitif de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 14**

**Liste des candidats au Conseil de l’action sociale arrêtée définitivement**

**Election communale et du Conseil de l’action sociale**

**-**

***Liste des candidats arrêtée définitivement***

**Commune :** *Comines-Warneton*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Conseil de l’action sociale** | | | | | | |
| **Lettre de dépôt** | **Nom** | **Prénom** | **sexe (F/M)** | **Profession** | **Résidence principale** | **N°d’identification au registre national** |
| **Liste AAA** | | | | | | | |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |

Vu pour être annexé au procès-verbal de l’arrêt définitif de la liste des candidats.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20………..

**Le Secrétaire, Les Assesseurs, Le Président, Les Témoins,**

(Signature) (Signatures) (Signature) (Signatures)

**Annexe 15**

**Tableau des sigles et numéros d’ordre commun**

**Annexe 16**

**Tableau des numéros d’ordre attribués aux listes de candidats au   
Conseil communal**

**Annexe 17**

**Tableau des numéros d’ordre attribués aux listes de candidats au   
Conseil de l’action sociale**

**Annexe 18**

**Formule du bulletin de vote pour l’élection du Conseil communal**

**Annexe 19**

**Formule du bulletin de vote pour l’élection du Conseil   
de l’action sociale**

**Annexe 20**

**Modèle de mandat pour la surveillance de la confection   
des bulletins de vote**

**Élection du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton**

**-**

***Procès-verbal en cas d’élection sans lutte***

**Province :** Hainaut

**Commune :** Comines-Warneton

Vu l'arrêt définitif de la liste des candidats ;

Attendu que le nombre des candidats effectifs régulièrement présentés n'excède pas celui des mandats à conférer ;

Proclame immédiatement élus conseillers de l’action sociale :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| A - Effectifs : | B - Effectifs : | C - Effectifs : (2) |
| MM. | MM. | MM. |
| 1. | 1. | 1. |
| 2. | 2. | 2. |
| 3. | 3. | 3. |
| 4. | 4. | 4. |
| 5. | 5. | 5. |
| 6. | 6. | 6. |
| 7. | 7. | 7. |
| 8. | 8. | 8. |
| 9. | 9. | 9. |
| 10. | 10. | 10. |
| 11. | 11. | 11. |
| 12. | 12. | 12. |
| 13. | 13. | 13. |

De tout quoi, le présent procès-verbal a été rédigé et signé séance tenante. Il sera adressé immédiatement à la députation permanente du conseil provincial, avec les actes de présentation et d'acceptation. Des extraits seront adressés aux élus et seront publiés par voie d'affichage, dans la commune de .....................................................

A .................., le............. 2018.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Le secrétaire, | Les membres du bureau, | Le président, | Les témoins, |
| (s.) | (s.) | (s.) | (s.) |

(1) Ce procès-verbal sera établi le jeudi 24ème jour avant l'élection ou, en cas d'appel le lundi 20ème jour avant l'élection, après rectification éventuelle de la liste des candidats, conformément aux décisions de la Cour d'appel.

(2) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.)

**Élections communales**

**-**

***Notification du rejet de candidature***

**Province :** ……………………………………………..

**Commune :** …………………………………………….

Le Président du Bureau communal,

Après examen de l’acte de présentation de candidature déposé par : M/Mme

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………

Déclare celui-ci irrecevable pour les motifs suivants (cocher les mentions utiles et justifier cette décision) :

* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des

listes ;

* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

En conséquence, la présentation de candidature, telle qu’elle est présentée, est rejetée.

Les déposants sont admis à présenter un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la démocratie locale et de la décentralisation jusqu’à la fin du délai prévu pour la présentation des candidatures, soit le……...……………….20….., à ……. heures.

A cet effet, les modifications ou ajouts suivants doivent être apportés à l’acte de présentation :

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………

A ……………………………, le ………………… 20……

Le Président, Le(s) déposant(s),

Disposition applicable

**Art. L4142-10.** §1er. Lors du dépôt des candidatures, le président du bureau de circonscription examine, avec

le ou les déposants, la recevabilité des actes de présentation.

Cet examen porte sur :

1° le nombre de signatures régulières;

2° le respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5;

3° la présence des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6;

4° le respect du prescrit de l’article L4142-7 concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

§2. L’acte de présentation qui remplit toutes ces conditions est déclaré recevable et sera soumis au bureau.

§3. L’acte de présentation erroné ou incomplet est déclaré irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l’irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de l’acte de présentation en cause, qui en reçoit (reçoivent) une copie. Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants a (ont) la possibilité de soumettre à l’examen du bureau un acte de présentation conforme.

**Élections Provinciales**

**-**

***Notification du rejet de candidature***

**Province :** ……………………………………………..

**District :** ……………………………………………….

Le Président du Bureau de district,

Après examen de l’acte de présentation de candidature déposé par : M/Mme

…………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………

……………………………………………………………………………………………………………………

Déclare celui-ci irrecevable pour les motifs suivants (cocher les mentions utiles et justifier cette décision) :

* Non-respect du nombre de signatures régulières ;
* Non-respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect de l’obligation d’insertion des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des

listes ;

* Non-respect du prescrit de l’article L4142-7, §2 du Code concernant le nombre de   
  candidats d’une liste unique.

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………………

En conséquence, la présentation de candidature, telle qu’elle est présentée, est rejetée.

Les déposants sont admis à présenter un acte de présentation conforme au prescrit du Code de la démocratie locale et de la décentralisation jusqu’à la fin du délai prévu pour la

présentation des candidatures, soit le……...……………….20…., à ……. heures.

A cet effet, les modifications ou ajouts suivants doivent être apportés à l’acte de présentation :

………………………………………………………………………………………………………….

…………………………………………………………………………………………………………..………………………………………………………………………………………………………....

………………………………………………………………………………………………………….

…………………………………………………………………………………………………………..………………………………………………………………………………………………………....

………………………………………………………………………………………………………….

…………………………………………………………………………………………………………..………………………………………………………………………………………………………....

A ……………………………, le ………………… 20……

Le Président, Le(s) déposant(s),

Disposition applicable

**Art. L4142-10.** §1er. Lors du dépôt des candidatures, le président du bureau de circonscription examine, avec

le ou les déposants, la recevabilité des actes de présentation.

Cet examen porte sur:

1° le nombre de signatures régulières;

2° le respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5;

3° la présence des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6;

4° le respect du prescrit de l’article L4142-7 concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

§2. L’acte de présentation qui remplit toutes ces conditions est déclaré recevable et sera soumis au bureau.

§3. L’acte de présentation erroné ou incomplet est déclaré irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l’irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de l’acte de présentation en cause, qui en reçoit (reçoivent) une copie. Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants a (ont) la possibilité de soumettre à l’examen du bureau un acte de présentation conforme.

**Élections communales et provinciales**

**-**

***Récépissé d’une réclamation***

**Province :** ……………………………………………..

**District :** ……………………………………………….

**Commune :** …………………………………………….

Je soussigné(e), Président(e) du bureau [ ] communal, [ ] de district (cochez la mention adéquate), reconnaît avoir reçu de M./Mme …………………………(1) dans le délai imparti, une réclamation motivée contre l’admission de la candidature de M./Mme……………………..aux élections [ ] communales, [ ] provinciales (cochez la mention adéquate) du 14 octobre 2018.

A…………………………………………, le……………………………20 ….

Le (La) Président(e),

Seuls les candidats et les déposants des listes sont admis à formuler une réclamation contre l’admission de certaines candidatures.

Disposition applicable

**Art. L4142-10.** §1er. Lors du dépôt des candidatures, le président du bureau de circonscription examine, avec le ou les déposants, la recevabilité des actes de présentation.

Cet examen porte sur :

1° le nombre de signatures régulières;

2° le respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5;

3° la présence des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6;

4° le respect du prescrit de l’article L4142-7 concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

§2. L’acte de présentation qui remplit toutes ces conditions est déclaré recevable et sera soumis au bureau.

§3. L’acte de présentation erroné ou incomplet est déclaré irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l’irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de l’acte de présentation en cause, qui en reçoit (reçoivent) une copie. Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants a (ont) la possibilité de soumettre à l’examen du bureau un acte de présentation conforme.

**Élection du Conseil de l’action sociale de Comines-Warneton**

**-**

***Récépissé d’une réclamation***

**Province :** Hainaut

**Commune :** Comines-Warneton

Le soussigné, président du bureau communal, reconnaît avoir reçu de

.....................................................………….............. (1) dans le délai imparti par la loi, une réclamation motivée contre l'admission de la candidature de M……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..

à l’élection du conseil de l'action sociale.

A..…………….........., le................ 20…..

Le Président,

Seuls les candidats et les déposants des listes sont admis à formuler une réclamation contre l’admission de certaines candidatures.

Disposition applicable

**Art. L4142-10.** §1er. Lors du dépôt des candidatures, le président du bureau de circonscription examine, avec le ou les déposants, la recevabilité des actes de présentation.

Cet examen porte sur :

1° le nombre de signatures régulières;

2° le respect des mentions prévues à l’article L4142-4, §5;

3° la présence des déclarations énumérées à l’article L4142-4, §6;

4° le respect du prescrit de l’article L4142-7 concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes.

§2. L’acte de présentation qui remplit toutes ces conditions est déclaré recevable et sera soumis au bureau.

§3. L’acte de présentation erroné ou incomplet est déclaré irrecevable. Un procès-verbal des motifs de l’irrecevabilité est rédigé sur-le-champ. Il est contresigné par le ou les déposants de l’acte de présentation en cause, qui en reçoit (reçoivent) une copie. Jusqu’à la fin du délai prévu pour le dépôt des candidatures, le ou les déposants a (ont) la possibilité de soumettre à l’examen du bureau un acte de présentation conforme.

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Notification d’une réclamation**

**Province :** ……………………………………………..

**District :** ……………………………………………….

**Commune :** …………………………………………….

Je soussigné(e), Président(e) du bureau [ ] communal, [ ] de district (cochez la mention adéquate) porte à la connaissance de Mr./Mme[[88]](#footnote-88)……………………………., électeur déposant de l’acte de présentation des candidatures de Mrs/Mmes

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………………………………………..…………………………. et consorts aux élections [ ] communales, [ ] provinciales (cochez la mention adéquate) du … octobre 20…., qu’une réclamation invoquant les motifs indiqués ci-dessous m’a été remise contre l’admission des candidatures de Madame, Monsieur,……………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

…………………………………………………………………. figurant dans ledit acte.

Motifs de cette réclamation :

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

A..…………….........., le................ 20…..

Le (La) Président(e),

(1) Je soussigné(e) ), Président(e) du bureau [ ] communal, [ ] de district[[89]](#footnote-89) (cochez la mention adéquate)porte à la connaissance de Mr./Mme ……………………………………………., candidat(e) aux élections [ ] communales, [ ] provinciales (cochez la mention adéquate) du ….octobre 20…, qu’une réclamation invoquant les motifs indiqués ci- dessous m’a été remise, contestant son éligibilité :

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

J’attire votre attention sur les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation reproduites ci-après.

A..…………….........., le................ 20…..

Le (La) Président(e),

**Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**

**Art. L4142-19.** §1er. Le jour suivant l’arrêt provisoire, entre 13 et 16 heures, au lieu indiqué aux articles [L4125-2, §2](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5926133), et [L4125-3, §3](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5926220), les déposants des listes ou, à leur défaut, l’un des candidats qui y figurent, peuvent remettre au président du bureau de circonscription qui leur en donne récépissé, une réclamation motivée contre l’admission de certaines candidatures.

§2. Le président du bureau de circonscription donne immédiatement connaissance de la réclamation au déposant qui a fait la remise de l’acte de présentation attaqué et qui se trouve désigné le premier dans l’acte de présentation, par lettre recommandée indiquant les motifs de la réclamation.

Si l’éligibilité d’un candidat est contestée, celui-ci en est en outre informé directement de la même manière.

§3. Le président procède en outre aux investigations prévues à l’article [L4142-15, §§2 à 5](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927535).

Il peut procéder aux investigations qu’il juge utiles quant aux autres irrégularités alléguées.

**Art. L4142-20.** Le lendemain, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué à l’article [L4142-19](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927572), les déposants des listes ou des candidatures écartées, ou à leur défaut l’un des candidats qui figurent sur ces listes ou qui sont écartés, peuvent remettre au président du bureau de circonscription qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l’arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l’irrégularité en cause est l’inéligibilité d’un candidat, celui-ci peut déposer un mémoire dans les mêmes conditions.

**Art. L4142-21.** §1er. Ils peuvent, dans ce même délai, déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

§2. L’acte est recevable s’il rectifie ou complète un acte écarté pour non-respect des conditions prévues à l’article [L4142-10](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927452).

§3. Cet acte ne peut comprendre le nom d’aucun candidat nouveau, sauf s’il s’agit d’un acte écarté pour non-respect de l’article L4142-7, 2°, concernant la composition équilibrée des listes.

Les nouveaux candidats proposés doivent déposer un acte de présentation conforme aux prescriptions de l’article [L4142-4, §§5](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927315) et [6](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927327).

L’acte ne peut en tout état de cause modifier l’ordre de présentation adopté dans l’acte écarté.

Au même moment, les déposants d’une liste unique, visées à l’article L4112-4, §2, alinéa 2, ou à défaut, l’un des candidats qui y figurent, déposent auprès du président du bureau de circonscription qui en donne récépissé, le nombre de candidatures nécessaires afin de respecter les prescrits de l’article L4142-7.

Les noms des candidats sont placés à la suite de la liste déjà établie dans le respect des prescrits de l’article L4142-7, §1er, alinéa 1, 2°.

§4. La réduction du nombre trop élevé de candidats ne peut résulter que d’une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d’acceptation.

§5. Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants ainsi que les énonciations régulières de l’acte écarté restent acquises, si l’acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

**Art. L4142-22.** Le même jour, à 16 heures, le bureau de circonscription se réunit et examine les documents reçus par le président conformément aux articles [L4142-20](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927597) et [21](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927605).

Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes, ou à leur défaut, les candidats qui ont fait la remise de l’un ou l’autre des documents prévus aux articles [L4142-19](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927572), [L4142-20](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927597) ou [L4142-21, §1er](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927605), ainsi que les témoins désignés en vertu de l’article [L4134-1, §1er](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5926891).

Lorsque l’éligibilité d’un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Leur présence personnelle ou par mandataire est une condition de recevabilité de l’appel prévu à l’article [L4142-23, §2](https://wallex.wallonie.be/index.php?doc=7522#FR_5927681).

Il statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s’ils le désirent. Il rectifie, s’il y a lieu, la liste des candidats.

**Élection du Conseil de l’action sociale de Comines-warneton**

**-**

**N**OTIFICATION D’UNE RECLAMATION

*A utiliser quel que soit l’objet de la réclamation*

Je soussigné(e), Président(e) du bureau communal porte à la connaissance de Mr./Mme[[90]](#footnote-90)……………………………., électeur déposant de l’acte de présentation des candidatures de ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………..…………………………. et consorts à l’élection du conseil de l'action sociale, qu'une réclamation invoquant les motifs indiqués ci-dessus lui a été remise contre l'admission des candidatures de

....................………………………………...............................................................

............................................................………….................................................

............................................................…………………………………………………

figurant dans le dit acte

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

………………………………………………………………………………………………………

*A n’utiliser qu’en cas de contestation de l’éligibilité*

Le président du bureau communal porte à la connaissance de ………………………………………………………………………………………… candidat à l’élection du conseil de l’action sociale, qu’une réclamation invoquant les motifs indiqués ci-dessous lui a été remise, contestant son éligibilité ………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Il attire son attention sur les dispositions du Code électoral reproduites ci-après.

A……………………………., le……………………………….20…...

Le (La) Président(e),

**Extrait du Code électoral**

En application de l'article 26 de la Loi électorale communale, les articles suivants du Code électoral doivent être lus comme suit :

**Art. 123.** - Les déposants des listes admises ou écartées, ou à leur défaut l'un des candidats qui y figurent, peuvent le vingt-quatrième jour avant le scrutin, entre 14 et 16 heures, au lieu indiqué pour la remise des actes de présentation, remettre au président du bureau principal qui en donne récépissé, un mémoire contestant les irrégularités retenues lors de l'arrêt provisoire de la liste des candidats ou invoquées le lendemain de cet arrêt. Si l'irrégularité en cause est l'inéligibilité d'un candidat, un mémoire peut être déposé dans les mêmes conditions.

Le cas échéant, les personnes visées à l'alinéa précédent, peuvent déposer un acte rectificatif ou complémentaire.

L'acte rectificatif ou complémentaire n'est recevable que dans le cas où un acte de présentation ou bien un ou

plusieurs candidats, qui figurent sur un de ces actes, ont été écartés pour l'un des motifs suivants :

1° absence du nombre requis de signatures régulières d'électeurs présentants ;

2° nombre trop élevé de candidats titulaires ou suppléants ;

3° défaut d'acceptation régulière ;

4° absence ou insuffisance de mentions relatives aux nom, prénoms, date de naissance, profession, domicile et adresse complète des candidats ou des électeurs autorisés à déposer l'acte;

5° l'inobservation des règles concernant le classement des candidats ou la disposition de leurs noms;

6° non-respect des règles relatives à la composition équilibrée des listes, visées par l'article 23, alinéa 12, de la Loi électorale communale.

Sauf dans le cas prévu au 6° de l'alinéa précédent, l'acte rectificatif ou complémentaire ne eut comprendre le nom d'aucun candidat nouveau. Il ne peut en tout état de cause modifier l'ordre de présentation adopté dans l'acte écarté.

La réduction du nombre trop élevé de candidats-titulaires ou suppléants ne peut résulter que d'une déclaration écrite, par laquelle un candidat retire son acte d'acceptation.

Les nouveaux candidats proposés conformément à l'alinéa 3, 6°, doivent accepter par une déclaration écrite la candidature qui leur est offerte. Les signatures valables des électeurs et des candidats acceptants, ainsi que les énonciations régulières de l'acte écarté restent acquises, si l'acte rectificatif ou complémentaire est accepté.

**Art. 124.** Le vingt-quatrième jour avant le scrutin, à 16 heures, le bureau principal se réunit. Le cas échéant, il examine les documents reçus par le président en conformité des articles 121, 122 et 123, et statue à leur égard après avoir entendu les intéressés s'ils le désirent. Il rectifie, s'il y a lieu, la liste des candidats et arrête définitivement celle-ci. Sont seuls admis à assister à cette séance, les déposants des listes ou à leur défaut, les candidats qui ont fait remise de l'un ou l'autre des documents prévus aux articles 121 et 123, ainsi que les témoins désignés en vertu de l'article 116, par les candidats de ces listes. Lorsque l'éligibilité d'un candidat est contestée, ce candidat et le réclamant peuvent également assister à la séance, soit personnellement, soit par mandataire. Leur présence personnelle, ou par mandataire, est une condition de recevabilité de l'appel prévu à l'article 125.

**Art. 125**. Lorsque le bureau principal rejette une candidature pour inéligibilité d'un candidat, il en fait mention au procès-verbal et, si le candidat écarté est présent ou représenté, le président invite le candidat ou son mandataire à signer, s'il le désire, sur le procès-verbal une déclaration d'appel.

En cas de rejet d'une réclamation invoquant l'inéligibilité d'un candidat, la même procédure est d'application et le réclamant ou son mandataire est invité à signer, s'il le désire, une déclaration d'appel.

En cas d'appel, l'affaire est fixée devant la première Chambre de la Cour d'appel du ressort, le vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié, ce sans assignation ni convocation. Les décisions du bureau principal, autres que celles se rapportant à l'éligibilité des candidats, ne sont pas sujettes à appel.

**Art.125bis**. Le président de la Cour d'appel se tient à la disposition des présidents des bureaux principaux de son ressort, le vingt-troisième jour avant l'élection, entre 11 et 13 heures, en son Cabinet, pour y recevoir, de leurs mains, une expédition des procès-verbaux contenant les déclarations d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges dont les bureaux principaux ont eu connaissance. Assisté de son greffier, il dresse l'acte de cette remise.

**Art. 125ter**. Le président de la Cour d'appel porte l'affaire au rôle d'audience de la première Chambre de la Cour d'appel le vingtième jour avant l'élection, à 10 heures du matin, même si ce jour est un jour férié. La première Chambre de la Cour d'appel examine les affaires d'éligibilité toutes affaires cessantes. A l'audience publique, le président donne lecture des pièces du dossier. Il donne ensuite la parole à l'appelant et, éventuellement, à l'intimé; ceux-ci peuvent se faire représenter et assister d'un conseil. La Cour, après avoir entendu le Procureur Général en son avis, statue séance tenante par un arrêt dont il est donné lecture en audience publique; cet arrêt n'est pas signifié à l'intéressé mais est déposé au greffe de la Cour où l'intéressé peut en prendre communication sans frais. Le dispositif de l'arrêt est porté télégraphiquement à la connaissance du président du bureau principal, au lieu indiqué par celui-ci, par les soins du ministère public. Le dossier de la Cour, accompagné d'une expédition de l'arrêté, est envoyé dans la huitaine au greffier de l'assemblée chargée d'examiner les pouvoirs des élus.

**Art. 125quater**. Les arrêts visés à l'article 125ter ne sont susceptibles d'aucun recours.

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Mandat pour la surveillance de la confection des bulletins**

Le…………………………………20…….

Je soussigné(e)……………………….., président(e) du bureau de circonscription de

………………………………………….……………………………………………………………………(nom de la commune ou du district)

déclare mandater

M./Mme………………………………………………, assesseur en mon bureau/électeur en ma

circonscription (1) et domicilié à

………………………………………………………………. (adresse complète), à l’effet de procéder à la surveillance, en mon nom et pour mon compte, de la confection des bulletins de vote en vue des élections du ….. octobre 20…..

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »).

**Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**

Art. L4142-38 §5

Le président du bureau de circonscription surveille la confection des bulletins de vote par le prestataire.

Il peut, s’il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur de son bureau ou un électeur de sa circonscription, en rédigeant un mandat dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Une fois imprimés, les bulletins de vote sont, en présence du président du bureau de circonscription, pliés en quatre à angle droit de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l’intérieur et placés sous enveloppe scellée à raison d’une enveloppe par local de vote. La suscription extérieure de l’enveloppe indique, outre l’adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu’elle contient.

L’imprimeur remet ensuite au président du bureau de circonscription un exemplaire du bulletin de vote qui le concerne marqué « spécimen », ainsi qu’une quittance dûment complétée et signée, dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

La quittance visée à l’alinéa précédent contient les mentions suivantes :

1° les quantités de papier reçues, imprimées et livrées ;

2° la bonne restitution de la plaque d’impression des bulletins de vote ;

3° la déclaration sur l’honneur du déclarant que celui-ci n’a pas livré de bulletin de vote à des tiers ;

Le président du bureau ou le mandataire désigné à cet effet rédige un rapport d’impression et l’envoie, accompagné du mandat attestant sa qualité et de la déclaration sur l’honneur de l’imprimeur, au gouverneur de province qui en accuse réception.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote sont conservées chez l’imprimeur dans des lieux sécurisés jusqu’à la veille du jour du scrutin.

Au cas où la livraison des bulletins de vote est prise en charge par le collège communal, celui-ci procède, dès la mise sous enveloppe, à l’enlèvement chez l’imprimeur et conserve les bulletins dans ses locaux, suffisamment sécurisés et gardés jusqu’à la veille du scrutin.

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Modèle de quittance remise par le prestataire en charge de l’impression des bulletins de vote**

Le…………………………………20…….

Je soussigné(e) ……………………………agissant en qualité d’agent de l’imprimerie………

située……………………………………………………..(adresse complète), déclare

1. avoir reçu de M./Mme…………………….(nom) …….. ………..(qualité) …….feuilles de papier aux fins d’impression des bulletins de vote.

2. avoir confectionné…… bulletins de vote dans chaque feuille de papier.

3. avoir livré …….. bulletins de vote (nombre total), répartis comme suit :

Bureau de vote n°…………de………. (commune) …….bulletins de vote.

4. n’avoir pas utilisé……feuilles de papier que je restitue.

5. avoir restitué au président du bureau de circonscription la plaque d’impression des bulletins de vote.

En outre, je déclare sur l’honneur n’avoir fourni aucun bulletin de vote correspondant à la même description à aucune autre personne qu’au président du bureau de circonscription pour le spécimen et aux présidents des bureaux de vote de la circonscription pour les bulletins qui seront utilisés en vue des élections du ... octobre….20…

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »).

Bon pour …feuilles restituées.

Bon pour …….feuilles détériorées lors de l’impression

Signature…………………………………… Président du bureau de circonscription

Veuillez signaler les noms, prénoms, fonction(s) et adresse de toutes les personnes ayant travaillé à l’impression, au comptage, au pliage, à l’emballage et à la livraison des bulletins de vote. Ces coordonnées doivent être accompagnées de la signature de chacun des collaborateurs et suivies de la mention « lu et approuvé » :

* M/Mme ……………
* M/Mme ……………
* M/Mme ……………

**Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**

Art. L4142-38 §5

Le président du bureau de circonscription surveille la confection des bulletins de vote par le prestataire.

Il peut, s’il le souhaite, déléguer à cette fin un assesseur de son bureau ou un électeur de sa circonscription, en rédigeant un mandat dont le modèle est fixé par le gouvernement.

Une fois imprimés, les bulletins de vote sont, en présence du président du bureau de circonscription, pliés en quatre à angle droit de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l’intérieur et placés sous enveloppe scellée à raison d’une enveloppe par local de vote. La suscription extérieure de l’enveloppe indique, outre l’adresse du destinataire, le nombre de bulletins qu’elle contient.

L’imprimeur remet ensuite au président du bureau de circonscription un exemplaire du bulletin de vote qui le concerne marqué « spécimen », ainsi qu’une quittance dûment complétée et signée, dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

La quittance visée à l’alinéa précédent contient les mentions suivantes :

1° les quantités de papier reçues, imprimées et livrées ;

2° la bonne restitution de la plaque d’impression des bulletins de vote ;

3° la déclaration sur l’honneur du déclarant que celui-ci n’a pas livré de bulletin de vote à des tiers ;

Le président du bureau ou le mandataire désigné à cet effet rédige un rapport d’impression et l’envoie, accompagné du mandat attestant sa qualité et de la déclaration sur l’honneur de l’imprimeur, au gouverneur de province qui en accuse réception.

Les enveloppes contenant les bulletins de vote sont conservées chez l’imprimeur dans des lieux sécurisés jusqu’à la veille du jour du scrutin.

Au cas où la livraison des bulletins de vote est prise en charge par le collège communal, celui-ci procède, dès la mise sous enveloppe, à l’enlèvement chez l’imprimeur et conserve les bulletins dans ses locaux, suffisamment sécurisés et gardés jusqu’à la veille du scrutin.

**Récépissé**

A renvoyer à Madame, Monsieur …………………………………………………………………..

Président du bureau communal/de district de ………………………………………………………

Adresse :

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

N.B. : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier

Je soussigné(e), ……………………………………………………. désigné(e) pour remplir les fonctions de Président du bureau de vote n°..., siégeant à…………….............…………..........., déclare avoir reçu, en date du ............................................, les enveloppes cachetées contenant les bulletins de vote pliés et en nombre correct de M./Mme…………………………………

A......…………........ , le ................. 20…

Signature,

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Rapport d’impression des bulletins de vote**

Le…………………………………20…….

Je soussigné …………………………………………………, Président du bureau communal / de district (biffer la mention inutile) de …………………, certifie que le présent rapport d’impression est complet et exact.

Nombre de feuillets envoyés au Président du bureau de circonscription : ………………………………………. (1)

Nombre de bulletins transmis aux présidents des bureaux de vote :

|  |  |
| --- | --- |
| Bureau de vote n°1 |  |
| Bureau de vote n° 2 |  |
| Bureau de vote n°3 |  |
| Sous-total |  |
| Nombre de feuillets détériorés dans l’impression |  |
| Nombre de feuillets non-employés |  |
| Total |  |

Les feuillets détériorés et les feuillets non employés sont annexés, sous pli cacheté, au présent rapport qui sera joint au procès-verbal de candidatures du bureau de circonscription.

A …………………………, le ………………….20 ….

Le Président du bureau

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Déclaration sur l’honneur du membre du personnel communal en charge de la livraison des bulletins de vote**

Le…………………………………20…….

Je soussigné(e) ……………………………agissant en qualité de membre du personnel communal de……………..(nom de la commune) déclare sur l’honneur avoir été désigné(e), sur délégation et sous la responsabilité du Collège communal, pour effectuer, dans les plus brefs délais, la livraison en bonne et due forme des enveloppes contenant les bulletins de vote de l’imprimerie……..(nom) située………………………………..(adresse complète) aux présidents des bureaux de vote en vue des élections du … octobre 20…., dans les bureaux n°…………………………….(préciser le numéro du bureau de vote).

Signature (précédée de la mention « lu et approuvé »)

**Extrait du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.**

L4142-41 §1

La veille du jour fixé pour le scrutin, le président du bureau de circonscription ordonne la livraison à chacun des présidents des bureaux de vote des enveloppes cachetées contenant des bulletins nécessaires à l’élection, pliés et en nombre correct. Le président du bureau de vote signe un accusé de réception qui est ensuite transmis au président du bureau de circonscription.

Cette livraison est effectuée par le prestataire chargé de la confection des bulletins de vote. Au cas où la livraison est confiée à un membre du personnel communal désigné par le collège, ce fonctionnaire complète et signe la déclaration sur l’honneur dont le modèle est fixé par le gouvernement.

L’enveloppe contenant les bulletins destinés à un local de vote reste scellée jusqu’au moment de l’installation du bureau de vote.

**Récépissé**

A renvoyer à Madame, Monsieur, ...........................…………………….……………………………

Président(e) du Bureau communal / de district (1) de ……………………………………………….

Adresse :

……………………………………………………………………………………………………………

N.B. : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e), ……………………………………………………. désigné(e) pour remplir les fonctions de Président(e) du bureau de vote n°..., siégeant à…………….............…………..........., déclare avoir reçu, en date du ............................................, les enveloppes cachetées contenant les bulletins de vote pliés et en nombre correct de M./Mme

A......…………........ , le ................. 20..

Signature,

**DECLARATION UNILATERALE DE GROUPEMENT**

**Province :** …………………………………………………

**Arrondissement :** ………………………………………..

…………………………………………….

Nous, soussignés, candidats présentés pour l’élection au Conseil provincial dans le district de :

sur la liste portant le sigle ou le logo : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

et comportant les candidats suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| N°D'ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) |
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |
| 5 |  |

autorisés à cette fin par les personnes qui nous ont présentés, déclarons, au nom de notre liste, former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, par application des articles L4142-34 à 36 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, avec les candidats dont les noms suivent.

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| N°D'ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) |
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |
| 5 |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| N°D'ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) |
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |
| 5 |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| N°D'ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) |
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |
| 5 |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| N°D'ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) |
| 1 |  |
| 2 |  |
| 3 |  |
| 4 |  |
| 5 |  |

Pour l'ensemble du groupe, nous désignons M./Mme\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

comme témoin, et M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ comme témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central d'arrondissement.

Fait à ............... , le................... 20…..

(Signatures de deux des trois premiers candidats de la liste. Pour le candidat isolé, sa signature suffit.)

**EXTRAITS DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION**

**Article L4142-34.** § 1er. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d’arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu’une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1°dans leur acte d’acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d’effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d’autres districts du même arrondissement ;

2°l’autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l’acte de présentation de chacun de ces candidats ;

3°la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes ;

4°une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n’y a pas de groupement.

Les conditions 1°et 2°sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3°et 4°sont prescrites sous peine de nullité.

Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

**Article L4142-35.** § 1er. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l’une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

**Article L4142-36.** § 1er. Le bureau central d’arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s’il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l’ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu’il l’a arrêté pour son district.

Le Gouvernement peut décider que l’encodage se fera au moyen d’un logiciel, conformément à l’article L4141-1, § 1er.

§ 2. Le président du bureau central d’arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l’article L4141-1, § 2. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

**RECEPISSE**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

président du bureau central d’arrondissement de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

déclare avoir reçu de M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

l’acte de déclaration de groupement déposé le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ et signé par

M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

A ………………………………, le …………………. 20……

Le président,

Province : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Arrondissement électoral : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**DECLARATION RECIPROQUE DE GROUPEMENT**

Nous, soussignés, candidats présentés pour l’élection au Conseil provincial dans les districts indiqués ci-après, autorisés à cette fin par les personnes qui nous ont présentés, déclarons, au nom de nos listes, former groupe, au point de vue de la répartition des sièges par application des articles L4142-34 à 36 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, avec les candidats des listes indiquées dans le présent acte :

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Pour l’ensemble du groupe, nous désignons M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Comme témoin, et M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Comme témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central d’arrondissement.

Fait à ………………………., le …………………. 20………..

**EXTRAITS DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION**

**Article L4142-34.** § 1er. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d’arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu’une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1°dans leur acte d’acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d’effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d’autres districts du même arrondissement ;

2°l’autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l’acte de présentation de chacun de ces candidats ;

3°la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes ;

4°une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n’y a pas de groupement.

Les conditions 1°et 2°sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3°et 4°sont prescrites sous peine de nullité.

Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

**Article L4142-35.** § 1er. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l’une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

**Article L4142-36.** § 1er. Le bureau central d’arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s’il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l’ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu’il l’a arrêté pour son district.

Le Gouvernement peut décider que l’encodage se fera au moyen d’un logiciel, conformément à l’article L4141-1, § 1er.

§ 2. Le président du bureau central d’arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l’article L4141-1, § 2. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

**RECEPISSE**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

président du bureau central d’arrondissement de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

déclare avoir reçu de M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

l’acte de déclaration de groupement déposé le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et signé,

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

A ………………………………, le …………………. 20……

Le président,

Province : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Arrondissement électoral : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**TABLEAU DES LISTES FORMANT GROUPE**

Sur la base des listes de candidats telles qu’elles ont été arrêtées définitivement et vu les déclarations de groupement, le bureau central d’arrondissement arrête comme suit le tableau des listes formant groupe :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupe n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | PROFESSION | RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| Groupe n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | PROFESSION | RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |

Copie sera adressée aux présidents de tous les collèges de district intéressés avec prière de faire afficher les listes dans toutes les communes de leur district.

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal en présence des témoins.

Fait à ………………………., le …………………. 20………..

Le Secrétaire, Les Assesseurs, Les Témoins, Le Président,

**EXTRAITS DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION**

**Article L4142-34.** § 1er. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d’arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu’une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1°dans leur acte d’acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d’effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d’autres districts du même arrondissement ;

2°l’autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l’acte de présentation de chacun de ces candidats ;

3°la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes ;

4°une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n’y a pas de groupement.

Les conditions 1°et 2°sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3°et 4°sont prescrites sous peine de nullité.

Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

**Article L4142-35.** § 1er. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l’une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

**Article L4142-36.** § 1er. Le bureau central d’arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s’il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l’ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu’il l’a arrêté pour son district.

Le Gouvernement peut décider que l’encodage se fera au moyen d’un logiciel, conformément à l’article L4141-1, § 1er.

§ 2. Le président du bureau central d’arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l’article L4141-1, § 2. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

**DECLARATION RECIPROQUE DE GROUPEMENT**

Nous, soussignés, candidats présentés pour l’élection au Conseil provincial dans les districts indiqués ci-après, autorisés à cette fin par les personnes qui nous ont présentés, déclarons, au nom de nos listes, former groupe, au point de vue de la répartition des sièges par application des articles L4142-34 à 36 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, avec les candidats des listes indiquées dans le présent acte :

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Liste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ du district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° D’ORDRE | NOM ET PRENOM DES CANDIDATS (mentionner tous les candidats de la liste) | Signature de deux des trois premiers candidats ou du candidat isolé |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |
| 5 |  |  |

Pour l’ensemble du groupe, nous désignons M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Comme témoin, et M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Comme témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central d’arrondissement.

Fait à ………………………., le …………………. 20………..

**EXTRAITS DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION**

**Article L4142-34.** § 1er. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d’arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu’une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1°dans leur acte d’acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d’effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d’autres districts du même arrondissement ;

2°l’autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l’acte de présentation de chacun de ces candidats ;

3°la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes ;

4°une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n’y a pas de groupement.

Les conditions 1°et 2°sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3°et 4°sont prescrites sous peine de nullité.

Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

**Article L4142-35.** § 1er. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l’une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

**Article L4142-36.** § 1er. Le bureau central d’arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s’il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l’ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu’il l’a arrêté pour son district.

Le Gouvernement peut décider que l’encodage se fera au moyen d’un logiciel, conformément à l’article L4141-1, § 1er.

§ 2. Le président du bureau central d’arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l’article L4141-1, § 2. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

**RECEPISSE**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

président du bureau central d’arrondissement de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

déclare avoir reçu de M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

l’acte de déclaration de groupement déposé le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et signé,

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

pour le district : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

par M./Mme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

A ………………………………, le …………………. 20……

Le président,

Province : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Arrondissement électoral : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**TABLEAU DES LISTES FORMANT GROUPE**

Sur la base des listes de candidats telles qu’elles ont été arrêtées définitivement et vu les déclarations de groupement, le bureau central d’arrondissement arrête comme suit le tableau des listes formant groupe :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupe n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | PROFESSION | RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| Groupe n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | PROFESSION | RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |

Copie sera adressée aux présidents de tous les collèges de district intéressés avec prière de faire afficher les listes dans toutes les communes de leur district.

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal en présence des témoins.

Fait à ………………………., le …………………. 20………..

Le Secrétaire, Les Assesseurs, Les Témoins, Le Président,

**EXTRAITS DU CODE DE LA DEMOCRATIE LOCALE ET DE LA DECENTRALISATION**

**Article L4142-34.** § 1er. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d’arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu’une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes :

1°dans leur acte d’acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marqué leur intention d’effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d’autres districts du même arrondissement ;

2°l’autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l’acte de présentation de chacun de ces candidats ;

3°la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes ;

4°une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n’y a pas de groupement.

Les conditions 1°et 2°sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3°et 4°sont prescrites sous peine de nullité.

Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

**Article L4142-35.** § 1er. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l’une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe.

De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

**Article L4142-36.** § 1er. Le bureau central d’arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s’il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe.

Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l’ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu’il l’a arrêté pour son district.

Le Gouvernement peut décider que l’encodage se fera au moyen d’un logiciel, conformément à l’article L4141-1, § 1er.

§ 2. Le président du bureau central d’arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription.

Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l’article L4141-1, § 2. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

***Tableau des listes formant groupe***

**Province** **:** …………………………………………………………..

**District électoral :** …………………………………………………

**Arrondissement administratif :** …………………………………

Sur base des listes de candidats telles qu’elles ont été arrêtées définitivement et vu les déclarations de groupement, le bureau central d’arrondissement arrête comme suit le tableau des listes formant groupe :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupe n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | PROFES­SION | RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Groupe n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| NOM ET PRENOM DES CANDIDATS | PROFES­SION | RESIDENCE PRINCIPALE ET ADRESSE COMPLETE |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| District de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Liste n° \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |
| M./Mme |  |  |

Copie sera adressée aux présidents de tous les collèges de district intéressés avec prière de faire afficher les listes dans toutes les communes de leur district.

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal en présence des témoins.

Fait à ………………………………………………………, le……………………………………………………………20…….

**Le secrétaire, Les assesseurs, Les témoins, Le président,** *(Signature) (Signatures) (Signatures) (Signature)*

**Extraits du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation**

***Art. L4142-34.*** § 1er. Le dépôt des déclarations de groupement a lieu le jeudi, dixième jour avant celui du scrutin, de 14 à 16 heures. Il est effectué entre les mains du président du bureau central d'arrondissement contre récépissé.

§ 2. Pour qu'une déclaration de groupement de listes de candidats soit recevable, elle doit remplir les conditions suivantes : 1° dans leur acte d'acceptation de candidatures, les candidats de chacune des listes concernées doivent avoir marque leur intention d'effectuer ce groupement avec les candidats nominativement désignés de listes qui se présentent dans d'autres districts du même arrondissement; 2° l'autorisation par les signataires de faire ce groupement doit figurer explicitement sur l'acte de présentation de chacun de ces candidats; 3° la déclaration de groupement doit être signée par tous les candidats ou par deux des trois premiers candidats de chacune des listes; 4° une liste ne peut former groupe avec deux ou plusieurs listes entre lesquelles il n'y a pas de groupement. Les conditions 1° et 2° sont prescrites sous peine de non-recevabilité. Les conditions 3° et 4° sont prescrites sous peine de nullité. Le Gouvernement fixe le modèle de la déclaration de groupement.

***Art. L4142-35.*** § 1er. Les déclarations réciproques de groupement peuvent être faites par un seul et même acte.

§ 2. Si l'une des listes qui y est comprise a été écartée, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres listes du groupe. De même, si un candidat a été reconnu inéligible, la déclaration de groupement continue à produire ses effets pour les autres candidats de la liste.

***Art. L4142-36.*** § 1er. Le bureau central d'arrondissement arrête immédiatement, en présence des témoins, s'il en a été désigné, le tableau des listes formant groupe. Dans ce tableau, il assigne à chaque groupe de listes une lettre A, B, C, et cetera. Pour ce faire, il respecte l'ordre observé pour le classement des listes sur le bulletin de vote tel qu'il l'a arrêté pour son district. Le Gouvernement peut décider que l'encodage se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1er.

§ 2. Le président du bureau central d'arrondissement transmet aux présidents des bureaux de district copie des listes qui comprennent des candidats de leur circonscription. Le Gouvernement peut décider que la transmission se fera de manière numérique, conformément à l'article L4141-1, § 2. Ces présidents font immédiatement afficher les listes dans toutes les communes du district.

**Elections communales et provinciales**

**-**

***Résultat du dépouillement des bulletins***

**Canton :** ……………………………………………..

**Commune** : ………………………………………….

**Province :** …………………………………………….

**District :** ………………………………………………

reçus dans les bureaux nos ……………………………...

|  |  |
| --- | --- |
| **Bulletins trouvés dans les urnes** | |
| Bureau n° |  |
| Bureau n° |  |
| Bureau n° |  |
| Bureau n° |  |
|  |  |
| **Bulletins reçus (U)** |  |

**=**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Décompte des bulletins** | | | | **Total général** |
|  | Liste N° | Liste N° | Liste N° |
| **Bulletins de liste (L)** |  |  |  |  |
| **Nominatifs (N)** |  |  |  |  |
| **Total (V = L+N)** |  |  |  |  |
| **Bulletins blancs et nuls (I) +** | | | |  |
| **Total =** | | | |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Décompte des suffrages par candidats (voix de préférence) (S)** | | | | | |
| Liste N° | | Liste N° | | Liste N° | |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
| M./Mme |  | M./Mme |  | M./Mme |  |
|  |  |  |  |  |  |

Le bureau constate que le total général des bulletins de vote avec des votes de liste (L), ajouté au total général des bulletins de vote avec des votes nominatifs (N), donne un nombre (V) égal à celui des bulletins valables s'élevant à équivalant au nombre de bulletins trouvés dans les urnes et enveloppes (U), moins le nombre de bulletins blancs et nuls (I).

Copie sera adressée aux présidents de tous les collèges intéressés avec prière de faire afficher les listes dans toutes les communes de leur circonscription.

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal en présence des témoins.

Fait à ............... , le................... 20….

Le Secrétaire, Les Assesseurs, Les Témoins, Le Président

*Extrait du Code de la Démocratie locale et de la décentralisation*

**Article L4125-5.** (…)

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal. Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement. Le collège communal assure par voie d’affichage la consultation par le public du tableau qu’il a reçu. Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

**Article L4144-3.** Le bureau de dépouillement procède au dépouillement dès qu’il est en possession de toutes les urnes qui lui sont destinées.

**Article L4144-4.** § 1er. Dans chaque local de dépouillement, le président, en présence des membres du bureau et des témoins, ouvre les urnes et en retire les bulletins.

§ 2. Avec l’aide des membres du bureau, il compte, sans les déplier, les bulletins qui y sont contenus. Il écarte les bulletins de vote qui ne correspondent pas à l’élection dont il a la charge.

**Article L4144-5.** Le nombre des bulletins trouvés dans chaque urne qui correspond à l’élection dont le bureau à la charge est inscrit au procès-verbal. Les enveloppes mentionnées à l’article L4143-28 ne sont pas ouvertes.

**Article L4144-7.** § 1er. Le président et les membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les déplient et les classent d’après les catégories suivantes :

1°bulletins donnant les suffrages valables à la première liste ou à des candidats de cette liste ;

2°de même pour la deuxième liste et pour les listes suivantes, s’il y a lieu ;

3° les bulletins non valables au sens de l’article L4112-18, § 3 ;

4° les bulletins litigieux au sens de l’article L4112-18, § 5.

§ 2. Ce premier classement étant terminé, les bulletins de chacune des catégories formées pour les diverses listes sont répartis en deux sous-catégories :

1. les bulletins marqués en tête ;

2. les bulletins marqués en faveur d’un ou de plusieurs candidats, même s’ils sont également marqués en case de tête.

**Article L4144-8.** (…)

§ 2. Le bureau arrête et fixe en conséquence :

1°le nombre total des bulletins valables ;

2°le nombre total de bulletins non valables ;

3°pour chaque liste, le nombre total de bulletins marqués en tête de liste ;

4°pour chaque liste, le nombre total de bulletins contenant des suffrages en faveur d’un ou de plusieurs candidats de la liste ;

5°pour chaque candidat, le nombre de suffrages obtenus.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Pour ces opérations, le bureau peut utiliser un logiciel d’aide au dépouillement agréé par le Gouvernement.

§ 3. Tous les bulletins ainsi classés sont placés par catégorie sous des enveloppes distinctes et fermées.

**Article L4144-9.** Le procès-verbal des opérations est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau et des témoins.

Les résultats du dépouillement sont mentionnés au procès-verbal, dans l’ordre et d’après les indications du tableau modèle prévu à l’article L4142-39.

Le bureau complète le tableau en indiquant la date de l’élection et la mention : «Résultat du dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux nos …», suivie de l’indication des numéros des bureaux de vote.

Le Gouvernement peut décider que l’encodage de ce tableau et sa transmission se feront de la manière visée à l’article L4141-1, §§ 1er et 2.



**Elections communales et provinciales**

**-**

***Résultat du recensement des voix***

**Canton :** ……………………………………………..

**Commune** : ………………………………………….

**Province :** …………………………………………….

**District :** ………………………………………………

Bureau communal/de canton/de district présidé par M./Mme………………………………………………………………………………….

1. Tableau de recensement

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Liste n° :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Sigle : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | | | | | |  | Total général |
| N° des bureaux de dépouillement |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| N° des bureaux de vote | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ | \_\_/\_\_/\_\_ |  |
| Bulletins valables (V) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bulletins de liste (L) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bulletins nominatifs (N) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Votes nominatifs par candidats** | | | | | | | | | |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Chiffre électoral (L+N = C) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

1. **Répartition des sièges entre les listes**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Elections provinciales commencer la division ici >** |  | **Liste \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | | **Liste \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | | **Liste \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | | **Liste \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | | **Liste \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** | |
|  | **Chiffre électoral (C)** |  | **Chiffre électoral (C)** |  | **Chiffre électoral (C)** |  | **Chiffre électoral (C)** |  | **Chiffre électoral (C)** |  |
| **Diviseurs (F)** | **Quotients (C/F)** | **N° d’ordre des quotients** | **Quotients** | **N° d’ordre des quotients** | **Quotients** | **N° d’ordre des quotients** | **Quotients** | **N° d’ordre des quotients** | **Quotients** | **N° d’ordre des quotients** |
| **1** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Elections communales, commencer la division ici >** | **2** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **5** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **6** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **7** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **8** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **9** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **10** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **11** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **12** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Nombre de sièges attribués à chaque liste (S)** | | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sièges** | | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ sièges** | | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_sièges** | | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_sièges** | | **\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_sièges** | |

Le quotient électoral est obtenu en divisant le chiffre électoral par le premier diviseur, puis le deuxième, et ainsi de suite. Les quotients sont ensuite numérotés de 1 à n dans l’ordre de leur importance numérique, sans distinction entre les listes, jusqu’à concurrence du nombre de sièges à conférer. Le nombre de quotients utiles est donc égal au nombre total des sièges à attribuer.

1. **Désignation des titulaires**

Souligner le nom des candidats désignés comme titulaires

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Liste | Liste n°\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Sigle \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | Liste | Liste n°\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Sigle \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | |
| Candidats dans l’ordre de présentation | | | | Candidats dans l’ordre de présentation | | | |
| Candidats | Nombre de votes nominatifs (N) | Rang des élus | Rang des suppléants | Candidats | Nombre de votes nominatifs (N) | Rang des élus | Rang des suppléants |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |
| M./Mme |  |  |  | M./Mme |  |  |  |

**Le Président du bureau de Canton,**

**(***Signature)*

**Élections communales et provinciales**

**-**

**Instructions pour les électeurs**

**Le droit de vote**

Les électeurs sont admis au vote de 8 à 13 heures. Les électeurs se présentent à l’entrée du local de vote munis de leur lettre de convocation et de leur carte d’identité.

Toutefois, tout électeur se trouvant à 13 heures dans le local de vote ou la salle d’attente est encore admis à voter.

L'électeur belge est admis à voter pour élire les conseillers communaux, provinciaux et les membres des conseils de secteurs.

A Comines-Warneton, il est également admis à voter pour élire les membres du Conseil de l’action sociale.

Les ressortissants des autres Etats membres de l’Union européenne et les ressortissants d’Etats tiers bénéficient du droit de vote exclusivement pour les élections communales et les élections des membres des conseils de secteurs dès lors qu’ils sont munis de leur carte d’identité et de leur lettre de convocation mentionnant respectivement la lettre « C » ou « E ».

L’électeur qui se présente avec un couvre-chef pour un motif religieux ou médical indéniable, doit veiller, comme sur sa carte d’identité, à ce que son visage soit entièrement dégagé, à savoir : le front, les joues, les yeux, le nez et le menton.

**L’accompagnement**

L’électeur qui le souhaite peut introduire une demande pour bénéficier de l’assistance d’un proche le jour des élections jusque dans l’isoloir.

L’électeur concerné choisit son accompagnant ; celui-ci doit toutefois être lui-même électeur.

Un candidat peut assumer la fonction d’accompagnant auprès de son conjoint ou cohabitant légal, ou d’un parent ou allié ayant fixé sa résidence principale à son domicile, à condition d’être lui-même électeur.

Un candidat peut de même assumer cette fonction auprès d’un parent ou allié n’ayant pas fixé sa résidence principale à son domicile pour autant que la parenté soit établie jusqu’au troisième degré.

La demande doit être introduite auprès de l’administration communale au plus tard **la veille du jour du scrutin**.

La déclaration est rédigée sur le formulaire prévu à cet effet et qui est délivré gratuitement à l’administration communale. La déclaration mentionne les élections pour lesquelles elle est valable, ainsi que les noms, prénoms, dates de naissance, adresses de l’électeur et de l’accompagnant, et le numéro d’identification au Registre national des personnes physiques de l’électeur.

Le formulaire est signé par l’électeur et l’accompagnant. L’électeur le présente au président du bureau de vote avec sa convocation. Le président du bureau mentionne sur la convocation de l’accompagnant «  a exercé le rôle d’accompagnant ».

La demande doit être accompagnée de tout document prouvant la nécessité d’être accompagné.

Si, pour des raisons diverses, un électeur fragilisé n’a pas pu effectuer cette demande, le président du bureau de vote appréciera la situation et autorisera l’électeur à être accompagné ou l’accompagnera lui-même dans l’isoloir.

**Le bureau de vote**

Le secrétaire pointe le nom sur une copie du registre de scrutin.

Le président, ou un assesseur qu’il désigne, vérifie la concordance des énonciations reprises sur la deuxième copie du registre de scrutin avec les mentions de la lettre de convocation et de la carte d’identité.

**L’admission au vote**

Si l’électeur est admis au vote, son nom est pointé sur cette copie également.

L’électeur qui n’est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau.

A défaut d’inscription au registre de scrutin, nul n’est admis à prendre part au vote s’il ne produit soit une décision du collège communal ou un extrait d’un arrêt de la Cour d’appel ordonnant son inscription, soit une attestation du collège communal certifiant que l’intéressé possède la qualité d’électeur.

Les électeurs qui ne sont pas encore inscrits sur le registre des électeurs mais qui sont admis au vote par le bureau, voient leur nom reporté sur les deux copies du registre de scrutin.

Les personnes qui apportent la preuve de leur nationalité belge, et qui répondent par ailleurs aux autres conditions d’électorat, sont admises à l’ensemble des scrutins sur présentation de documents probants.

Malgré l’inscription sur le registre des électeurs, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs dont le collège communal ou la Cour d’appel a prononcé la radiation par une décision ou un arrêt. Un extrait de cette décision, ou de cet arrêt, doit être produit.

De même, le bureau ne peut admettre au vote les électeurs exclus ou suspendus de leurs droits électoraux et dont l’incapacité est établie par une pièce dont la loi prévoit la délivrance.

Le bureau ne peut enfin admettre les électeurs à l’égard desquels il serait justifié soit par des documents, soit par leur aveu, qu’ils n’ont point, au jour de l’élection, l’âge requis pour voter ou qu’ils ont déjà voté le même jour dans une autre section ou une autre commune.

Après avoir contrôlé sa carte d’identité et sa lettre de convocation, le président remet à l’électeur, en échange de ces documents, un bulletin de vote.

**Le déroulement du vote**

Pour chaque scrutin auquel il est convoqué, l’électeur reçoit un bulletin.

Le bulletin est blanc, vert ou rose respectivement pour les élections communales, provinciales ou de secteur. Il est de couleur bleue pour l’élection directe du conseil de l’action sociale de Comines-Warneton.

L’électeur se rend directement dans un isoloir et il ne peut y rester que pendant le temps nécessaire pour émettre son vote.

L’électeur formule son vote.

Les listes de candidats sont classées sur le bulletin conformément à leur numéro d’ordre et à la suite les unes des autres.

**Le vote valable et non-valable**

A l’aide du crayon électoral, il appose une marque dans la case de son choix :

* soit il vote pour une liste en coloriant la case de tête située en dessous du nom de la liste ;
* soit il vote pour un ou plusieurs candidats d’une même liste en rougissant la case à côté du nom du/des candidat(s) de son choix. Si toutes les cases sont rougies, le vote sera considéré comme nominatif et les voix iront vers tous les candidats ;
* soit il vote pour une liste et un ou plusieurs candidats de cette liste en rougissant la case de tête située sous le nom de la liste de son choix et des cases à côté du nom des candidats de son choix. Attention, dans ce cas, le vote pour la liste ne compte plus. Seuls les votes de préférence en faveur des candidats sont pris en compte.

L’électeur peut émettre autant de suffrages qu’il y a de mandats à conférer.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement le vote, à moins que l'intention de rendre le bulletin de vote reconnaissable ne soit manifeste.

Si, par inadvertance, l'électeur détériore le bulletin qui lui a été remis, il peut en demander un autre au président, en lui rendant le premier, qui est aussitôt annulé.

L'électeur sort de l’isoloir et montre au président le bulletin plié en quatre à angle droit, avec le timbre à l'extérieur.

Il dépose le bulletin vert dans l’urne provinciale, le blanc dans l’urne communale et le rose dans l’urne réservée aux élections de secteur.

La lettre de convocation lui est restituée après que le président ou un assesseur délégué par lui l’a estampillée. Le président lui restitue également sa carte d’identité.

Sont nuls :

1. tous les bulletins autres que ceux dont l'usage est permis par la loi;
2. ceux qui contiennent plus d'un vote de liste ou qui contiennent des suffrages pour des candidats sur des listes différentes ;
3. ceux dans lesquels l'électeur a marqué à la fois un vote en tête de liste et à côté du nom d'un ou de plusieurs candidats d'une autre liste;
4. ceux dont les formes et dimensions auraient été altérées, qui contiendraient à l'intérieur un papier ou un objet quelconque, ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature, ou une marque non autorisée par le présent code ;
5. ceux repris par le président à l'électeur qui a détérioré son bulletin par inadvertance et qui en a reçu un autre pour exprimer valablement son vote ;
6. ceux repris par le président lorsque l'électeur a déplié son bulletin en sortant de l'isoloir de manière à faire connaître le vote qu'il a émis. En ce cas, le président lui reprend le bulletin déplié, qui est aussitôt annulé, et oblige l'électeur à recommencer son vote.

Le président inscrit sur les bulletins repris en exécution du 5) et du 6) la mention : « Bulletin repris », et y ajoute son paraphe.

**L’empêchement**

Les électeurs qui se trouvent dans l'impossibilité de prendre part au scrutin peuvent faire connaître leurs motifs d'abstention au juge de paix, avec les justifications nécessaires.

Sont présumées se trouver dans l'impossibilité de prendre part au scrutin les personnes qui sont le jour des élections privées de leur liberté en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

**Sanctions**

Il n'y a pas lieu à poursuite si le juge de paix admet le fondement de ces excuses, d'accord avec le procureur du Roi.

Dans les huit jours de la proclamation des élus, le procureur du Roi dresse le relevé des électeurs qui n'ont pas pris part au vote et dont les excuses n'ont pas été admises.

Ces électeurs sont appelés par simple avertissement devant le tribunal de police et celui-ci statue sans appel, le ministère public entendu.

Une première absence non justifiée est punie, suivant les circonstances, d'une réprimande ou d'une amende de cinq à dix euros.

En cas de récidive, l'amende sera de dix à vingt-cinq euros.

Il ne sera pas prononcé de peine d'emprisonnement subsidiaire.

Sans préjudice des dispositions pénales précitées, si l'abstention non justifiée se produit au moins quatre fois dans un délai de quinze années, l'électeur est rayé des registres électoraux pour dix ans et pendant ce laps de temps, il ne peut recevoir aucune nomination, ni promotion, ni distinction, d'une autorité publique.

L'absence à une élection succédant à une absence à une élection de nature différente et réciproquement, ne constitue pas le délinquant en état de récidive.

Le sursis à l'exécution des peines ne peut être ordonné.

La condamnation prononcée par défaut est sujette à opposition dans les six mois de la notification du jugement. L'opposition peut se faire par simple déclaration, sans frais, à la maison communale.

Relèvent de la captation des suffrages les faits suivants, commis par un électeur :

1° voter ou se présenter pour voter sous le nom d'un autre électeur, hormis en cas de vote par procuration.

2° distraire ou retenir un ou plusieurs bulletins de vote.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de vingt-six à mille euros.

3° donner procuration en application de l'article L4132-1, §1, en l'absence des conditions requises à cet effet ;

4° ayant donné procuration, laissé voter le porteur de la procuration malgré l'absence, au moment du vote, des conditions prévues à l'exercice du vote par procuration ;

5° voter sciemment au nom de son mandant alors que celui-ci était décédé, ou alors qu'il était possible au mandant d'exercer lui-même son droit de vote;

6° accepter ou donner plusieurs mandats en application du vote par procuration ;

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'une amende de vingt-six à mille euros.

7° voter dans un local de vote en violation des articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

8° voter successivement, le même jour, dans deux ou plusieurs locaux de vote de la même commune ou dans des communes différentes, fût-il inscrit sur les registres électoraux de ces différentes communes ou locaux.

Toute personne coupable de ces délits sera punie d'un emprisonnement de huit jours à quinze jours ou d'une amende vingt-six à deux cents euros. »

1. Article L4142-3 du Code [↑](#footnote-ref-1)
2. Article L4142-3, alinéa 2 du Code [↑](#footnote-ref-2)
3. Article L4112-16, alinéa 4 du Code [↑](#footnote-ref-3)
4. Articles L4134-1 et 2 du Code [↑](#footnote-ref-4)
5. Article L4142-3 du Code [↑](#footnote-ref-5)
6. Arrêté du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux, et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d’apparentement [↑](#footnote-ref-6)
7. Article L4142-34 du Code [↑](#footnote-ref-7)
8. Article L4112-5 du Code [↑](#footnote-ref-8)
9. Un logogramme est un signe représentant un mot, comme l’esperluette, l’arobase, le plus ou le moins. [↑](#footnote-ref-9)
10. Il y a lieu, pour connaître ce chiffre, de se référer à l’annexe 1 de l’arrêté du gouvernement wallon du 8 mars 2018 établissant par province et par commune les chiffres de la population au 1er janvier 2018. [↑](#footnote-ref-10)
11. Article L4142-4, §4 du Code [↑](#footnote-ref-11)
12. Article L4142-4, §4 du Code [↑](#footnote-ref-12)
13. Article L4142-33 du Code [↑](#footnote-ref-13)
14. Article L4142-34 du Code [↑](#footnote-ref-14)
15. Article L4131-4, §1 du Code [↑](#footnote-ref-15)
16. Ce système d’encodage est organisé par l’arrêté du gouvernement wallon du 7 juillet 2006 relatif à l’encodage numérique, la transmission numérique, ainsi qu’au traitement automatisé des données électorales. [↑](#footnote-ref-16)
17. Article L4142-9 du CDLD [↑](#footnote-ref-17)
18. Article L4142-10, §3 du CDLD [↑](#footnote-ref-18)
19. Article L4142-10 du CDLD [↑](#footnote-ref-19)
20. Idem [↑](#footnote-ref-20)
21. Article L4142-13, §1er du CDLD [↑](#footnote-ref-21)
22. article L4142-3 du CDLD [↑](#footnote-ref-22)
23. article L4142-11 du CDLD [↑](#footnote-ref-23)
24. Article L4142-10 du CDLD [↑](#footnote-ref-24)
25. Article L4142-12 du CDLD [↑](#footnote-ref-25)
26. Article L4142-13, §1er du CDLD [↑](#footnote-ref-26)
27. Article L4142-6 du CDLD [↑](#footnote-ref-27)
28. Article L4142-47, alinéa 3, du CDLD [↑](#footnote-ref-28)
29. Article L4142-1 du CDLD [↑](#footnote-ref-29)
30. Article L4142-1, §1er du CDLD [↑](#footnote-ref-30)
31. Article L4142-15 du CDLD [↑](#footnote-ref-31)
32. Article L4142-15 du CDLD [↑](#footnote-ref-32)
33. Article L4142-13, §2 du CDLD [↑](#footnote-ref-33)
34. Article L4142-14 du CDLD [↑](#footnote-ref-34)
35. Article L4142-19 du CDLD [↑](#footnote-ref-35)
36. Article L4142-20 du CDLD [↑](#footnote-ref-36)
37. [↑](#footnote-ref-37)
38. Conformément à l’article 13 de l’arrêté du gouvernement wallon du 7 juillet 2006 relatif à l’encodage numérique, la transmission numérique, ainsi qu’au traitement automatisé des données électorales tel que modifié le 19 avril 2018. [↑](#footnote-ref-38)
39. Article L4142-23 du CDLD, [↑](#footnote-ref-39)
40. Article L4142-25 du CDLD [↑](#footnote-ref-40)
41. Article L4142-23 du CDLD [↑](#footnote-ref-41)
42. Articles L4142-42 à 44 du CDLD [↑](#footnote-ref-42)
43. Article L4142-23, §4 du CDLD, [↑](#footnote-ref-43)
44. Article L4142-42 du CDLD, [↑](#footnote-ref-44)
45. Article L4142-29 à 33 du CDLD [↑](#footnote-ref-45)
46. Article L4142-27 du CDLD, [↑](#footnote-ref-46)
47. Article L4142-33 du CDLD [↑](#footnote-ref-47)
48. Article L4142-40 du CDLD [↑](#footnote-ref-48)
49. Article L4143-7, §3 du CDLD [↑](#footnote-ref-49)
50. Article L4142-39 du CDLD [↑](#footnote-ref-50)
51. Article L4142-35 du CDLD [↑](#footnote-ref-51)
52. La liste ainsi révisée doit se conformer aux prescrits de l’article L4142-7 du Code concernant le nombre de candidats et la composition équilibrée des listes. [↑](#footnote-ref-52)
53. Concernant le nom des candidats, nous vous prions de vous référer à la législation reprise sur le document suivant. [↑](#footnote-ref-53)
54. Concernant le sexe des candidats, nous vous prions de vous référer à la législation reprise sur le document suivant. [↑](#footnote-ref-54)
55. Biffer la mention inutile. [↑](#footnote-ref-55)
56. Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs. [↑](#footnote-ref-56)
57. Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs. [↑](#footnote-ref-57)
58. Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.). [↑](#footnote-ref-58)
59. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-59)
60. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-60)
61. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-61)
62. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-62)
63. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-63)
64. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-64)
65. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-65)
66. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-66)
67. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-67)
68. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-68)
69. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-69)
70. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-70)
71. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-71)
72. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-72)
73. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-73)
74. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-74)
75. Biffez si la mention est inutile [↑](#footnote-ref-75)
76. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-76)
77. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-77)
78. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-78)
79. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-79)
80. Cochez la case adéquate [↑](#footnote-ref-80)
81. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-81)
82. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-82)
83. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-83)
84. Cochez la mention utile [↑](#footnote-ref-84)
85. Biffez la mention inutile [↑](#footnote-ref-85)
86. Biffez la mention inutile [↑](#footnote-ref-86)
87. Biffez la mention inutile [↑](#footnote-ref-87)
88. le déposant qui a fait la remise de l’acte de présentation attaqué et qui se trouve désigné le premier dans l’acte de présentation. [↑](#footnote-ref-88)
89. A n’utiliser qu’en cas de contestation concernant l’éligibilité [↑](#footnote-ref-89)
90. le déposant qui a fait la remise de l’acte de présentation attaqué et qui se trouve désigné le premier dans l’acte de présentation. [↑](#footnote-ref-90)